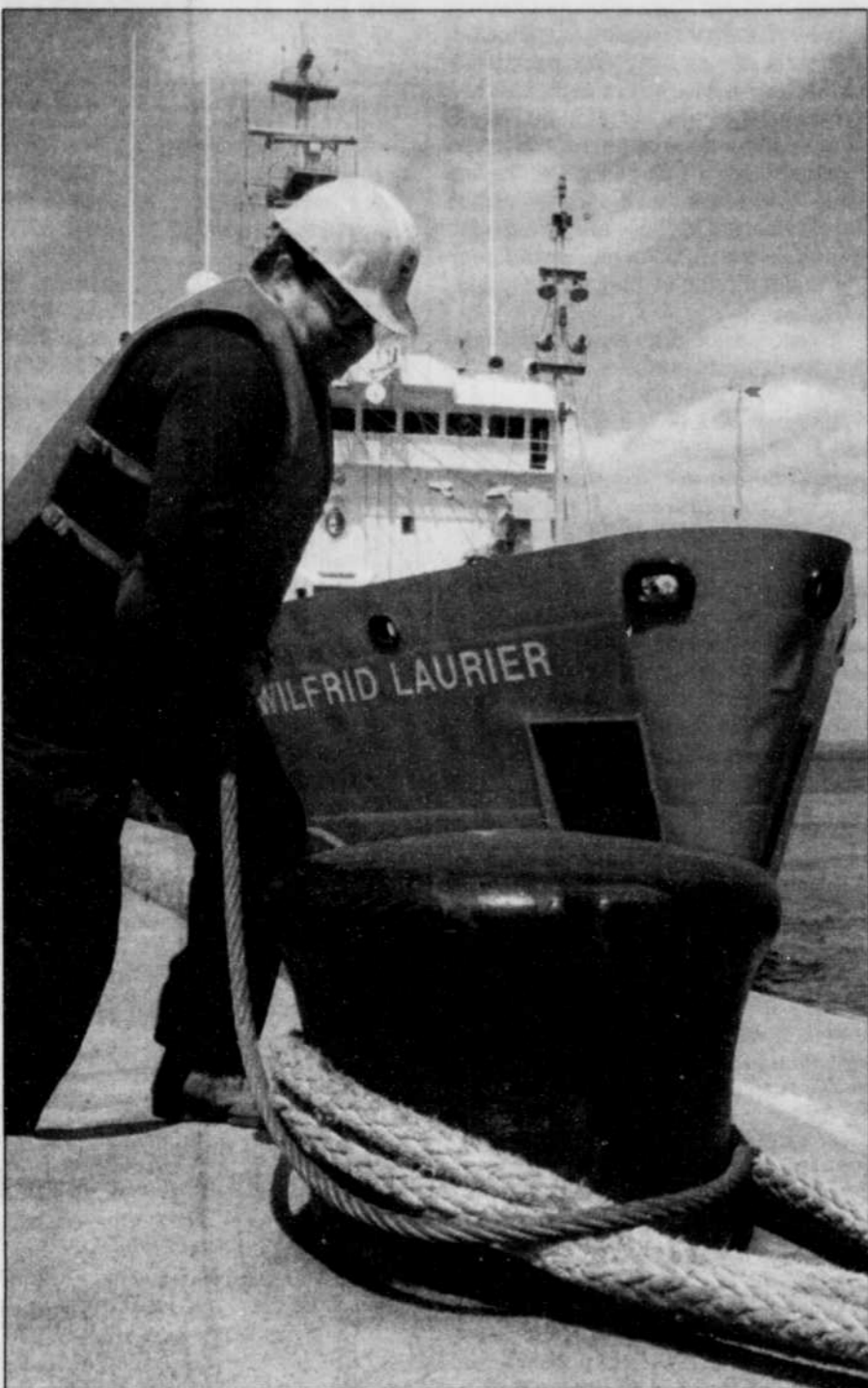




LE SOLEIL

QUÉBEC, LE SAMEDI 25 MAI 1996

Adieu, le Sir Wilfrid Laurier



Le brise-glace/baliseur Sir Wilfrid Laurier a quitté pour la dernière fois, hier, sur le coup de 14 heures, le quai de la Garde côtière canadienne à Québec, en direction de Victoria, emportant avec lui 52 emplois. Les détails en page A 9.

LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

SONDAGE SOM-LE SOLEIL

Remplacer Chrétien et Johnson

Les fédéralistes québécois veulent de nouveaux chefs

VINCENT MARISSAL
Le Soleil

■ QUÉBEC — Encore sous le choc du résultat du 30 octobre, les fédéralistes québécois n'ont pas été rassurés par la performance de leurs leaders au cours des sept derniers mois. Au contraire, Jean Chrétien et Daniel Johnson doivent partir avant le prochain référendum, réclament la majorité d'entre eux.

Alors que la popularité de Lucien Bouchard et que l'appui à la souveraineté atteignent des sommets, la cote de crédibilité des deux principaux chefs fédéralistes s'effrite, indique un sondage SOM-LE SOLEIL réalisé du 10 au 21 mai auprès de 2007 personnes. Le projet de souveraineté-partena-

riat mis de l'avant et défendu par Lucien Bouchard recueille un plateau record de 59% contre 41% après répartition proportionnelle des 12% d'indécis. Selon SOM, une répartition plus «réaliste» accorde tout de même 56% au OUI contre 44% au NON. La popularité du Parti québécois est aussi à la hausse, avec une écrasante majorité de 55%, contre 32% des intentions de vote pour le Parti libéral. Rien de bien rassurant pour les Qué-

bécois fédéralistes. Divisés selon leur
Voir REMPLACER en A2 ►

AUTRES TEXTES
□ Ça va bien pour le PQ A26
□ Un boulet nommé Chrétien A27
□ La fin des haricots A27

TRÂN TRIÊU QUÂN ENFERRÉ

«Chaque pays a sa propre loi», dit l'ambassadrice du Vietnam

FRANÇOIS POULIOT
Le Soleil

MONTRÉAL — «Chaque pays a sa propre loi.» C'est en ces termes qu'a réagi l'ambassadrice du Vietnam au Canada, Dinh Thi Minh-Huyen, au traitement réservé à Trân Triêu Quân. Le Vietnamien d'origine, installé depuis des années à Sainte-Foy, est maintenant chaque jour enchaîné par les pieds, de 15h jusqu'au lendemain matin.

Madame Minh-Huyen participait hier à Montréal au lancement de l'Alliance commerciale Québec-Vietnam, un organisme sans but lucratif mis sur pied pour encourager les échanges commerciaux entre la province et le pays asiatique.

Dans son allocution à une cinquantaine de gens d'affaires, l'ambassadrice n'a pas abordé la question des droits fondamentaux en son pays, non

Voir PAYS en A2 ►

REPLACER JEAN CHRÉTIEN



QUESTION
Personnellement, est-ce que vous croyez qu'il vaudrait mieux que

M. Jean Chrétien soit toujours le premier ministre du Canada lors d'un prochain référendum sur la souveraineté du Québec ou est-ce qu'il vaudrait mieux qu'un autre premier ministre ait été choisi auparavant?

Garder Chrétien	Choisir un autre	NSP / NRP*	
Ensemble des fédéralistes	37 %	54 %	9 %
Fédéralistes francophones	29 %	62 %	9 %
Fédéralistes non-francophones	50 %	42 %	8 %
Fédéralistes qui votent pour le PLC	52 %	42 %	6 %

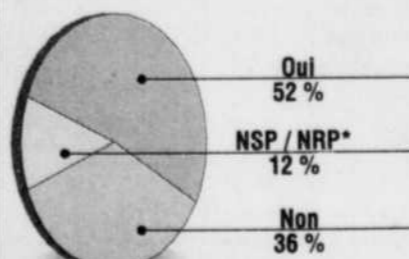
* Ne sait pas / ne répond pas

INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

INTENTION DE VOTE POUR UN RÉFÉRENDUM

QUESTION

Si un référendum avait lieu aujourd'hui répondriez-vous OUI ou NON à la question suivante: «Accordez-vous au gouvernement du Québec le mandat de faire la souveraineté du Québec et de proposer en même temps au reste du Canada de conclure une entente de partenariat économique et politique?»



* Ne sait pas / ne répond pas

INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

REPLACER DANIEL JOHNSON



QUESTION
Personnellement, est-ce que vous croyez qu'il vaudrait mieux que

M. Daniel Johnson soit toujours le chef du Parti libéral du Québec lors d'un prochain référendum sur la souveraineté du Québec ou est-ce qu'il vaudrait mieux qu'un autre chef du Parti libéral du Québec ait été choisi auparavant?

Garder Johnson	Choisir un autre chef	NSP / NRP*	
Ensemble des fédéralistes	39 %	54 %	7 %
Fédéralistes francophones	36 %	56 %	8 %
Fédéralistes non-francophones	44 %	50 %	6 %
Fédéralistes qui votent pour le PLQ	47 %	49 %	4 %

* Ne sait pas / ne répond pas

INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

Des ordinateurs vendus à l'encan avec des données confidentielles

La Ville de Québec travaille à les retracer

BENOÎT ROUTHIER
Le Soleil

■ QUÉBEC — La Ville de Québec a vendu, par encan, des ordinateurs qui contenaient des logiciels et des données au caractère inconnu, possiblement parfois hautement confidentielles. Des équipes ont travaillé, depuis jeudi de la semaine dernière jusqu'à hier soir, pour retrouver les acheteurs de ces ordinateurs et détruire ces données.

Quand LE SOLEIL a rencontré, jeudi, M. André Boucher, directeur du service de gestion de l'information, celui-ci se croisait les doigts pour que les équipes réussissent à trouver tous les micro-ordinateurs contenant des données et des logiciels oubliés. Les acheteurs risquent de trouver l'information très

confidentielle dont une mauvaise utilisation pourrait causer du tort à certaines personnes.

Hier soir, des 151 ordinateurs vendus à 86 personnes, 145 avaient été vérifiés par les sept équipes mises sur pied par la Ville. Une équipe comprend un enquêteur et un informaticien. Une dizai-

ne de ces micro-ordinateurs contenaient des logiciels ou des données qui, bien sûr, ont toutes été effacées. On n'a pu déterminer de quel service municipal provenaient cinq de ces 10. Mais deux provenaient de la Sécurité municipale, un du Service des finances, un de l'Office municipal d'habitation (OMHQ) et un autre du Service des travaux publics. M. Boucher a expliqué que les plaintes comme les dossiers criminels ne peuvent être dans les données contenues dans les deux micro-ordinateurs provenant de la police, car ils sont dans un système central puis acheminés à l'ordinateur central de la Ville.

Voir ENCAN en A2 ►

LA RÉGION



Deux morts

Une mère et sa fille ont connu une fin tragique hier dans une collision frontale à Saint-Lambert.

PAGE A 3

LA MÉTÉO



Maximum 13, Minimum 2

Partiellement ensoleillé, frais et venteux. Demain, ensoleillé et quelques nuages. Détails page A 15

QUÉBEC, 100^e ANNÉE, NO 146
FLORIDE, 2.25 \$ US
MONTRÉAL, OTTAWA 1.75\$ PLUS T.P.S. T.V.Q.
1.50\$ PLUS T.P.S. T.V.Q.

HONDA MARINE De 2 à 90 forces garantie 2 ans
LAURENTIDES SPORTS SERVICE
VENTE - LOCATION PIÈCES - SERVICE
451, rue Raymond, Charlebois (N.-D.-L.)
849-2844

LES RETOURNES

REEMPLACER Appui

Suite de la Une

choix constitutionnel pour les fins du sondage, la majorité des tenants du NON répondent qu'ils ne veulent pas revivre un référendum avec Jean Chrétien et Daniel Johnson à leur tête, une aversion encore plus marquée chez les francophones fédéralistes.

Plus d'un fédéraliste sur deux (54%) souhaite que Jean Chrétien ne soit plus premier ministre du Canada au moment du prochain référendum sur l'avenir du Québec. Le chef du PLC obtient l'appui d'un peu plus du tiers des fédéralistes du Québec, soit 37%.

Québécois et francophone de souche, le «p'tit gars de Shawinigan» n'inspire pas la confiance à sa clientèle naturelle que sont les fédéralistes francophones: 62% d'entre eux, contre seulement 29%, préfèrent qu'un autre occupe le poste de premier ministre au prochain référendum.

La confiance est mitigée, même parmi ceux qui voteraient pour le Parti libéral du Canada et du Québec lors de prochaines élections: 42% des électeurs du PLC et 50% du PLQ estiment que M. Chrétien doit partir avant le prochain référendum. Daniel Johnson ne fait guère mieux. Les fédé-

ralistes québécois estiment dans une proportion de 54% que le Parti libéral du Québec doit choisir un nouveau chef avant la prochaine consultation sur l'avenir du Québec.

Pour 39% des partisans du NON, M. Johnson est toujours l'homme de la situation, mais cette cote coule à pic chez les fédéralistes francophones, dont 56% veulent le voir disparaître.

Le chef libéral ne suscite pas un enthousiasme délirant chez les anglophones non plus: la moitié de ceux-ci croient qu'il ne devrait plus être là au prochain référendum.

Profitant de la déconfiture de ses alliés référendaires, Jean Charest, qui a occupé beaucoup d'espace au Québec au cours de l'automne dernier, sort grand gagnant de ce sondage.

Le chef du Parti conservateur, qui continue de clamer haut et fort que sa place est à Ottawa, est perçu comme un sauveur par les fédéralistes du Québec.

À la question: «quelle est la meilleure personne pour réussir à convaincre les Québécois de demeurer au sein du Canada et de ne pas choisir la souveraineté?», 36% des fédéralistes d'ici répondent Jean Charest. C'est quatre fois plus que Daniel Johnson et trois fois plus que Jean Chrétien.

Avec un petit 9% d'appui, le chef du camp du NON au dernier référendum n'a définitivement pas la cote. À titre de comparaison, l'ancien premier ministre canadien, Pierre Elliott Trudeau, que le camp du NON a soigneusement mis de côté au dernier référendum, représente la solution pour 10% des fédéralistes.

ENCAN Plaintes

Suite de la Une

Les six micro-ordinateurs qui n'ont pu être inspectés ont été achetés par trois personnes. L'une d'elles a acheté trois ordinateurs et a refusé de laisser les employés de la Ville vérifier si des données y étaient stockées. Une mise en demeure de s'exécuter lui a été signifiée en même temps qu'un avertissement qu'il sera tenu responsable des dommages si jamais il en faisait usage.

Lun des deux autres a acheté un seul micro-ordinateur. «Nous avons son nom, mais pas suffisamment de coordonnées pour le retracer», dit le directeur du Service des communications à la ville, M. Gilbert Athot. L'autre a acheté deux ordinateurs et est absent depuis quelques jours.

La Ville a tenu des encans les 4 et 11 mai au cours desquels elle a vendu ces 151 micro-ordinateurs désuets. La première alerte a été sonnée jeudi de la semaine dernière par un employé de la Ville qui a lui-même acheté de ces ordinateurs à l'encan et qui s'est rendu compte que certains pouvaient contenir de l'information, confidentielle ou pas, appartenant à la Ville. Deux acheteurs ont été visités le soir même. Le lendemain deux équipes ont été mises sur pied. Puis trois jours de congé ont passé. Mardi, on a multiplié le nombre d'équipes. Mercredi, quatre équipes ont visité un plus grand nombre possible d'acheteurs. Jeudi soir et hier, sept équipes étaient au travail.

M. Boucher dit qu'il est toujours possible que des acheteurs se soient fait des copies des données oubliées. Mais l'enquêteur avise chaque acheteur d'un ordinateur contenant des données que celles-ci sont la propriété de la Ville et que s'il possède une copie il doit la lui remettre.

Malgré toutes les précautions que prend la Ville pour qu'il n'y ait pas de fuite, elle n'est pas à l'abri de poursuites si jamais quelqu'un rendait publiques les informations contenues dans son ordinateur acheté à l'encan.

Quel genre d'information contiennent ces données oubliées? Difficile de le dire, explique M. Athot, car les équipes ne prennent pas le temps de vérifier cela. «L'important c'est de tuer le cancer avant qu'il ne se répande, c'est de retracer et détruire toute l'information contenue dans ces ordinateurs vendus». M. Boucher dit que l'erreur humaine a pu se produire à deux étapes. Il explique que les vieux ordinateurs destinés à l'encan sont gardés durant une semaine à la gestion de l'information, le temps de copier les données qu'il contient et les transférer sur le nouvel ordinateur. La semaine écoulée, on efface (formate) l'information du vieil ordinateur qui est expédié ensuite au premier sous-sol où il attendra d'être transféré à l'entrepôt du Service des finances pour être vendu à l'encan. L'erreur a pu se produire de deux façons. Ou on a laissé aller au premier sous-sol des ordinateurs sans en effacer les données ou à ce dernier endroit on a accepté des ordinateurs qui n'avaient pas transité par la gestion de l'information. M. Boucher dit que c'est la première fois que ça se produit en 20 ans. Mais ça suffit pour renforcer les procédures de contrôle! D'abord il est évident que tous les vieux ordinateurs qui sont présentement soit au service de gestion de l'information, soit au premier sous-sol, soit à l'entrepôt pour vente à l'encan seront vérifiés.

Puis à l'avenir il y aura deux personnes pour assurer la destruction des données: l'un procédera à la destruction, l'autre vérifiera que c'est bien effacé. On exigera que les ordinateurs dont les données auront été effacées soient marqués d'un collant comportant la signature des deux responsables.

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A
La Capitale 3 à 16
Le Québec et le Canada 17 à 21
Le Monde 22 à 24, 28
Dossiers 25 et 26
Opinions 27

CAHIER B
Questions d'argent 1 à 16
Bourses 4 et 5
Carrières et Professions 6 à 12
Décès 13 à 15

CAHIER C SPORTS
Maurice Dumas 1
André-A. Bellemare 5
Statistiques 2 et 4
Jeux et B.D. 7

CAHIER D
Arts et spectacles 1 à 12
Votre agenda 11 et 12
Ce soir à la télé 12
La bonne table 13 à 16

CAHIER E
Partir 1 à 10

CAHIER F
Habitat/ Déco 1 à 6
Annonces classées 7 à 20

SERVICES
Abonnements 686-3344
Annonces classées 686-3311
Carrières et Professions 686-3270
Promotion 686-3342
Publicité Détaillants 686-3435
Publicité générale 686-3270
Rédaction 686-3394
Renseignements 686-3233

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division du Groupe UniMédia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, Chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: c.p. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000 rue Hugues-Randin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.

NUMÉROS CHANCEUX

MINI-LOT
tirage du 24-05-96
644257 gagne 50 000\$
44257 gagne 5000\$
4257 gagne 250\$
257 gagne 25\$
57 gagne 5\$
SUPER 7
4-11-26-27-34-36-38
(complémentaire) 14
EXTRA
016844
LA QUOTIDIENNE
tirage du 24-05-96
9-1-6
4-7-3-8
BANCO
tirage du 24-05-96
2-4-5-7-10-15-18-20-23-31-35-36-37-
40-46-47-53-55-57-66

Méthodologie du sondage

Ce sondage a été réalisé par SOM, en exclusivité pour LE SOLEIL, du 10 au 21 mai 1996. Au total, 2007 entrevues ont été complétées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec. Environ la moitié du questionnaire ne s'adressait qu'aux tenants affichés de l'option fédéraliste, soit ceux qui affirment qu'ils auraient voté «non» lors d'un référendum sur la souveraineté tenu au moment de l'enquête. Ce sous-groupe compte 687 personnes.

La collecte des données a été réalisée par des interviewers professionnels à partir des centraux téléphoniques de SOM à Montréal et Québec et était assistée par ordinateur. Jusqu'à huit appels ont été faits pour joindre les ménages sélectionnés. Ceux qui ont initialement refusé de participer ont été rappelés de façon à éliminer les refus contextuels. La répartition régionale des entrevues est la suivante: 902 entrevues dans la région métropolitaine de Montréal, 602 entrevues dans la région

métropolitaine de Québec et 503 entrevues ailleurs au Québec.

On estime le taux de réponse obtenu à 61,7% alors que le taux de personnes qui n'ont pu être jointes au cours de la période d'enquête se situe à 15,5% et la proportion de refus à 22,7%. Les données ont été pondérées, pour assurer une représentativité parfaite de l'échantillon, en fonction de la distribution de la population selon l'âge, le sexe et la langue maternelle d'après les dernières statistiques de recensement disponibles et bien sûr selon l'importance numérique des différentes régions.

Compte tenu de l'effet de la pondération, on estime à 2,6% la marge d'erreur maximale au niveau de confiance de 95% sur une proportion estimée pour l'ensemble et à 4,3% cette même marge d'erreur pour le sous-groupe de personnes dites fédéralistes.

GILLES THERRIEN
PRÉSIDENT SOM INC.

PAYS Appel

Suite de la Une

plus que celle de M. Trân.

Lors d'un point de presse, elle n'a cependant été interrogée que sur ce sujet.

Lorsqu'on lui a demandé si elle pensait que cette loi (enchaînement des prisonniers condamnés à vie) était bonne, elle a répété que chaque pays avait sa propre loi, et ajouté: « Nous respectons votre loi et je crois que vous devriez respecter la nôtre. »

— Est-ce que M. Trân demeurera enfermé jusqu'à ce que son appel puisse être entendu?, qu'allez-vous faire des protestations du gouvernement canadien? lui a-t-on finalement demandé.

« Comme Vietnamiennne, j'ai à respecter ma loi, je ne peux rien dire », a-t-elle indiqué.

Les lois vietnamiennes constituent l'un des éléments fortement discutés de l'histoire Trân. Le code civil vietnamien est encore en préparation et les activités commerciales risquent souvent d'être rattachées à des législations à caractère pénal ou criminel. Au Canada, des actes commerciaux peuvent également être soumis au code criminel, mais le fardeau de preuve reposant sur les épaules de l'accusé apparaît moins important (doute raisonnable).

Trân Triêu Quân a été reconnu coupable de s'être approprié de l'argent de l'État. Les Vietnamiens ont versé plus d'un million \$ (87 000 \$ à Trân) et disent n'avoir jamais reçu le coton.

« Malheureusement c'est très grave. En début d'année, un Vietnamien a été condamné à 20 ans de prison pour une fraude de 30 000 \$ (US). Nous ne faisons pas de discrimination », a soutenu l'ambassadrice.

Elle a enchaîné en mentionnant que la cour d'appel pourrait réviser la décision « si le gouvernement du Canada ou M. Trân peuvent amener de nouvelles preuves. »

À la question, cherchez-vous toujours à en savoir plus sur Paul Morgan et sur sa présence au Vietnam en janvier 1996, elle a répété que la décision pourrait être révisée si le Fi-déen soumettait de nouvelles preuves.

LE MINISTRE SIMARD

Présent au lancement de l'Alliance Québec-Vietnam, le ministre des Affaires internationales du Québec, Sylvain Simard, n'a pas lui non plus abordé la question Trân dans son allocution.

Il a plutôt profité de la tribune offerte pour rappeler que son gouvernement avait débloqué 70 000 \$ dans le but de permettre à la Caisse de dépôt d'ouvrir à Hanoï un bureau de représentation pour les entreprises québécoises.

Le ministre ne croit pas que la solution au dossier Trân passe par des mesures de rétorsion envers le Vietnam. « C'est en multipliant les liens que nous multiplierons les occasions de faire avancer le dossier. »

Ce n'est pas en nous retirant, en pénalisant nos hommes d'affaires, que nous allons aider la cause puisque nous n'aurions plus à ce moment là le moyen d'intervenir et d'influencer. »

— Ne devrait-on pas prévenir nos PME des risques qu'elles encourrent?

« C'est une piste un peu dangereuse. Dans les deux tiers des pays où nos gens d'affaires sont impliqués, il n'y a pas de règles commerciales précises. Il faut faire attention quand on aborde ces questions, nous n'accepterions pas que d'autres viennent nous dire quoi faire. Cela dit, il faut respecter les règles de droit international et nous allons faire savoir par le gouvernement canadien notre volonté de voir respecter les droits fondamentaux », a répondu le ministre.

PAS DE DATE D'ENVOI

Le gouvernement canadien a par ailleurs précisé hier, que les documents sur lesquels s'appuie Paul Morgan pour affirmer que le coton a bel et bien été livré en février 1995, ne portaient pas de date d'envoi, contrairement à ce que nous écrivions. « Il n'y a aucune date sur les documents », a dit Jeffrey Chapman.

C'ÉTAIT HIER

□ 1987 — Deux pompiers meurent en combattant un incendie qui détruit l'église Unitarian à Montréal.

□ 1979 — L'écrasement d'un DC-10 à l'aéroport O'Hare de Chicago fait 275 morts.

□ 1973 — Trois astronautes américains rejoignent la station spatiale Skylab endommagée.

□ 1971 — Fondation du Conseil des premiers ministres des Maritimes.

□ 1968 — Paris vit la période la plus sombre des affrontements de mai entre les étudiants et la police.

twik®



TWIK EN SAFARI DE VILLE

**LE CHEMISIER
NATURE
24.95**

Fil de coton brut et texturé c'est la vie au naturel pour twik dans son chemisier forme tunique, encolure ronde. Sable, marine, forêt, maïs. P.m.g. Rég 32.00*

simons

PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

*Le prix régulier signifie le prix auquel cet article est habituellement vendu chez Simons et n'est pas une indication de prix auquel est vendue la majorité des articles en question.

LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS

GUERRE DU CRABE

Les discussions se poursuivent

GILLES GAGNÉ

Collaboration spéciale

■ GRANDE-RIVIÈRE — Les discussions entourant une proposition de règlement de la crise du crabe en Gaspésie poursuivaient leur cours tard hier soir à Gaspé.

Bien qu'aucun porte-parole des groupes touchés par le litige n'ait voulu faire de commentaire avant la rencontre, l'issue la plus plausible pointait vers une capture partielle ou totale des allocations temporaires par les crabiers traditionnels.

En retour, les crabiers créeraient un fonds d'aide aux pêcheurs de poisson de fond, ceux qui devaient de toute façon constituer les principaux bénéficiaires des allocations provisoires puisqu'ils sont inactifs pour une troisième année, en raison du moratoire qui frappe la pêche de la morue.

Les négociations avaient été entamées, jeudi, à Québec avec le ministre québécois de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Guy Julien, et en présence de représentants des principaux mouvements engagés dans l'impasse, à savoir les membres d'équipage des crabiers, les ouvriers d'usine, les crabiers eux-mêmes, les pêcheurs côtiers et semi-hauturiers de poisson de fond, les homardières, et les propriétaires d'usines de transformation.

Incidemment, une entente de principe a marqué dès jeudi les pourparlers similaires tenus au Nouveau-Brunswick à l'invitation du ministre des Pêches de cette province, Bernard Thériault, et du premier ministre Frank McKenna. Toutefois, comme les crabiers des deux provinces pêchent dans la zone du sud du golfe Saint-Laurent, les Néo-Brunswickois ont décidé d'attendre la conclusion des réunions en Gaspésie avant de soumettre leur pro-

position de règlement aux hommes de pont et travailleurs d'usines.

Les pêcheurs de poisson de fond du Nouveau-Brunswick avaient déjà décidé de confier aux crabiers traditionnels la tâche de capturer les allocations temporaires débloquées par le ministre fédéral Fred Mifflin pour venir en aide aux pêcheurs inactifs ou oeuvrant dans des domaines moins lucratifs.

En Gaspésie, les pêcheurs de morue tenaient en général à capturer les allocations temporaires, 869 tonnes sur un total d'allocations de 3259 tonnes, lui-même pris d'un contingent global de quelque 16 100 tonnes. Toutefois, la fragmentation des allocations en petits lots de 10 tonnes rend l'opération difficile à rentabiliser.

Pour les homardières, qui possèdent des bateaux plus petits, le problème est différent. Le seuil de rentabilité est moindre, mais plusieurs embarcations sont tout simplement trop petites pour participer à la pêche du crabe.

L'entente néo-brunswickoise incluait une clause garantissant aux travailleurs d'usine une somme de travail suffisante pour qu'ils et elles se qualifient à l'assurance-chômage. Il sera intéressant de vérifier quel groupe financera cette modalité. Même si le plan de pêche a été annoncé par le gouvernement fédéral, il est à noter que le ministre Fred Mifflin n'a pas été l'instigateur des discussions qui pourraient déboucher sur une solution à la crise, pourparlers initiés par Québec et Fredericton. La pêche devait débuter le 8 mai.

Le commerce en grande déprime

GILLES GAGNÉ

Collaboration spéciale

GRANDE-RIVIÈRE — Les commerçants de la région de Grande-Rivière souhaitent vivement que la crise du crabe des neiges se règle dans les meilleurs délais parce que le chiffre d'affaires de leurs établissements plonge, surtout depuis deux semaines, alors que la pêche de ce crustacé aurait dû débuter.

Des dizaines de travailleurs ne disposent d'aucune source de revenus depuis mars, depuis la fin de leur période d'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage.

Ils consomment forcément moins, et doivent parfois emprunter dans l'attente de la reprise de la pêche. Ils ne sont pas admissibles à l'aide au revenu, à moins de vendre leur maison et leur voiture.

Louis et Cynthia Lebreux ont acquis un dépanneur station-service, il y a six mois, et ils ne peuvent accorder de crédit aux nombreux clients qui le demandent. « Si je fais crédit, je ne rencontre pas mes paiements. Quand l'essence rentre dans mon réservoir, il faut que je le paie tout de suite », explique Cynthia.

Serge Hétu, du supermarché Sobey's, applique lui aussi une politique stricte quant au crédit; il n'en offre pas. « Nos ventes ont baissé depuis un mois. Il n'y a pas moins de clients, mais ils achètent le strict nécessaire ».

Gaétanne Hautcoeur, une travailleuse

d'usine du village voisin de Sainte-Thérèse, ne reçoit aucune rémunération depuis le 9 mars. « Heureusement que je vis chez mes parents et que je n'ai pas d'enfants, mais j'ai des amis qui en ont. On ne fait pas grand-chose ».

Chez Automobiles Mauger, Norbert Lagacé précise que son établissement écope d'une baisse des affaires, mais qu'il n'a pas eu à rappeler des véhicules parce que les clients n'étaient pas capables de payer.

« À l'occasion, des gens ont un paiement ou deux en retard, mais on va tout faire pour trouver un terrain d'entente avec nos clients. Les gens sont très honnêtes, ils viennent chercher des solutions avant que le problème ne se manifeste. C'est un climat de famille ».

Monique Lelièvre, gérante de la Caisse populaire de Grande-Rivière, remarque bien quelques paiements en retard, mais elle craint les prochaines semaines si la pêche ne redémarre pas d'ici quelques jours. « On travaille sur des mesures pour que les gens passent à travers. L'effet des pertes de revenus se fait sentir à tous les échelons. Mais il n'y a pas de panique pour le moment, même si l'élastique est étiré », conclut-elle.



Gaétanne n'a plus de salaire depuis le 9 mars



L'état des deux véhicules témoignait de la violence du choc.

SAINT-LAMBERT-DE-LAUZON

Un chauffard tue une mère et sa fille

L'alcool pourrait être en cause

JEAN-MARC SALVET

Le Soleil

■ SAINT-LAMBERT — Une mère de famille et sa petite fille de six ans ont perdu la vie en fin d'après-midi, hier, à Saint-Lambert de Lauzon. Leur voiture a été heurtée de plein fouet par un « pick-up » conduit par un homme que les policiers soupçonnaient d'être en état d'ébriété.

Plusieurs personnes de la petite municipalité de la Rive-Sud se sont précipitées sur les lieux de l'accident. En voyant ce qui restait de l'auto, elles ont rapidement compris l'ampleur de la tragédie.

Les larmes ont coulé sur des yeux rougis.

Selon certains, la maman était en vacances. Elle venait de prendre sa fillelette à l'école et s'appretait à aller chercher son fils à la garderie lorsqu'elle a croisé le « pick-up », vers 15 h 30, sur la route des Érables.

Le père a accouru sur les lieux, refusant d'imaginer le pire.

— Est-ce qu'elles sont blessées ?

Un policier l'a supplié de ne pas approcher. Il est reparti.

DU SOUTIEN

« On sait ce qu'il ressent. On a perdu un fils l'an dernier dans un accident de la route. Il aura besoin de toute notre aide. Son petit garçon aussi », a confié Réjean Rhéaume, rencontré sur place avec son épouse.

Tous les deux essayaient leurs yeux en se remémorant la soirée de la veille. Ils étaient tous ensemble au restaurant.

« On a parlé de la mort de mon garçon. Ils ont toujours été derrière nous pour nous soutenir. Et maintenant, regardez ce qui leur arrive. On va s'occuper d'eux, c'est sûr. »

Réjean Rhéaume est retourné voir la voiture dans le fossé. Sur son visage, une grimace de douleur est apparue. « Elles ne seront plus jamais là. »

BOUTEILLE D'ALCOOL

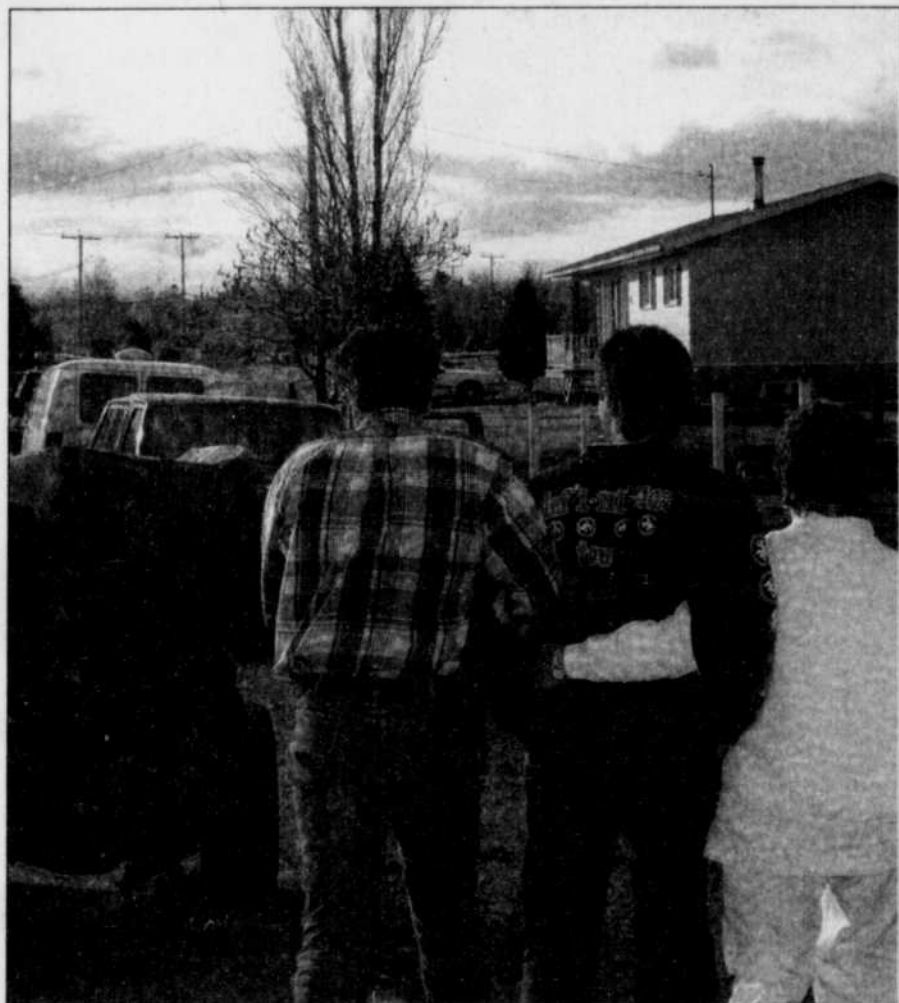
Le conducteur du « pick-up » a été

qu'un prélèvement sanguin soit effectué afin de déterminer son taux d'alcool dans le sang. Les premiers patrouilleurs arrivés sur les lieux croyaient avoir décelé une odeur suspecte.

Sur le plancher, du côté du passager, ils ont découvert une bouteille d'alcool.

« L'alcool de la mort », a dit quelque'un.

L'identité des victimes sera dévoilée aujourd'hui.



Réjean Rhéaume et son épouse qui ont perdu un fils dans un accident de la route, il y a un an, avaient été reconfortés par la victime et son mari. Cet accident leur a donc fait perdre une grande amie et a ravivé cette immense douleur dont ils avaient tant de difficulté à se départir.

Lumina Van 1996

7 passagers



Air climatisé
3,4 V6 180 HP
Radiocassette AM-FM

269\$ /mois*

FOURNIER
CHEVROLET GEO OLDSMOBILE INC.

* Prix de vente 19 670\$ • Obligation totale 16 140\$
Intérêt 5 995,79\$ • Taux 8 % 60 mois

• Sous réserve de l'approbation du Service du crédit par la Banque. La voiture achetée devra être remise à l'institution financière en remboursement du solde du prêt, y compris que l'emprunteur paie pour financer le solde du prêt.

* Taxes d'import en sus.

AUTOROUTE DE LA CAPITALE, BOUL. PIERRE-BERTRAND, TÉL. (418) 687-5170

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

QUÉBEC
Grizzly sort les griffes

L'escouade Grizzly, qui a pris la succession de Carcajou depuis que cette dernière a quitté la région de Québec il y a quelques semaines, a donné son premier coup de griffe mercredi. Elle a arrêté Carl Fournier, 28 ans, lequel aurait été trouvé en possession de 800 grammes de cocaïne dont la valeur est estimée à 320 000\$ sur le marché. L'homme a été appréhendé alors qu'il venait de prendre place dans sa voiture près d'un motel du boulevard Hamel. Fournier, qui a été inculpé hier, devra revenir devant le tribunal le 12 juin prochain. L'escouade Grizzly est formée de policiers municipaux de Québec, de la Haute-Saint-Charles, de Charlesbourg, de la GRC et de la SQ.



Carl Fournier

toujours un bon montant en salaire, le magistrat est resté inflexible. « Ce qui se passe entre vous et votre employeur ne regarde que vous, a-t-il lancé à l'accusé, mais ces enfants n'ont pas à faire les frais de vos chicanes. J'ose espérer, M. Fodil, que vous aurez remboursé les 895\$ d'ici le 6 septembre, date de divulgation de la sentence. Sinon, sachez que j'ai une très bonne mémoire et que je saurai sévir! » M. B.

QUÉBEC
Trois ans de pénitencier

Une peine de trois ans de pénitencier a été imposée à Stéphane Duclos, l'individu de 25 ans qui avait agressé sexuellement une jeune femme en plus de lui infliger des voies de fait, en octobre dernier. C'était alors la quatrième fois en 18 mois que Duclos était arrêté pour des crimes graves.

Trafiquant à l'ombre

L'un des trois trafiquants arrêtés en août 1994 lors de la saisie de deux kilos de haschich, à Québec, a été condamné à un an de prison et à une probation de trois ans. En compagnie d'un complice, Jean-François Rousseau, âgé de 26 ans, avait été épinglé à la sortie de l'appartement d'un troisième complice, rue Richelieu, à

Affaire classée

Les deux autres individus qui avaient été arrêtés à la suite de la séquestration de quatre

personnes, en février, dans un appartement de la rue Franklin, à Québec, viennent de connaître leur sort. D'abord, Dany Lizotte, âgé de 28 ans, de Beauport, a écopé de 500\$ d'amende ou 90 jours de détention, ainsi qu'à une probation d'un an. Quant à Bruno Boucher, âgé de 20 ans, de Vanier, il devra purger six mois de prison, puis il se trouvera en probation durant les deux prochaines années.

Neutralisation de témoins

Celui qui avait été considéré comme le « cerveau » d'une opération visant à neutraliser victime et témoins dans une affaire de voies de fait graves, en septembre 1994, a été condamné à six mois moins un jour de prison et à une probation d'un an. À ce moment-là, Alain Labrecque, âgé de 30 ans, de Vanier, avait utilisé un intermédiaire pour « convaincre » victime et témoins de voies de fait graves commises par son demi-frère dans une discothèque de Québec.

Trois ans de pénitencier

Une peine de trois ans de pénitencier ainsi qu'une interdiction de conduire un véhicule automobile durant huit ans ont été imposées à Jose Rogelio Umama Amaya, âgé de 29 ans, de Fortierville. À la suite d'un accident survenu en juillet à Villerooy, Amaya avait pris la fuite. Un homme de 38 ans avait perdu la vie dans l'accident et une jeune femme de 23 ans avait subi des blessures graves qui lui ont laissé des séquelles.



Gilles Morin

William Saint-Laurent

Stéphane Lemay

Nick Lemay

De présumés braqueurs comparaissent devant la justice

Quatre personnes suspectées d'avoir braqué plusieurs banques ont comparu au palais de justice de Québec, hier. Selon la SQ, les frères Stéphane et Nick Lemay, âgés de 28 et 25 ans, de Québec, ainsi que Gilles Morin, 31 ans, et William St-Laurent, 23 ans, auraient commis au moins quatre vols contre des succursales bancaires ou des caisses populaires à Saint-Henri de Lévis, à Pont-Rouge, à Sainte-Foy et à Wickham, près de Drummondville. Deux armes de poing, des cagoules et divers objets ont été saisis lors de perquisitions effectuées chez eux jeudi.

SAINT-GEORGES
Les fables à l'école

Les élèves de 6e année de l'école Mgr Fortier de la classe de Mme Jocelyne Arseneault, avec la collaboration spéciale de leur directeur d'école, M. Jean Poulin, présentent Les fables de La Fontaine 1996, aujourd'hui à 19h et demain, à 14h, à l'auditorium de la Polyvalente Saint-Georges. En tout, les 26 jeunes de la classe, qui pour l'occasion porte le nom du théâtre du prince de Castalie, interpréteront 15 fables. Les profits de l'activité iront à l'Association québécoise pour les enfants en trouble d'apprentissage scolaire et serviront à financer un voyage culturel pour les artistes en herbe. L.D.

Deux collectes de déchets

Dès cette semaine et jusqu'au 15 septembre, le ramassage des ordures domestiques passera à deux fois par semaine sur le territoire de la ville de Québec. Les personnes pour qui la collecte principale est le lundi, la deuxième sera le jeudi; si la collecte principale est le mardi, la deuxième sera le vendredi; si la collecte principale est le mercredi, l'autre sera le samedi; si la collecte principale est le jeudi, l'autre sera le lundi et quand la collecte principale est le vendredi, la deuxième sera le mardi. La collecte sélective se poursuivra une fois par semaine, soit le même jour que la collecte principale des déchets.

Fouilles archéologiques à visiter

Un lot des palais et la Ville de Québec, en collaboration avec l'université Laval et le ministère de la Culture et des Communications, invite la population les 1er et 2 juin à visiter le chantier de fouilles archéologiques au Domaine Maizerets. De 10 h à 17 h, un archéologue vous accompagnera et vous fera partager ses connaissances du site et des fouilles en cours. Des étudiants du chantier-école seront sur place de 11 h à 15 h pour fournir des explications et faire voir les artefacts découverts. Le Domaine Maizerets fut l'un des témoins de l'évolution agricole depuis le XVIIe siècle. Depuis 1979 il se consacre à une vocation récréative axée sur les activités familiales et le plein air.

Maisons fleuries 1996

Le Comité d'embellissement et le Service de l'environnement de Québec invitent la population à participer à l'événement Maisons fleuries 1996. Il s'agit d'enjoliver l'extérieur de sa résidence avec quelques fleurs ou quelques plantes, de résider à Québec et de compléter le formulaire d'inscription disponible chez toutes les entreprises participantes ou de téléphoner au Service de l'environnement: 691-6227. Le grand prix consiste en un montant de 800\$ en certificats-cadeaux, dont un séjour de deux nuits au Château Frontenac. Les prix d'une valeur totale de 2000\$ seront attribués le 7 juillet. Il y a aussi un volet «compétition» pour les personnes passionnées d'horticulture. Les aménagements paysagers primés de cette catégorie seront dévoilés lors de la soirée de clôture le 18 septembre au Palais Montcalm. La date limite des inscriptions est le 24 juin à minuit.

CAP-AUX-MEULES
Le capitaine est toujours manquant

Le capitaine d'un bateau de pêche au homard porté disparu jeudi soir dans le secteur de l'île Brillon, aux îles de la Madeleine, n'avait toujours pas été retrouvé, hier. Accompagné d'un membre d'équipage, le capitaine du Marie-Judith avait ancré son navire à moins d'un demi-kilomètre de l'île pour se diriger vers la côte en radeau pneumatique. C'est au retour, dans un épais brouillard, que le radeau se serait dégonflé. Des pêcheurs des environs ont réussi après deux heures de recherches à retrouver l'un des deux hommes, le seul à porter un gilet de sauvetage. Il a été hospitalisé et on ne craint pas pour sa vie. Le capitaine demeure introuvable. (PC)

FUTURE SHOP SUPER CENTRE DE L'ÉLECTRONIQUE

Haut-parleurs «surround» Acoustic Profiles® GRATUITS à l'achat de n'importe quel récepteur «surround» (valeur de 75\$00\$)
OFFRE GRATUITE
avec achat d'un portatif de 100\$00\$ à 199\$00\$ = 10 cassettes gratuites
200\$00\$ à 299\$00\$ = coffret pour 30 disques gratuit
300\$00\$ et plus = écouteurs gratuits

AUCUN paiement ni intérêt!
Option pendant **12 mois**
sur tous les gros électroménagers
*S.A.C. Voir détails en magasin.

AUCUN paiement ni intérêt!
Option pendant **6 mois**
sur tous les ordinateurs Windows
*S.A.C. Frais administratifs minimes payables à l'achat.

IBM
Ensemble complet pour la famille
133 MHz
MONITEUR 14" INCLUS
Dimension réelle: 12,8"
3399\$

AST
Ensemble pour ordinateur
100 MHz
TÉLÉC./MODEM 28,8 K AVEC HAUT-PARLEURS INCLUS
Imprimante à jet d'encre couleur
MONITEUR 14" INCLUS
Dimension réelle: 12,8"
2859\$

Packard Bell
Ensemble multimédia pour la famille
100 MHz
GRANDE QUANTITÉ DE LOGICIELS
Imprimante à jet d'encre couleur
MONITEUR 14" INCLUS
Dimension réelle: 12,8"
2499\$

PROCESSEUR	RAM	DISQUE DUR	CD ROM	CARTE VIDÉO	TÉL./MODEM
P133	8Mo	1,6Go	6X	MPEG 28,8K	

PROCESSEUR	RAM	DISQUE DUR	CD ROM	CARTE VIDÉO	TÉL./MODEM
100 MHz	8Mo	1,2Go	4X	MPEG-1 28,8K	

PROCESSEUR	RAM	DISQUE DUR	CD ROM	CARTE VIDÉO	TÉL./MODEM
P100	8Mo	1,0Go	4X	PCI 1Mo 14,4K	

RCA
Téléviseur stéréo 27"
LA MARQUE DE TV LA PLUS VENDUE AU CANADA
• Télécommande numérique;
• affichage de l'heure à l'écran;
• minuterie 24 heures;
• fonction sous-titres;
• excellente qualité.
499\$

Canon
Zoom 12x caméscope 8mm
• Mise au point automatique;
• exposition automatique programmable.
VISEUR COULEUR
749\$

SHARP
Mini-chaîne à 3 CDs
• Lecteur à 3 CDs; télécommande;
• synchronisateur numérique;
• lecture aléatoire;
• cassette double.
229\$

HP HEWLETT PACKARD
Imprimante couleur
• 600x600 PPP en noir;
• 4 pages/minute, en noir;
• 300x300 PPP couleur papier ordinaire;
• garantie de 3 ans.
429\$

MITSUBISHI
35" en qualité de chef de file
• Résolution 640 lignes;
• 2 haut-parleurs en façade pour un son incroyable;
• télécommande universelle.
1699\$

Sherwood
Ensemble Dolby Pro-Logic
• 190 watts en mode Pro-Logic;
• sorties discrètes;
• ensemble incluant une paire de haut-parleurs à 2 voies et supports.
299\$

PIONEER
Radio d'auto 140 watts
• Lecteur de CD;
• sortie 35 watts X 4 haute puissance.
327\$

LOGICODE
Télec./FAX/modem 28,8 interne
• Logiciel de communication à l'état actuel de la technique;
• très amusante et éducative.
149\$

Imaging
Cartouche 100 Mo pour unité ZIP
• Stockage des données sur cartouche amovible;
• capacité de 100 Mo.
59\$

SON HI-FI STÉRÉO Emerson
4 têtes et télécommande
• Affichage du menu;
• facile à utiliser;
• enregistrement 1 touche.
298\$

MOFFAT
Réfrigérateur grand format
• Sans givre;
• clayettes réglables;
• 2 hydrateurs transparents pour légumes;
• congélateur spacieux;
• amande seulement.
699\$

Microsoft Encarta 96
Encyclopédie de l'ordinateur no 1 au monde;
très amusante et éducative.
MONS REMISE 10,00\$
VOTRE PRIX APRÈS REMISE **49\$**

Panasonic
Télécopieur à multi-fonctions
• Coupe-papier automatique;
• affichage de 30 noms et numéros.
399\$

FUTURE SHOP SUPER CENTRE DE L'ÉLECTRONIQUE
HEURES D'OUVERTURE:
LUNDI AU MERCREDI 9h à 18h
JEUDI ET VENDREDI 9h à 21h
SAMEDI 9h à 17h
DIMANCHE 11h à 17h
SAINTÉ-FOY 2700, BOUL. LAURIER 650-1999 PLACE LAURIER
NOUS ACCEPTONS LES COMMANDES PAR TÉLÉPHONE

Pivot, un parfait cuistot

Quand la vieille dame portant un turban s'est assise au premier rang dans le champ de la caméra, à quelques pas de Bernard Pivot, le cuistot de *Bouillon de culture*, avait déjà disposé sur sa table les livres et cassettes qu'il allait montrer à l'écran, une vieille plaque de voiture au numéro KAS 452 portant la devise « Je me souviens » et les journaux du jour: *Le Devoir*, *The Gazette*. Qui est-elle, me suis-je demandé? Une artiste inconnue? Une cousine lointaine de Francine Grimaldi?

Les autres invités ont gagné leurs places. Le public trié sur le volet en bas, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville, les journalistes en haut dans le poulailler, avec vue imprenable sur la basse-cour. Pas de punks, pas de jeunes artistes, pas d'écrivains. Mais 46 places largement réservées aux notables, aux gens des officines gouvernementales, aux promoteurs de tourisme un peu inquiets des ingrédients que Pivot avait mis dans son bouillon. La potion risquait en effet d'être explosive. Pensez-y. D'un côté, Pierre Falardeau le mal engeulé, le pamphlétaire, le réalisateur d'*Octobre*, pour qui le Québec est un pays conquis et occupé. Et de l'autre, René-Daniel Dubois, le véhément auteur dramatique, homme de liberté, allergique aux carcans idéologiques.

On aurait bien aimé, dans les officines gouvernementales, aiguillonner subtilement Pivot vers la seule promotion culturelle et touristique. Mais il a choisi de mordre dans le piment fort de la politique, d'ajouter du poivre de Cayenne au bouillon. Si jamais ça dérapait, quelle cata-

strophe pour tous ces « partenaires ». Avant que le duel ne commence, une jeune journaliste vêtue de rouge flamboyant a osé tendre son micro à Pivot. Un autre que lui l'aurait envoyée aux prunes. Il s'est prêté aux questions. Je commençais à voir pousser des ailes au cuistot.

La dame au turban était assise bien droite quand les invités maquillés sont montés sur le plateau. Lise Bissonnette, directrice du *Devoir*, romancière des *Choses crues* a tiré sagement la jupe de son tailleur rose vers ses genoux. Vous savez comme ça retrousse une jupe, même quand ce n'est pas un « rase-trou » susceptible de revirer un juge à l'envers. Joan Fraser, patronne de *The Gazette*, portant un pantalon greige occupait le fauteuil d'en face. Neil Bissonndath, Jacques Godbout, et Pierre Falardeau déjà une clope aux lèvres ont suivi. Et enfin, René-Daniel Dubois.

Les notables avaient le corps raide. Pivot s'est étiré comme un chat. L'émission allait commencer. On l'a enregistré d'une traite. Ma collègue Anne-Marie Voisard vous en a raconté hier. Comment Pivot ce formidable cuistot a brassé le bouillon d'une main experte? Il y mettait du poivre juste quand il fallait. Mordant dans la prose colorée, outrancière de Pierre Falardeau, dans *La liberté n'est pas une marque de yogourt*, il a fait s'esclaffer le parterre guidé. La truculence du pamphlétaire l'a séduit. Pour nous, l'éter-



Ghislaine Rheault

nel duel anglo-franco, c'était du rabâché. Mais il y aura du neuf, selon Pivot, pour le public français. On a senti un frisson passer quand Claude Gauthier a conclu l'émission en chantant « Le plus beau voyage ». Sensible, attentif, l'animateur a remarqué que même Joan Fraser avait applaudi et a signalé son « fair play ».

Cette émission préparée avec un soin extrême allait illustrer l'océan culturel qui sépare les Français des Américains. Il y a quelques jours, *Good Morning America* a braqué ses caméras sur Québec pour montrer à nos voisins ce qu'ils connaissent déjà: « Celeen Dionn » venue de New York, le Cirque du Soleil sous le Biodôme, un peu de sirop d'érable et de curling. Et hop! On en avait fait le tour.

Mais Pivot a voulu illustrer la complexité du Québec. Il a planché pendant trois semaines comme un aspirant au baccalauréat, pour maîtriser son sujet. Il s'est laissé émouvoir. Il a choisi de citer des artistes que ses compatriotes ne connaissent pas: les Ying Chen, Bissonngath, Bissonnette, Piché, Gauthier. Chacun pourra le chicaner sur ses choix, sur l'absence d'artistes jeunes. Mais il n'avait que six places sur son plateau. Et il a parfaitement réuni sa tablée.

À la fin de l'émission, comme après un match de la coupe Stanley, les caméras se sont ruées sur les protagonistes. Je m'attendais à voir sur-

gir un chroniqueur sportif payé par Molson pour décerner les étoiles du match. J'ai imaginé les invités, ces athlètes de la langue, sortant des douches pour répondre aux questions, une serviette autour des reins ou des seins. Pivot s'est aussi prêté généreusement au jeu. Je l'ai même entendu expliquer à la journaliste de Quatre Saisons ce qu'était un pamphlétaire en donnant l'exemple de Voltaire. Après des ailes, je lui voyais pousser une auréole.

« Qui êtes-vous » ai-je alors demandé à la dame au turban? La question a surpris Jocelyne Laverdière, 76 ans, étudiante en Lettres québécoises, encore étonnée d'avoir décroché une place aussi près de la marmite du grand cuistot. C'est par une « succession de miracles », dit-elle qu'elle a obtenu cette place de choix pour voir Pivot brasser son bouillon. Sur son tailleur, elle avait épinglé quelques « pins »: une feuille d'érable, deux bateaux bleus emblèmes de la ville. Je l'ai revue ensuite au Clarendon, où les « officiels » allaient rendre hommage à Pivot tout en se réservant longuement le crachoir. Michel Pagé, pdg de Radio-Québec, qui parle la plus infecte langue de bois, a prouvé une fois de plus que le français est gravement menacé.

Et si la dame au turban s'est attardée, après que le chef Pivot soit allé dormir, elle aura entendu Claude Gauthier accompagné du chœur improvisé de Radio-Québec et d'Antenne 2 interpréter jusque tard dans la nuit, les plus belles chansons du Québec et de la France. On m'a raconté que loin de vouloir faire taire la barde, les descendants des Gaulois émus aux larmes en redemandaient.

La grève reprend de plus belle à East Broughton Intervention policière pour déloger les syndiqués du bureau municipal

IAN BUSSIÈRES

Collaboration spéciale

THETFORD MINES—Après avoir cessé leurs moyens de pression pendant près de deux mois, les employés municipaux d'East Broughton, près de Thetford Mines, ont repris hier leur grève générale illimitée devant l'échec des négociations avec la partie patronale pour la signature d'une première convention collective.

La quinzaine de travailleurs affiliés

au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) étaient donc de retour sur les piquets de grève, hier matin, et pour la troisième fois depuis le début du conflit, la Sûreté du Québec a dû se rendre dans la municipalité à la demande de l'employeur.

En effet, comme l'expliquait hier le caporal Gerald Lessard de la SQ, le secrétaire-trésorier d'East Broughton, M. Marc-André Grondin, a téléphoné aux forces de l'ordre après que six ou sept employés syndiqués eurent occu-

pé le bureau municipal. « Il ne s'agissait que d'une opération préventive, comme d'ailleurs toutes les autres opérations que nous avons effectuées jusqu'à maintenant dans ce dossier », a-t-il expliqué, ajoutant qu'il n'était pour l'instant pas question de porter des accusations.

Le caporal Lessard a cependant précisé que les policiers avaient rencontré les syndiqués pour leur expliquer qu'ils s'exposaient à des accusations de fait si éventuellement ils s'aventu-

raient à occuper un endroit qu'ils n'avaient pas à occuper.

Pour sa part, le représentant du SCFP, M. Serge Morin, a signalé que l'entrée des travailleurs dans le bureau municipal avait comme unique but d'aller chercher un téléavertisseur qui était nécessaire pour assurer les services essen-

Le conflit pourrait toucher les Fêtes du 125e

tiels et que le secrétaire-trésorier refusait de leur remettre.

Par ailleurs, M. Morin a confirmé que les syndiqués avaient l'intention de perturber les activités du 125e anniversaire d'East Broughton. « Nous avons posé une condition avant de nous engager à ne pas perturber ces activités et c'était que le président du comité du 125e, le maire Germain Dodier, démissionne. Comme il a refusé de le faire, nous allons mettre nos plans à exécution », a-t-il souligné.

SPÉCIAL SALON

40^e
Anniversaire
1956-1996

Tous les cuirs, toutes les couleurs...

à partir de
1049\$
canapé 2 places

...l'avantage de choisir!

Profitez de l'avantage de choisir parmi un vaste choix de confortables fauteuils et canapés.

Profitez de l'avantage de choisir parmi des centaines de magnifiques tissus et cuirs.

Profitez de l'avantage de choisir un mobilier de salon correspondant à votre goût et à votre budget.

Profitez de notre Spécial Salon et de nos rabais exceptionnels!

**LA GALERIE
DU MEUBLE**
DÉCORATION INTÉRIEURE

HEURES D'OUVERTURE:
Lundi au mercredi 9h à 17h30.
Jeudi et vendredi 9h à 21h.
Samedi 9h à 17h.
Dimanche 12h à 17h.

CLASSIQUE
1215, boul. Charest O., Québec, 681-0171

CONTEMPORAIN
18, rue Courcellette, Québec, 681-0171

ROCHE BOBOIS
9, rue Courcellette, Québec, 681-4101

RIVE-SUD
170, rte Kennedy, Lévis, 838-9982



*12 mai 1997. Conditionnel à l'approbation du crédit. Acompte 30%

Il agressait sexuellement sa soeur

MATHIEU BOIVIN
Le Soleil

QUÉBEC — Un homme de Rivière-à-Pierre a reconnu sa culpabilité sur plusieurs chefs d'attouchements sexuels, d'agression sexuelle, de voies de fait et de trafic de cocaïne, des accusations qui en font l'abuseur de sa propre soeur depuis le milieu des années 1980, alors qu'elle n'avait que cinq ans.

Le prévenu a ainsi reconnu avoir

agressé sexuellement sa soeur, née en 1981, entre le 15 août 1986 et le 31 décembre 1987. Puis, entre le 1er janvier 1988 et le 31 décembre 1989, il a « touché une partie du corps » de la jeune fille « à des fins d'ordre sexuel »; ce même geste s'est, de son propre aveu, reproduit en mai 1990 et en décembre 1994.

Même scénario entre juin et septembre 1995, au moment où la victime était en situation de dépendance envers lui. Cette dépendance est directement liée

à la cocaïne que lui fournissait l'accusé, qui a ainsi reconnu s'être livré au trafic de stupéfiants pendant cet été 1995.

Le 18 novembre 1995, la situation s'est précipitée: le prévenu, qui a aussi reconnu sa culpabilité pour ces actes, s'est alors livré à des voies de fait contre sa soeur et l'a menacé de la tuer si elle révélait quoi que ce soit de leurs « petits secrets ».

Il a été arrêté ce même soir dans le bar d'un hôtel de Rivière-à-Pierre, armé

d'une carabine de calibre .22 à canon scié, dont il s'était muni pour impressionner sa soeur. L'homme a reconnu sa culpabilité sur cinq chefs d'accusation reliés au port d'arme prohibée dans un dessein dangereux.

Ces aveux de culpabilité, aussi substantiels soient-ils, laissent dans l'ombre une bonne quantité d'autres chefs d'accusation. Ainsi, la couronne accuse l'homme de rapports sexuels complets, d'inceste et de relations anales à plu-

sieurs reprises, pendant la période comprise entre 1986 et 1989. Une agression sexuelle serait aussi survenue le 26 décembre 1994.

Pendant l'été 1995, il aurait aussi tenté d'obtenir les faveurs sexuelles de sa soeur en lui offrant de l'argent... La couronne devra toutefois prouver ces accusations. Un rapport présentiel et une évaluation sexologique de l'abuseur ont été demandés; la cause reviendra devant le tribunal le 3 juillet.

Un père abuseur purgera 1 an de prison et suivra une thérapie

MATHIEU BOIVIN
Le Soleil

■ QUÉBEC — Des accusations avérées de grossière indécence et d'attouchements sexuels ont valu une peine de 12 mois de prison et une thérapie à Robert-Giffard à un homme de 40 ans, qui a abusé de sa fille à répétition entre 1984 et 1988. Le rapport présentiel signale que l'homme, par un phénomène de régression, aurait abusé de sa fille pour compenser l'absence de sa femme, hospitalisée à l'époque.

La victime, aujourd'hui âgée de 19 ans, émerge à peine de désordres psychologiques, en plus de ressentir un blocage qui l'empêche d'avoir des rapports sexuels normaux. Interrogée par le juge Gilles Garneau, elle a avoué « en vouloir à son

père », même si le suivi d'un psychologue l'a aidée « à accepter les gestes qu'il a posés sur moi ».

Les attouchements ont cessé, en 1988, lorsque la jeune fille est allée habiter avec une voisine, qui l'héberge encore aujourd'hui. Depuis 1988 et jusqu'en septembre 1995, toutefois, elle a dû être hospitalisée à l'Hôtel-Dieu-du-Sacré-Coeur pour anorexie grave.

Le juge Garneau a tenu compte de la récurrence des gestes posés par l'abuseur, des traumatismes subéquents pour la victime et du fait qu'au moment où sa mère était hospitalisée, « c'est bien plus de réconfort que de contacts sexuels que la victime avait besoin », pour rendre son verdict.

Par ailleurs, le remords qu'a manifesté le père face à ses gestes, le fait qu'il n'ait pas menacé sa fille pendant les attouchements et l'absence de tendances pédophiles ancrées ont incité le magistrat à une certaine clémence.

La jeune fille souffre depuis 1988 d'anorexie grave

SALOMON
Pour un maximum de liberté

TAÏGA
sports plein air

3184, chemin Sainte-Foy,
Sainte-Foy 658-2742

EXIT LOW
109⁹⁹

VÊTEMENTS • CAMPING • ESCALADE • LOCATION

LE PAIEMENT
PRÉ AUTORISÉ
TOUT SAVOIR
POUR SÉLECTIONNER
19⁷⁵⁵ PAR MOIS PAR CAMELOT
24⁶⁹⁵ PAR MOIS PAR ROUTE MOTORISÉE

NOUVEAUTÉ EN AMEUBLEMENT DE BUREAU,
LA SÉRIE 5600 BOA DE SARO

Prix régulier 1730\$
999\$*
l'ensemble

(peut être vendu séparément)
Choix de couleurs disponibles.

- table convergente 30"x72" 246\$
- 2 tables 24"x42" (150\$ ch.) 300\$
- table ovale 30"x38" 249\$
- hucre 12"x42"x28" 114\$
- caisson filière 20"x16" 90\$

*Certaines pièces requièrent de l'assemblage (présentement en salle d'exposition)

Le Spécialiste du Stylo
PAPETERIE INC.
prix de gros/prix d'entrepôt

723, avenue Godin
Vanier (Québec)
Tél.: 683-6800
fax: 683-9255

Heures d'ouverture: lundi au vendredi de 9h à 17h.
Samedi et dimanche: fermé.

Vente Fin De Bail

Causeuse tout en cuir
1099\$
valeur 1601\$

Obtenez un rabais additionnel de 20% sur le prix affiché!

Tout Doit Être Vendu!!
1 000 000\$ de meubles à liquider
1/4 000 pi de meubles pour votre salle à manger, salle de séjour, chambre à coucher et canapés tout en cuir doivent être vendus!

Causeuse tout en cuir
1399\$
valeur 2165\$

Obtenez un rabais additionnel de 20% sur le prix affiché!

Causeuse tout en cuir
1199\$
valeur 1789\$

Obtenez un rabais additionnel de 20% sur le prix affiché!

Causeuse tout en cuir
1399\$
valeur 2196\$

Obtenez un rabais additionnel de 20% sur le prix affiché!

mobilia

Place Lebourgneuf
au croisement des autoroutes
Laurentiennes et de la Capitale
Tél.: 623-9986

11 grandes succursales - Plus de 250 000 pi² de valeurs pour votre foyer!

MOTORISÉS **LEBLANC**
CENTRE DE ROULOTTES MOTORISÉES
division de Raymond Leblanc Inc.

s'installe à
NEUVILLE près de Québec

En fin de semaine "Portes ouvertes"
OUVERT LE DIMANCHE 26
exceptionnellement

Nous avons besoin d'espace.
Nous avons trouvé un magnifique terrain pour accommoder nos clients et leurs véhicules.

Facile d'accès,
en bordure de l'autoroute 40, sortie 281 Nord.

LEBLANC Sélectionne ses produits en choisissant les fabricants, responsables de la qualité supérieure de leurs véhicules.

LEBLANC C'est rassurant, nous avons une tradition de service et de qualité depuis 1968.

DÉPOSITAIRE
Newmar Corp. WINNEBAGO
ET DE 5e ROUE

Visitez le nouveau **NEWMAR** haut de gamme avec section coulissante électrique moteur diesel arrière

Nous vous offrons des spéciaux sur véhicules provenant de faillite.

Pas de TPS sur plusieurs véhicules sélectionnés. Grand choix de véhicules. Échanges acceptés. Financement jusqu'à 180 mois.

Depuis 1968
MOTORISÉS LEBLANC
Neuville (Québec) sortie 281, aut. 40
(418) 876-3316 1-800-854-3316

AU PARC DE LA CHUTE-MONTMORENCY

Rodéo, coups de fusil et voleurs en cavale

JEAN-MARC SALVET
Le Soleil

■ QUÉBEC — Des policiers de la Sûreté du Québec ont ouvert le feu pour convaincre deux hommes qui filaient à bord d'un camion volé de s'immobiliser, aux petites heures du matin vendredi. Cinq projectiles ont été tirés.

La fusillade, digne d'un western spaghetti, s'est déroulée à vive allure. Commencée sur le pont de l'île d'Orléans, elle s'est terminée quelques ins-

tants plus tard au bas de la chute Montmorency. C'est la seconde fois que des policiers ouvrent le feu depuis une semaine dans la région de Québec. Dimanche, deux agents de Sillery ont tiré trois balles dans un logis de la rue William, blessant une mère et son fils.

Rien de tel dans ce dernier cas. Les deux hommes, qui venaient de voler un camion à Saint-Pierre, Île d'Orléans, ont disparu dans la nature après avoir escaladé une falaise du parc de la Chute-Montmorency.

Les patrouilleurs ont tiré trois coups de semonce pour les obliger à redescendre, mais en vain. Les casse-cou ont semé leurs poursuivants dans le quartier résidentiel situé au sommet.

RODÉO

C'est à un véritable rodéo sur route qu'ils venaient de s'adonner, un rodéo commencé sur le pont de l'île.

Ils auraient alors tenté de heurter l'auto-patrouille de la SQ qui avait réussi à les rejoindre. Une manoeuvre qui aurait incité la policière à dégainer son arme et à tirer deux premiers coups de feu vers le ciel. « Elle n'avait pas le choix. Ça tournait à la folie furieuse », a lâché l'agent Camille Gagnon, de la SQ.

Les deux cascadeurs n'ont pas eu froid aux yeux, comme en témoignaient, hier matin, au parc de la Chute-Montmorency, les traces du passage du camion volé.

Pour échapper aux policiers, ils ont finalement quitté la route, franchi trois terre-pleins et défoncé deux clôtures métalliques, en plus de renverser des poteaux.

EMPREINTES

Ils ont immobilisé leur véhicule, identifié au nom d'une compagnie de bois de chauffage, sur la voie ferrée, entre la chute Montmorency et celle, plus petite, nommée « Le voile de la mariée ». La Sûreté du Québec croit que les

deux hommes ont volé de la nourriture dans un restaurant avant de s'emparer du camion. Dans le véhicule abandonné et fatigué, les policiers ont retrouvé des viandes congelées, des saucisses, des meules de fromage et des

caisses de boissons gazeuses. Les techniciens en scènes de crime devaient aller relever les empreintes au casse-croûte Le Bouffeton, le commerce où la marchandise aurait été dérobée.



Des employés de Transports Québec nettoient les dégâts au parc de la Chute-Montmorency

UN SITE BRANCHE sur Internet

LE LAC CLAIR

« Beau à vous couper le souffle »

Superbes terrains au bord du lac
À une heure de Québec dans Portneuf
À PARTIR DE 45 000\$

N'achetez pas sans visiter ce site unique
(418) 650-5577 et (418) 527-5931
Internet <http://www.masc-web.com/lacclair/index.htm>

rendez-vous service

rendez-vous

Don de sang: 650-SANG
Don de plasma: 650-7232

La Société canadienne de la Croix-Rouge
Centre de transfusion du Québec

LA PÉPINIÈRE QUI FAIT LE PRINTEMPS

C'EST LE TEMPS DES FLEURS ANNUELLES

Le plus grand choix de fleurs annuelles à Québec
Les plus belles fleurs en ville

ÉGALEMENT
Géraniums, dracénas, bégonias, impatiens de Nouvelle-Guinée, lierres, etc. En pots de 4 1/2"

Vous méritez la 1re qualité
N'acceptez que ce qu'il y a de mieux!

ARBRES D'ORNEMENT

Arbres de 8 à 25 pieds de hauteur et de 30 à 80 mm de diamètre

BAS PRIX INCROYABLES

CÈDRES À HAIE CULTIVÉS

- La haie de cèdres, la plus belle des haies
- 5 grandeurs disponibles
- Très grand choix (plusieurs milliers disponibles)

à partir de **5.95\$**

COMPAREZ AVANT D'ACHETER

SERVICE D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER

PÉPINIÈRE MORALDO

QUALITÉ ET SERVICE DEPUIS 1957 ET FILS INC.

Ouvert tous les soirs du lundi au vendredi, samedi et dimanche de 8h à 17h

LEBOURGNEUF (Charlesbourg-Ouest) 1300, boulevard Saint-Joseph 628-9440	SAINTE-FOY Div: Centre Jardin Moraldo inc. (limites de Cap-Rouge) 4078, chemin Saint-Louis 656-6539	SAINTE-AUGUSTIN (croisement de l'autoroute 40) 180, route 138 878-3808
--	--	--

LE PAIEMENT PRÉAUTORISÉ

Renseignez-vous:
686-3344 / 1 800 463-2362
LE SOLEIL

Vous vous sentez déprimé(e), votre vie n'a plus de sens...

N'hésitez plus!
Contactez France Dupuis Psychologue
525-7099
En quelques rencontres améliorez votre situation.

THÉRAPIE D'IMPACT

LE TÉLÉTRAVAIL OU COMMENT ÉVITER LES PIÈGES DU «BOULOT DODO» SOUS LE MÊME TOIT

CONFÉRENCE

MARIE-CHRISTINE LADURÉ
Présidente de M.-C. Laduré Groupe-conseil inc.
Consultante en comportement organisationnel

DATE: le lundi 27 mai 1996
HEURE: de 19h à 21h30
LIEU: Château Bonne Entente
3400, chemin Ste-Foy
COÛT: 25\$

LES ATELIERS DIÉTÉTIQUES
FRANCES BOYTE ET ASS.
Tél.: 650-3256 Fax: 650-0574

CROISIÈRE - CONFÉRENCE

«FLEUVE: ENVIRONNEMENT ET TOURISME»
HARMONISER NATURE, CULTURE ET DÉVELOPPEMENT

Itinéraire: Vieux-Port de Québec - Île d'Orléans (sud)-Grosse Île-Vieux-Port de Québec.
Interprétation: Plusieurs conférenciers, intervenants du milieu et personnalités invitées.

Date: Le jeudi 13 juin 1996
Durée: 4h30 à 5 heures
Accueil: Quai 22 en face du Musée de la civilisation à partir de 16 heures.
Départ: 17 heures précises sur le bateau «Cavalier Grand Fleuve» de Navimex (ponts extérieurs et intérieurs)

Prix: Membres de la ZIP: 27\$ (repas et taxes compris)
Non-membres de la ZIP: 33\$ (repas et taxes compris) (valeur réelle de 70\$)

Achat de billets: tous les jours de la semaine, du 1er au 13 juin 1996 de 12 à 14 heures; samedi et dimanche: 25-26 mai 1996; 1er-2 juin 1996; 8-9 juin 1996 de 12 à 16 heures au 84, Dalhousie au Vieux-Port de Québec (Ex-Naturalium) dans le hall central (15 minutes gratuites au stationnement du Vieux-Port).

Faites vite, les places sont limitées!
Nombreux prix de présence dont un magnifique week-end (2 nuits) pour deux au Château Frontenac avec soupers au restaurant «Le Champlain».

Événement organisé par le Comité de la zone d'intervention prioritaire de Québec et Chaudière-Appalaches, organisme incorporé voué à la mise en valeur et réhabilitation du Saint-Laurent et de ses tributaires dans la région.

Informations: Zip de Québec et Chaudière-Appalaches
Téléphone: (418) 522-7213

Pour une ambiance qui a de la personnalité

Pour un temps limité nous payons la TPS.

MEUBLES Jacques Gaulin INC.

2158, boul. Charest Ouest, Sainte-Foy • 418.681.8106

« Je fais du ménage et c'est valorisant »

À 44 ans, Diane a fini par créer son emploi avec Aide communautaire Limoilou

ROBERT FLEURY
Le Soleil

QUÉBEC — Diane Côté a 44 ans. Il y a quatre ans, elle en avait marre d'errer d'un programme d'aide sociale à un autre et elle réussissait à créer son emploi avec Aide communautaire Limoilou. Elle se promène maintenant en scooter et elle est devenue la personne de confiance de plusieurs personnes âgées du quartier qui n'hésitent pas à lui confier leur clé.

« Je ne voudrais pas la perdre. Elle sait où sont les choses, je n'ai pas à m'en occuper, je ne suis pas inquiète », dit Marie-Claire Bolduc, une femme active de 73 ans qui s'épuisait à faire du ménage compte tenu de ses problèmes cardiaques et respiratoires. « J'ai fait beaucoup de bénévolat au Patro Roc-Amadour avec Maurice, mon mari, et je n'étais plus capable d'y aller. Maintenant j'y retourne pour jouer aux cartes », ajoute-t-elle.

« Ce n'est pas un fardeau. Oui je fais du ménage, et c'est valorisant », affirme Diane, le sourire aux lèvres. Elle visite ainsi 22 clients par mois, 11 par semaine, à raison de 3 heures de travail par déplacement.

Diane est une employée d'Aide communautaire Limoilou. Elle gagne 7,50 \$ l'heure et reçoit une passe pour se déplacer en autobus, au besoin. Mme Bolduc la paie 6 \$ l'heure, le tarif convenu avec l'organisme.

Fondé en 1988, Aide communautaire Limoilou est une initiative du milieu et du CLSC Limoilou. L'entreprise a reçu l'appui du Carrefour pour la relance de l'économie et de l'emploi du centre de Québec (CRÉECQ) pour l'aider à se structurer financièrement sur des bases plus solides.

« Nous utilisons des programmes EXTRA mais seulement pour une période de trois mois, le temps d'évaluer la personne. Ensuite, les travailleurs ou travailleuses sont embauchés selon le programme PAIE pour un an et nous les gardons à notre emploi », explique la directrice Lise Fournier.

FAVORISER LE MAINTIEN À DOMICILE

Le mois dernier, le ministre de la Santé Jean Rochon attribuait une subvention de 60 000 \$ à l'organisme, y voyant une expérience de création d'emplois durables et une façon de favoriser le maintien à domicile. Il dit souhaiter que d'autres organismes s'inspirent de leur expérience.

« Nous ne payons plus pour de l'entretien ménager », explique Michel Bédard, organisateur communautaire au CLSC Limoilou.

« Avant de mettre sur pied l'organisme, nous avons consulté les auxiliaires familiaux pour nous assurer que cela ne remplacerait pas leur travail. Or le travail des auxiliaires s'adresse surtout à la personne même, comme des soins d'hygiène personnelle pour des personnes en perte d'autonomie », explique M. Bédard.



Diane Côté fait de l'entretien ménager chez Marie-Claire Bolduc depuis deux ans et demi. « Je ne voudrais pas la perdre », dit Mme Bolduc.

« Dans un milieu comme Limoilou, les personnes âgées ont des moyens financiers plus restreints et vont couper l'entretien ménager avant autre chose », observe-t-il. Mais un montant de 18 \$ aux deux semaines pour trois heures de ménage ne grève pas leur budget, le travail étant partiellement subventionné par l'organisme.

« Nos travailleurs sont payés pour 35 heures de travail mais, compte tenu des déplacements et des annulations de dernière minute pour des raisons de visites médicales ou des imprévus de la part des

personnes âgées, ils travaillent en réalité entre 25 et 30 heures. Nous visons une efficacité de 30 heures de travail réel », explique Lise Fournier.

Pour les travailleurs comme Diane, c'est un changement de vie car c'est une façon pratique de sortir de l'aide sociale et de retrouver leur dignité. Ils sont près d'une vingtaine sur la route pour desservir 250 personnes, un nombre en croissance.

« Nous sommes toujours à la recherche de personnes qui ont des tâches d'entretien à faire accomplir mais peu de budget de publicité pour les recruter », observe M. Bédard. La publicité se fait donc surtout de bouche à oreille.

« Nos employés deviennent quasiment des membres de la famille des personnes où ils travaillent », explique Mme Fournier. Des relations d'amitié et de confiance s'établissent, au point où ils les visitent parfois à l'hôpital et doivent apprendre aussi à vivre un décès.

Une formation d'appoint est fournie de façon régulière sous forme de cours pour améliorer leur approche, le « savoir-être » à domicile pour éviter la familiarité par exemple, dépister les cas de violence ou d'abus et pour référer au CLSC quelqu'un dont l'état se détériore. Des cours de secourisme débiteront sous peu.

« Nous sommes une corporation intermédiaire de travail comme façon de nous financer mais pas comme objectifs. Nous ne voulons pas d'emplois à court terme mais durables. Idéalement, nous aimerions une formule coopérative à l'exemple de la Rive-Sud mais nous ne sommes pas mûrs pour ça et nos personnes âgées sont moins fortunées », dit Mme Fournier.

« C'est un très bel exemple d'économie sociale », observe Gisèle Dussault du CRÉECQ.

Galerias Charlesbourg
626-7519

Place Ste-Foy
653-4057

Place Charny
832-0104

Valcartier
844-2520

Galerias Chagnon
837-4563

Saint-Romuald
839-0617

LES PROFESSIONNELS

Centre Vision
DE L'OPTIQUÉTRIE

G. Legarignon-Dionne



Garderiez-vous le sourire si cela arrivait à vos lunettes?

Certainement, si vous portez des lunettes conçues à base de Flexon, le métal le plus flexible au monde!

Auvent.

Auvent de patio fixe à structure

100% aluminium

Auvent rétractable

«Sunflexx»

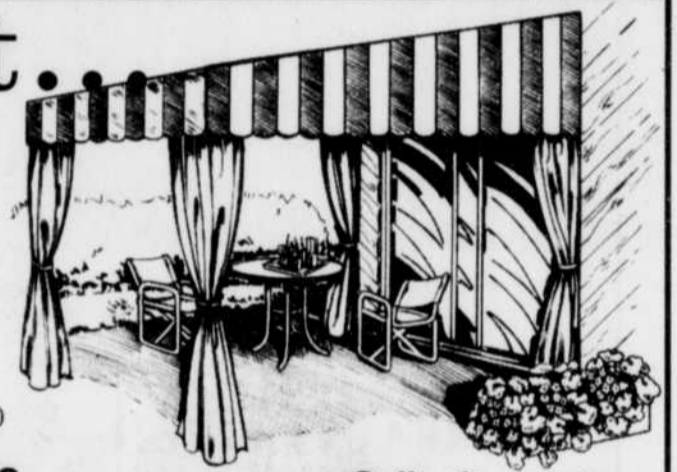
«...Le rétractable le plus résistant contre le vent.»

(Plan de financement disponible)



C.B.I. inc.

21, rue Montcalm, Lévis
Tél.: 837-8863



Salle de montre

2800, rue Dalton, Sainte-Foy
Tél.: 651-2800

Ouvert le samedi, de 9h à 16h, à Ste-Foy

Voici le Plan jusqu'au 1^{er} juin :

L'OBJECTIF : ÉPARGNER ! SIMPLEMENT ET GRADUELLEMENT.

1. Vos contributions - au montant de votre choix - sont prélevées directement de votre compte bancaire.
2. Vous attendez un peu - votre argent fructifie.
3. À vous le magot! Vous en faites ce que vous voulez, quand vous voulez!

Grâce au nouveau **PEP, le Plan Épargne Placement**, vous économisez en toute sûreté. Géré par Placements Québec, votre argent fructifie **au taux de 4 1/2 % la première année**, taux ajusté ensuite annuellement au marché jusqu'à l'échéance. Vous pouvez retirer des fonds de votre PEP en tout temps, **sur un simple coup de téléphone**. Les montants encaissés sont versés directement dans votre compte, généralement en 24 heures. Vous pouvez aussi placer votre PEP dans le nouveau Régime d'épargne-retraite du gouvernement du Québec (**REER**).

En plus de vous être profitable, le Plan Épargne Placement profite à l'ensemble des Québécois!

Bref, le plan, c'est d'épargner. À quelle fin? À vous de décider.

Pour adhérer au PEP, consultez votre employeur ou rendez-vous dans une institution financière, chez un courtier en valeurs mobilières, un intermédiaire en assurance ou appelez Placements Québec au **1 800 463-5229** avant le 1^{er} juin! Sinon, vos plans pourraient tomber à l'eau...

4 1/2 %
LA PREMIÈRE ANNÉE

Québec

LE PLAN ÉPARGNE PLACEMENT

PLACEMENTS QUÉBEC

Notre intérêt à tous

Le Sir Wilfrid Laurier quitte Québec avec 52 emplois

Le brise-glace sera désormais affecté à la côte ouest canadienne

GUY BENJAMIN
Le Soleil

■ QUÉBEC— Le brise-glace/baliseur Sir Wilfrid Laurier a quitté pour la dernière fois, hier, sur le coup de 14 heures, le quai de la Garde côtière canadienne à Québec, en direction de Victoria, emportant avec lui 52 emplois.

Une cinquantaine de personnes, employés de la garde côtière et membres des familles des marins, étaient sur le quai pour voir partir avec tristesse le navire qui sillonne le Saint-Laurent depuis sa construction en 1986. « Ce n'est pas la perte d'un navire, mais bien les circonstances dans lesquelles il quitte Québec qui dérangent le plus », commentait le capitaine Denis Vaillancourt, quelques minutes avant de prendre les commandes du brise-glace pour la dernière fois.

Le capitaine Vaillancourt dirige depuis 1990 l'une des deux équipes de 26 marins qui travaillent à bord d'un brise-glace de la dimension du Sir Wilfrid Laurier. Deux équipes de 26

personnes qui se relaient tous les 28 jours. Ce sont ces 52 postes, sur les 400 à la garde côtière de la région de Québec, qui s'en vont en même temps que le navire. Les marins ne perdent pas nécessairement leur emploi. La restructuration nationale de la flotte entraîne un redéploiement des navires et des postes, avec mise à la retraite et jeu de la chaise musicale.

PAS VRAIMENT UNE SURPRISE

La perte d'un brise-glace dans la région laurentienne de la garde côtière n'est pas vraiment une surprise pour le capitaine Vaillancourt. « Il en était question depuis quelques années. Mais on ne savait pas quel navire serait touché », mentionne-t-il. « C'est un

peu comme un divorce, on a eu le temps de se préparer ».

Il faudra un peu plus de 20 jours avant d'accoster à Victoria, en Colombie-Britannique, en passant par le canal de Panama. Un voyage un peu émotif pour l'équipage, reconnaît le capitaine Vaillancourt. Mais il ne sera pas d'un voyage de tout repos. Le Sir Wilfrid Laurier est un brise-glace, donc fait pour naviguer en eau froide. Quand il voguera sur des mers plus chaudes, où l'eau atteint 25 degrés, il faudra faire attention aux surchauffes, explique le capitaine.

Lorsque le navire sera arrivé à bon port, les marins reviendront à Québec prendre leurs nouvelles affectations. Le capitaine Vaillancourt sait déjà qu'il passera les mois de juillet et août sur le Radisson.



Des gens sont venus faire leurs adieux au Sir Wilfrid Laurier hier et leurs Au revoir aux marins qui sont allés reconduire celui-ci sur la côte ouest et qui reviendront ensuite à Québec prendre un nouveau poste.



Recharge

<http://www>



**Rajoutez-vous
quelques bras droits
en faisant clic!**



Imprimer



Chercher



Accueil

Le service RNIS Z@P^{MC} de Bell

Abonnez-vous avant le 2 juillet 1996 et économisez 119 \$ sur les frais d'installation.*

*Les frais d'installation en deçà du point de démarcation doivent être déboursés par le client. Adaptateur de terminal RNIS requis. Offert là où la technologie le permet.

Avec le service Z@P, la ligne résidentielle haute performance RNIS de Bell, vous vous entourez de bras droits fiables et sécuritaires. Grâce à ses deux voies de transmission, vous pouvez, entre autres, parler au téléphone pendant que vous naviguez sur Internet, recevez une télécopie ou transférez des fichiers. Vous pourrez enfin faire plusieurs choses en même temps.

Pour en savoir plus sur la ligne RNIS, venez assister à une démonstration aux magasins *Téléboutique^{MC}* Bell de la Place Alexis-Nihon (Montréal) ou de la Place Laurier (Québec), appelez-nous au 1 888 999-RNIS ou visitez le site <http://www.bell.ca/promo/rnis>.





Préc.



Le Bloc suggère de rapatrier les services des brise-glaces à Saint-Romuald

■ SAINT-ROMUALD—Tout à fait dans le sens des économies que la Garde côtière souhaite faire, c'est rien de moins que le regroupement à Québec des services des brise-glaces du Saint-Laurent que viennent de suggérer les députés bloquistes Christiane Gagnon et Antoine Dubé.

« La fusion des activités de Dartmouth et de Halifax au sein d'un centre de gestion établi à Québec entraînerait des économies de 17 millions\$, dont 2 millions \$ proviendraient du seul dépla-

cement des brise-glaces des Maritimes vers des bases plus proches des opérations couvertes par la Garde côtière », ont indiqué, hier, dans un communiqué les deux coprésidents du caucus bloquiste de la région de Québec-Chaudière-Appalaches.

Selon les indications des deux élus, bien que la côte de la Nouvelle-Écosse soit libre de glace toute l'année, neuf brise-glaces sont basés à Halifax, à 460 ki-

lomètres de la zone où le déglacage commence à être nécessaire, c'est-à-dire le golfe Saint-Laurent. En comparaison, quatre brise-glaces seulement sont maintenant basés dans le port de Québec. En 1993, plus de cinq jours de navigation ont été nécessaires pour obtenir l'aide de deux brise-glaces partis en renfort de Halifax pour faire du déglacage dans le lac Saint-Pierre, ont-ils ajouté à titre d'exemple.

« Puisque 85% des marchandises transitant par le détroit de Cabot sont destinées aux ports du Saint-Laurent, il serait naturel d'établir un centre régional pouvant dispenser des services à l'ensemble du Québec », notent Mme Gagnon et M. Dubé.

Comme autre mesure d'économie, soit 56 500\$ par jour ou 12,4 millions\$, les députés du Bloc suggèrent le retrait du service du « Louis Saint-Laurent » qui à leur avis ne sert pas à grand-chose.

« Tout cela représenterait une économie de 29,4 millions\$, soit 9,4 millions\$ de plus que ce qu'Ottawa veut aller chercher, cette année, dans les goussets des entreprises », ont-ils souligné.

Les bloquistes pensent également à des économies additionnelles de quelque 60 millions\$ qui pourraient être réalisées avec la mise au rancart d'une dizaine de brise-glaces.

Pour eux, il est clair que la Garde côtière a le devoir de démontrer qu'elle peut rationaliser encore plus ses services avant d'imposer des frais qui risquent de tuer le transport maritime sur le Saint-Laurent.

Le gouvernement Chrétien a intimé à la Garde côtière de récupérer 120 millions\$ d'ici à l'an 2000, dont 20 millions\$ dès cette année. Les entreprises du Québec assumeront près de la moitié de cette facture, estiment les députés du Bloc.

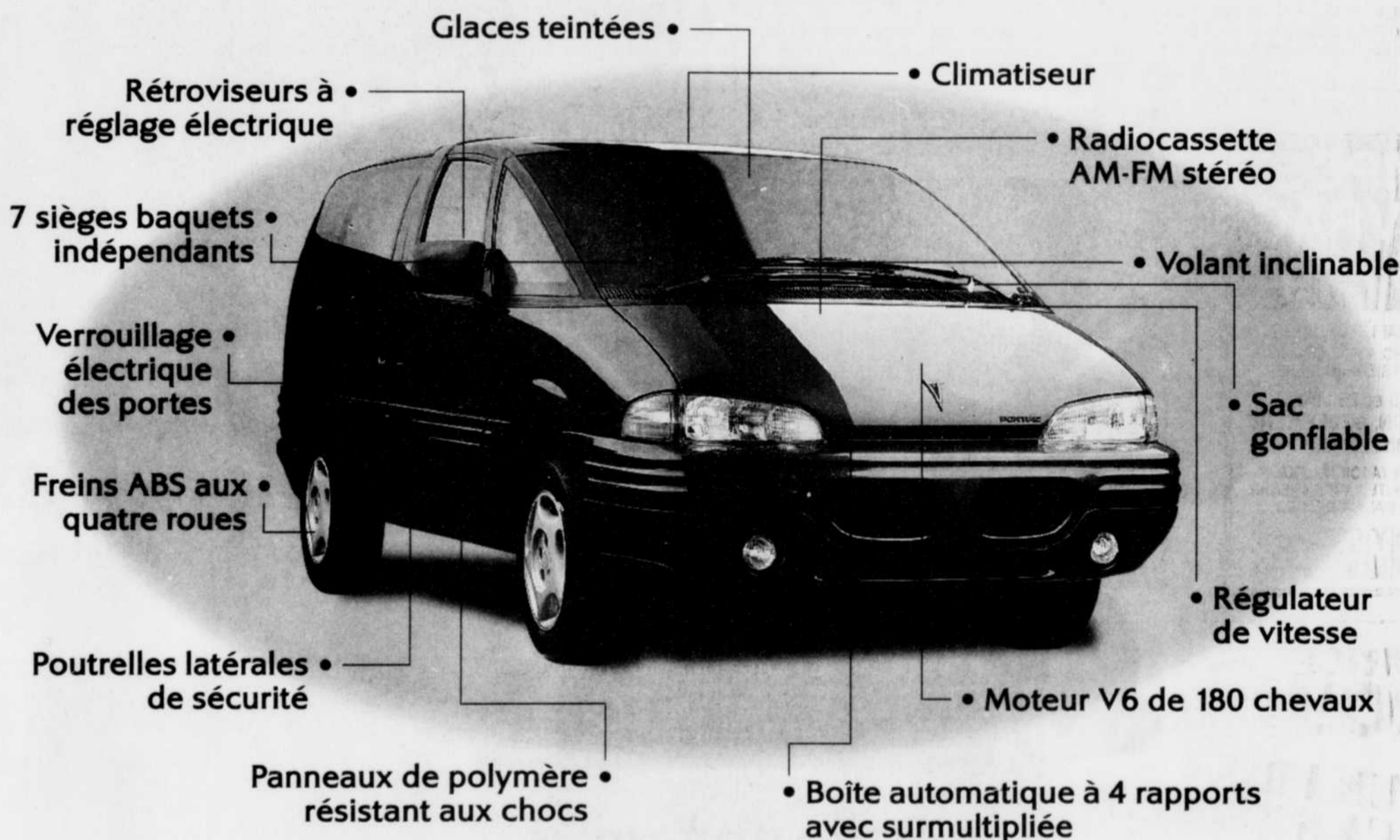


Christiane Gagnon, députée



Le bloquiste Antoine Dubé

Tout ça...



TRANSPORT SE 7 PASSAGERS

pour ça!

349\$
/mois*
LOCATION DE 36 MOIS



LA PASSION DE CONDUIRE

Assistance ROUTIERE TOTAL

L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec. * Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules de base neufs 1996 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou échange équivalent) de 1 480\$. Aucun dépôt de sécurité requis. Première mensualité exigée. Sujet à l'approbation du crédit. Préparation incluse. Immatriculation, assurances, taxes et transport (MD 5) en sus. Frais de 5¢ du kilomètre après 72 000 km. L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL™ sont offertes sur tous les véhicules neufs Pontiac Buick GMC 1996 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

Paspébiac a le TRAC

Le 4^e festival de théâtre amateur prend fin demain

GILLES GAGNÉ

Collaboration spéciale

PASPÉBIAC — Depuis hier soir, tout Paspébiac vibre au rythme du 4^e festival du Théâtre régional amateur de création, le TRAC, qui présente jusqu'à demain midi 10 pièces, écrites en majorité par des étudiants, deux adaptations, de la poésie, trois spectacles de musique et une conférence du président d'honneur, l'écrivain Victor-Lévy Beaulieu.

Les troupes de théâtre viennent majoritairement de la Gaspésie, de la polyvalente de Paspébiac bien sûr, où le théâtre de création compte 26 ans d'histoire surtout grâce aux ateliers de la Passerelle, mais aussi de New Richmond, de Carleton, de Saint-Siméon, et de l'extérieur de la région, de Thetford Mines, de Québec en l'occurrence.

La nouveauté de l'année consiste en la présentation de théâtre exploratoire. En tout, 140 comédiens monteront sur scène. « C'est un peu moins que l'an passé, parce que toutes les écoles disposent de budgets à la baisse, comme le festival d'ailleurs, qui l'a réduit de 25 000 \$ en 1995 à 18 500 \$ en 1996. Le plus grand commanditaire, c'est le public; nous avons eu 4000 entrées l'an passé », note le responsable des finances, Réal Cavanagh.

L'horaire est à ce point chargé que le public doit parfois faire des choix entre les pièces, qui sont présentées à l'auditorium de la polyvalente ou au théâtre La forge du Site historique du banc de Paspébiac.

Les Productions Mordicus, de Québec, offrent le spectacle de marionnettes géantes pour adultes *Faust, pantin du diable* deux fois, ce soir et demain à 10 h 30, pour clore le programme.

Aussi au menu: poésie, musique et VLB

BETSIAMITES

Le conseil de bande reste de marbre

La suspension du chef de police montagnais est maintenue

ANNIE ST-PIERRE

collaboration spéciale

BETSIAMITES — La chef du conseil de bande de Betsiamites, Mme Marcelline Kanapé, refuse de déroger de ses positions et maintient la suspension de 30 jours du directeur de la police montagnais, M. Réginald Rock.

Mme Kanapé a fait cette déclaration, hier, lors d'un entretien avec LE SOLEIL pour répondre aux propos du ministre de la Sécurité publique, M. Robert Perreault, qui juge cette mesure disciplinaire « excessive et démesurée ».

« Cette mesure peut effectivement paraître exagérée mais nous avons eu suffisamment de rencontres avant d'en arriver à cette décision. Les gens ont beau dire ce qu'ils voudront, le conseil maintient la suspension de M. Rock », a dit Mme Kanapé. Elle est toutefois d'accord avec le ministre qui soutient que le litige pourrait se régler par le dialogue.

Le conflit qui a éclaté entre les autorités politiques de Betsiamites et le service policier s'est passablement amplifié au cours des derniers jours et les gouvernements fédéral et provincial pourraient bien être forcés d'intervenir.

Rappelons que le conseil de bande demande aux policiers d'être plus indulgents envers les membres de la communauté montagnaise, ce à quoi résiste le chef Rock qui estime que le conseil devrait laisser la police faire son travail.

« J'ai eu énormément d'appuis depuis deux jours à ce sujet, notamment de la part de l'association des chefs de police autochtones du Canada qui a pris position en ma faveur. Je conteste ma suspension, c'est une question d'honneur et de loyauté », a fait savoir M. Rock.

Autant la chef de bande que le directeur de la police souhaitent que les négociations débutent sous peu avec Ottawa et Québec pour la signature de la nouvelle entente tripartite qui doit entrer en vigueur en juin 1997.

« Nous devons revoir les termes de cette entente pour que chacun comprenne bien le mandat exact du service de police », a ajouté Mme Kanapé. Les cosignataires de cette entente sont le Solliciteur général du Canada, le conseil de bande ainsi que le ministère de la Sécurité publique, qui financent la totalité des coûts du service policier à Betsiamites.

COMPOST EN VRAC

25\$ / vg³

TAXES ET CHARGEMENT INCLUS
VENEZ CHERCHER VOUS-MÊME
AVEC VOTRE REMORQUE

LES 25 et 26 MAI,
1er et 2 JUIN, SEULEMENT
DE 8h à 16h30

SORTIE JEAN-TALON, À L'OUEST
DE L'AUTOROUTE LAURENTIENNE
(PRÈS DE GALVACOR INC.)

BIGMAX INC.

je choisis la "Grande Aventure ...en Anglais" !

CAMP D'IMMERSION TOTALE EN ANGLAIS

pour les jeunes de 7 à 16 ans

ANGLIAN
L'ÉCOLE DE LANGUES

Mom !
Moi, je ne veux pas
faire l'autruche
toute
ma vie !

245 ave Rivérin, bur 120
Chicoutimi, Québec,
G7H 4R6
Tél.: (418) 693-0343
1-800-ANGLIAN

au Lac Kénogami, Saguenay-Lac-St-Jean

MAURICE ROY Gee
CHEVROLET
Oldsmobile

**UN PRIX
ÇA S'NEGOCIE!**

Boulevard de la Capitale
(sortie Seigneuriale), Beauport
Tél.: (418) 666-9900

ACISSSQ Association des cadres intermédiaires
de la santé et des services sociaux
du Québec (ACISSSQ)

Colloque

Au-delà des bouleversements, l'espoir

L'avenir des cadres dans un contexte
de révision de leurs conditions de travail

Marcel Gilbert MSSS
Claude Desjardins PDG Centre de référence
Johanne Renay psychologue
Roland Arpin D.G. Musée de la Civilisation

Le vendredi 14 juin 1996 ; 8h00
Hôtel Classique de Ste-Foy

Membres 50\$ Non-membres 65\$
Réservation 514-521-3797

Les ateliers **PATRICK LABBÉ**
1-800-335-ACTE
Mtl. 769-1737

Camp de jour théâtrale

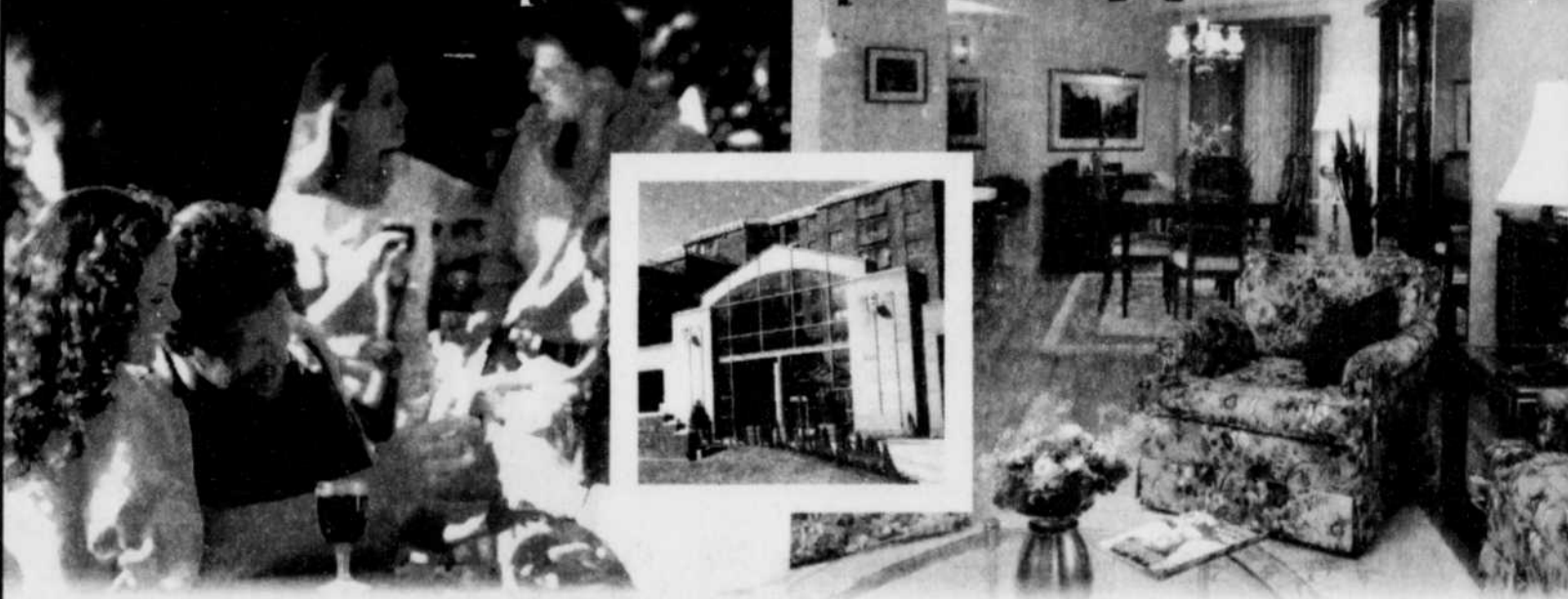
Forfaits d'une semaine incluant:

- Activités plein-air du Manoir
(Planche à voile, bateau à voile, tennis, piscine etc.)
- 36 heures d'animation théâtrale.
(10 hrs. de technique et 25 hrs. de mise en scène)

RUC: Élaboration et présentation d'un spectacle
Prix: \$250.00 + taxes

Pour inscription ou information: 1-800-335-ACTE
769-1737 ou sans frais

Une vie de quartier qui m'appartient!



Locataires, devenez propriétaires!

Un ensemble résidentiel de prestige avec tout le charme de la vie de quartier. Voilà ce que vous offre Le Saint-Patrick. Une vie au rythme de l'avenue Cartier, de la Grande Allée, à deux pas des Plaines d'Abraham, du Grand Théâtre de Québec et au coeur de tous les services.

En vente à partir de **79 000 \$**
(taxes de vente et stationnement intérieur inclus).

Condo	Prix (à partir de)	Promotion du vendeur			Rachat de bail
		Hyp.*	Taxes foncières	Frais de condo	
3 1/2	79 000 \$	515 \$	+ 147 \$	+ 105 \$	= 662 \$
4 1/2	81 000 \$	528 \$	+ 150 \$	+ 107 \$	= 678 \$
5 1/2	145 000 \$	946 \$	+ 242 \$	+ 169 \$	= 1 188 \$

* 5 % comptant - Hypothèque d'un an - 6 1/2 %

Promotion de l'institution financière participante (sujette à certaines conditions)

- Escompte du taux d'intérêt pouvant aller jusqu'à 1/2 de 1 %; ou
- 3 mois sans intérêt sur prêt de 5 ans (maximum 5 000 \$); ou
- une remise de 1 % en comptant de la valeur de l'hypothèque (maximum 2 500 \$); ou
- une remise de 1 000 \$ comptant pour prêt de 5 ans (hypothèque minimum de 70 000 \$).

Acheteur d'une première propriété

Profitez du Régime d'accession à la propriété et retirez jusqu'à 20 000 \$ de vos REER pour acheter.

Du lundi au vendredi: 12 h à 20 h • Samedi et dimanche: 12 h à 17 h

LE SAINT-PATRICK

80, Grande Allée Est, bureau 122, Québec
(418) 521-2821

Tout le charme de la vie de quartier

EN BREF

RIMOUSKI

Sept présumés trafiquants détenus

Les sept Matanaï interceptés jeudi à la suite de la saisie d'un kilo de cocaïne, devront passer la fin de semaine au Centre de détention de Rimouski. Carol Savard, 27 ans, Sylvain Desjardins, 36 ans, Denis Gauthier, 43 ans, Ghislain et Yves Levasseur, âgés respectivement de 35 et 38 ans, Joé Desrosiers, 33 ans et France Létourneau, tous de Matane, ont comparu hier après-midi au palais de justice de Rimouski et seront détenus jusqu'à leur enquête sous cautionnement lundi. Des accusations de possession de stupéfiants, de possession dans le but de trafic, de trafic et de complot pèsent à l'endroit de ces individus, dont certains seraient connus

des services de la Sûreté du Québec. Certains d'entre eux pourraient être reliés au chapitre de Québec des Hell's Angels. Rappelons que cette affaire a débuté vers les 2 heures jeudi matin, à la suite de l'interception de Carol Savard, alors qu'il circulait sur la route 132 à Matane. L'homme aurait eu en sa possession un kilo de cocaïne évaluée sur le marché noir à 650 000\$. Une série d'une dizaine de perquisitions devaient suivre et l'arrestation des principaux suspects. Le porte-parole de la SQ, poste de Rimouski, le relationniste Jean-Bruno Latour, a fait savoir que la cocaïne saisie aurait été destinée aux consommateurs de la région de Matane. E.W.

RIVIÈRE-DU-LOUP

Deux ou trois projets de relance pour la prison

CARL THÉRIAULT

Collaboration spéciale

■ RIVIÈRE-DU-LOUP — Il n'y a pas seulement un mais deux autres projets privés de relance de la prison de Rivière-du-Loup. Un groupe d'intérêts loupérois, dont des personnes oeuvrant dans le milieu de la sécurité, a l'intention de proposer au gouvernement du Québec la création d'un centre résidentiel communautaire pour détenus (CRC).

Ce milieu semi-ouvert recevrait des détenus pour qu'ils puissent terminer leur sentence sur la base de leur bonne conduite antérieure dans un établissement de détention. Le projet pourrait même desservir un bassin de clientèle plus large que celui de la région de Rivière-du-Loup.

Un troisième projet plus difficile à définir pourrait aussi apparaître au

cours des prochaines semaines ajoutant à la complexité du dossier en termes de choix autant pour le milieu que pour les autorités gouvernementales.

Le projet de CRC est radicalement différent de celui du groupe de sécurité Garda, de Montréal, qui consiste à établir à Rivière-du-Loup un centre polyvalent de détention et de forma-

tion qui aurait même un caractère interprovincial compte tenu de la position stratégique de Rivière-du-Loup comme carrefour de communications entre le Québec et les provinces maritimes.

La mairesse de Rivière-du-Loup, Denise M. Levesque, s'est montrée hier très prudente dans ses commentaires face à ces projets. Mme Levesque s'est dite plus à l'aise de travailler à un projet de partenariat avec le gouvernement qu'avec ce qui est généralement convenu d'appeler la privatisation.

« Ces projets sont lancés trop vite. Il faut prendre le temps de les étudier avec mon collègue de Saint-Patrice et le milieu pour que la prison finisse par servir à quelque chose », a-t-elle affirmé au SOLEIL.

Pour sa part, le directeur de la Corporation régionale de développement économique de la MRC de Rivière-du-Loup, Bruno Gagnon, croit que le gouvernement qui est « un peu déstabilisé » dans le comté de Rivière-du-Loup par la fermeture de la prison à une bonne occasion de relancer le dossier.

« Ce n'est pas demain matin qu'on pourra trouver aussi facilement d'autres promoteurs pour une prison », a-t-il fait remarquer. Notre rôle consistera à préparer un dossier d'affaires avec le promoteur et de participer à une stratégie pour convaincre le ministère de la Sécurité publique du bien-fondé de ce projet. Toutes les avenues doivent être analysées par Québec dont celui d'un projet-pilote.

Le porte-parole de la Table de concertation de la MRC de Rivière-du-Loup, Normand Provençal, croit que le milieu ne peut ignorer des opportunités qui créeraient, selon lui, 50, 100 ou 150 emplois.

La mairesse
Levesque
se montre
plus que
prudente

L'offre du Club Spa



SPA personnalisé selon vos besoins

Voyez nos modèles promotionnels en inventaire

Payable en mars 1997, sans intérêt

Modèles: #325, #335, #922

La plus importante maison de SPAS au Québec

• Réparation • Vente • Service • Accessoires
560, boul. Rochette, Beaufort 667-5468

résultats		loto-québec		résultats							
La Mini		Tirage du 96-05-24		La Quotidienne							
NUMÉROS	LOTS	Tirage du 96-05-18 au 96-05-24		3	4						
644257	50 000 \$			SAMEDI	530 7055						
44257	5 000 \$			DIMANCHE	244 7064						
4257	250 \$			LUNDI	838 2872						
257	25 \$			MARDI	969 5017						
57	5 \$			MERCREDI	693 8514						
64425	1 000 \$			JEUDI	302 3864						
6442	100 \$			VENDREDI	916 4738						
644	10 \$										
Banco		Tirage du 96-05-24		SUPER 7							
02	04	05	07	10	04	11	26	27	34	36	38
15	18	20	23	31	Numéro complémentaire 14						
35	36	37	40	46							
47	53	55	57	66							
TVA, le réseau des tirages					Extra		Tirage du 96-05-24				
Les modalités d'encassement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.					NUMÉRO		LOT				
					016844		100 000 \$				

DÈS LE 1^{er} JUIN 1996, VIVEZ LA DEUXIÈME SAISON DU TORTILLARD DU SAINT-LAURENT

En voiture!

Tous les jours, jusqu'au 13 octobre, de Québec à La Malbaie-Pointe-au-Pic découvrez ou redécouvrez l'un des plus beaux trajets au monde à bord d'un train des années 1950, des plus confortables et entièrement climatisés.

Tout au long du parcours, des animateurs vous font partager l'histoire, la géographie et la culture de la Côte de Beaufort et de Charlevoix : une animation musicale agrémentera votre voyage à l'aller et au retour.

À l'arrivée, des navettes vous attendent pour vous transporter au Manoir Richelieu. Ces mêmes navettes sont à votre disposition tout l'après-midi pour des circuits de visite d'une heure. Elles vous ramèneront au quai d'embarquement pour le retour du Tortillard à Québec.

PROGRAMME	
Embarquement à la Gare du Palais de Québec	7h00
Départ du Tortillard	7h30
NAVETTES TOUT L'APRÈS-MIDI	
Embarquement à La Malbaie-Pointe-au-Pic	17h00
Retour du Tortillard vers Québec	17h30

TARIFS ALLER-RETOUR (taxe en sus)	
109\$	Première classe, pré-embarquement, petit déjeuner, navettes et choix de repas chaud au retour.
89\$	Classe confort, petit déjeuner, navettes et souper chaud au retour.

- Demandez notre dépliant avec tous les forfaits disponibles en Charlevoix.
- Disponibilité d'autocar pour les voyageurs de l'extérieur de la grande région de Québec.
- Tarifs réduits pour les enfants de moins de 12 ans.
- Stationnement extérieur à la Gare du Palais de Québec : 5\$ pour la journée.

LE TORTILLARD DE SAINT-LAURENT

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT:
de Québec : (418) 692-3999
de l'extérieur : 1 800 563-2008

FLORALIES JOUVENCE

un feu d'artifice de fleurs et de plantes

Herbicide pour les pelouses

• Permet de réprimer la plupart des pires mauvaises herbes dans le gazon

Cour.: 8,99\$ Spécial **4,99\$**

Mousse de tourbe

4 pi cu

• Aère les racines des plantes
• Économise l'eau en absorbant et retenant l'humidité

Cour.: 6,99\$ Spécial **3,99\$**

Fleurs annuelles

• Le plus grand choix de fleurs annuelles à Québec

2,99\$ la boîte

Valide jusqu'au 31 mai ou épuisement des stocks

Ste-Foy: boul. Charest O. (sortie Jean-Gauvin), 872-0869
Levis: 4760, boul. de la Rive-Sud, 833-3323

Week-end 24 h sur 24

FLORALIES JOUVENCE un feu d'artifice de fleurs et de plantes

Une faible estime d'elle-même

ON CHERCHE UN FOYER

Cette semaine, c'est au tour de Mireille de venir frapper à votre porte afin de se trouver une famille d'accueil qui accepterait de donner un coup de main à cette gamine de 8 ans.

Mireille est atteinte d'une légère paralysie cérébrale à la jambe droite; celle-ci la fait boiter un peu, mais ne la limite pas dans ses déplacements et ses activités. Elle présente également de l'hyperactivité qui est contrôlée par une médication appropriée. Toutefois, elle accuse certains retards au plan académique, compte tenu de sa difficulté à se concentrer.

À travers son vécu familial, Mireille a développé un comportement opposant et directif qui entraîne souvent des conflits avec les pairs. Sa faible estime d'elle-même l'incite à rivaliser constamment avec les autres jeunes ou à se sentir victime de tout et de rien.

Derrière cette façade, on retrouve une fillette intelligente et attachante. Elle se montre serviable et capable de respecter des règles si on les lui rappelle. Elle se révèle assez autonome au niveau des activités de la vie quotidienne même si elle nécessite une certaine supervision, et elle est

contente lorsqu'on lui confie des responsabilités. Elle s'exprime bien et avec volubilité et elle argumente fort pour obtenir ce qu'elle veut. Elle recherche l'attention de l'adulte, mais n'utilise pas toujours les moyens adéquats pour y parvenir et en cela, elle a beaucoup à apprendre.

Nous voulons offrir à Mireille un milieu de vie sécurisant où les adultes font preuve de douceur mais sont capables de fermeté et de constance dans leurs règles de vie.

Nous cherchons des gens qui sauront composer avec les petites crises de Mireille sans y céder. Des gens qui acceptent de collaborer avec le milieu naturel et l'école. Un éducateur spécialisé travaillera avec la famille d'accueil et

les parents naturels afin d'aider cette jeune à reprendre confiance en elle et à améliorer ses relations avec autrui.

Le placement de Mireille est prévu pour une période d'un an. Celle-ci bénéficiera de sorties dans sa famille à tous les quinze jours au début et à toutes les fins de semaine éventuellement. Afin de faciliter celles-ci, les personnes intéressées à accueillir cette jeune devront habiter sur le territoire de l'agglomération urbaine de Québec. Vous pouvez nous rejoindre en demandant:

L'Accueil Ressources
Les Centres jeunesse de Québec
529-7351 poste 2647

Derrière la façade, Mireille est une fillette attachante et intelligente

Agence Sylvie Baril

Sylvie Baril
Travailleuse sociale (PTSC)
Infirmière
Certificat en gérontologie

EXPERTS-CONSEILS
en hébergement privé
pour les aînés

Vous voulez éviter des erreurs dans le choix de votre milieu de vie ainsi que des démarches inutiles... Vous voulez bénéficier d'une évaluation de vos besoins effectuée par des professionnels... **Laissez-nous le soin de bien vous guider, vous supporter dans la recherche d'une résidence correspondant à vos besoins.**

Votre sécurité et vos besoins nous tiennent à cœur!

1505, Chemin Ste-Foy, bureau 200, Québec (Qc) G1S 2P1 - Tél.: 527-7379
SERVICE GRATUIT: honoraires assumés par les résidences

FENDI

Le souci du détail qui a valu à Fendi sa renommée mondiale

MARC GAGNÉ
opticien

Prescriptions acceptées pour verres teintés

110-5600, boulevard des Galeries, Québec
628-1313
28 ans de professionnalisme

RAGE

VÉLOS FABRIQUÉS AU QUÉBEC À 100%

La ligne Rage c'est le vaccin pour soigner toute la famille. Rage c'est plus de 17 modèles entièrement dessinés, fabriqués et assemblés à la main en Beauce, donc 100% québécois... Cyclo, hybride ou montagne, cadre garantis à vie. Rage, pour les passionnés du vélo!

FABRICATION 100% QUÉBEC

PAYEZ EN SEPTEMBRE '96*

OBTENEZ JUSQU'À 50\$ D'ACCESSOIRES SUR TOUT VÉLO DE 499\$ ET PLUS

LA RAGE DES VÉLOS DE MONTAGNE

• RAGE SELLERS	229\$
• RAGE KARBER	299\$
• RAGE LEVADITI Acera X EZ fire	399\$
• RAGE PHISALIX STX	499\$
• RAGE REMLINGER	679\$
• RAGE GOTTINGER Rock shox	849\$
• RAGE NEGRI STX RC Rock shox	1 079\$
• RAGE PASTEUR Deore XT	1 199\$
• RAGE BAER V-brake Judy XC	1 699\$

LA RAGE DES VÉLOS POUR ENFANTS

• RAGE SOKOL 16"	119\$
• RAGE MANN 21"	199\$
• RAGE DEAN 20"	159\$

LA RAGE DES VÉLOS HYBRIDES

• RAGE VIOLA selle confort, roues en alliage	279\$
• RAGE PARA Acera X	399\$

LE RAGE CYCLO
Pour les adeptes du cyclo-tourisme
Shimano RCX STI 21 vitesses 999\$

ACCEPTONS ÉCHANGE DE VOTRE VÉLO DE MONTAGNE OU HYBRIDE À L'ACHAT D'UNE BICYCLETTE

*sur approbation du crédit

La Vie Sportive

600, RUE BOUVIER (COIN DES GRADINS)
T • 623.8368 + F • 623.8608 + SANS FRAIS 1.888.347.7678
• Lun-Mer 9:30 - 17:30 • Jeu-Ven 9:30 - 21:00 • Sam 9:00 - 17:00 • Dim 11:00 - 17:00

Directement du fabricant!

Choix • Nouveautés • Exclusivités • Textures • Couleurs

TranSpavé

Fabricant de produits de béton pour l'aménagement paysager

Système breveté Cité-Parc avec emboîtement exclusif à **TranSpavé** assurant une répartition optimale des charges entre les divers éléments.

5 modules différents offrant une multitude de combinaisons possibles

Nous fabriquons aussi:

- Briques de calcite
- Briques finition classique
- Briques finition à l'ancienne

Fini GRANITECH®

Vieillir en beauté, une question de fini!

Visitez notre salle de montre
Consultez nos experts
Faites un investissement judicieux!

ACHETEZ MAINTENANT et payez dans 6 mois
Sujet à approbation du crédit, achat minimum.

TranSpavé
«On vous en met plein la vue»
1166, boul. St-Joseph, Charlesbourg, Québec

Tél.: (418) 623-3074
1-800-303-3074

1166, boul. St-Joseph
Autoroute de la Capitale

Heures d'ouverture:
Lun.-mer.: 7h à 20h
Jeu.-ven.: 7h à 21h
Sam.: 7h à 16h
Dim.: 9h à 16h

STAGE EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

10 jeunes voient leurs valeurs chamboulées

LISE FOURNIER
Le Soleil

■ QUÉBEC—Encore tous imprégnés de leur aventure en République Dominicaine, dix jeunes coopérants de la région de Québec ont vécu le choc du retour dans notre société qui, tout comme nos voisins américains, en est une de consommation sinon de surconsommation.

Après un stage de deux mois et demi en République Dominicaine, ils avouent avoir appris au contact des gens ordinaires et des paysans qu'il est des valeurs autrement plus importantes que l'argent. «Un telle expérience, ça vous remet les valeurs à la bonne place», témoignait d'ailleurs Chantale Théberge qui dit avoir trouvé là-bas le vrai sens du mot fraternité. «La chaleur humaine des Dominicains, c'est ce qui m'a le plus touché, précisait-elle lors d'une entrevue au SOLEIL à laquelle participaient quatre autres stagiaires.

Mais la coopération internationale chez les jeunes, c'est tout nouveau, signale Pierre Girard, un des permanents de l'organisme Plan Nagua, oeuvrant à Québec depuis 27 ans et qui chapeautait ce stage en République Dominicaine. En fait le programme baptisé «Québec sans Frontières» est une initiative du ministère des Affaires internationales qui, l'an dernier, a in-

jecté un million \$ pour permettre à 200 jeunes d'établir des solidarités avec des pays d'Afrique francophone ou d'Amérique latine. Cependant la réalisation et la supervision de ces stages ont été confiés à une dizaine d'organismes de coopération, membre de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Ceux-ci avaient l'obligation d'encadrer les jeunes et d'autofinancer le stage.

Mais ne devient pas coopérant, qui veut, il faut pouvoir se qualifier à l'intérieur d'un projet, explique Pierre Girard. Dans le cas du stage en République Dominicaine, on exigeait de chaque candidat qu'il soit apte à exercer un métier. À titre d'exemple, Jean-François Brassard était comptable de formation. La question qui dès lors nous brûlait les lèvres: Qu'est-ce qui a bien pu motiver un comptable à s'engager dans pareille aventure. «À 28 ans, je voulais m'ouvrir à une autre culture, dit-il, et sortir d'un milieu plutôt conservateur.»

Pendant deux mois et demi, il a donc totalement décroché des états financiers et des colonnes de chiffres pour travailler dans la petite communauté de Salcedo, une ville dominicaine de 40 000 habitants. La Chambre de commerce locale fut son port d'attache pendant le séjour. Ce qui lui a permis d'organiser une foire commerciale régionale qui «s'est avéré une réussite», dit-il.

Une autre stagiaire Geneviève Lavoie avait privilégié l'école comme terrain d'expérience. Les jeunes l'ont fascinée



C'est avec l'organisme Plan Nagua que 10 jeunes Québécois ont travaillé bénévolement en République Dominicaine où ils ont également produit une vidéo.

et leur détermination encore plus. Un exemple, dit-elle, certains écoliers marchent une vingtaine de kilomètres par jour et parfois davantage pour se rendre à l'école. Si je compare la situation avec celle du Québec, c'était comme d'avoir fait un saut de 50 ans en arrière, lance-t-elle.

Et leurs valeurs diffèrent beaucoup des nôtres, renchérit Chantale Théberge qui, elle, en tant que biologiste a surtout travaillé avec un agronome de la République dominicaine. «Les pro-

fessionnels dans ce pays sont peu reconnus et fort mal payés, a-t-elle constaté en cours d'apprentissage. Pourtant je n'ai jamais rencontré quelqu'un d'aussi expérimenté dans sa spécialité.

D'ailleurs parlant de cultures, les coopérants ont eu l'occasion de mettre la main à la pâte. On leur a fait trier des grains de café. «Un travail très routinier, fatigant et qui rapporte une poignée de dollars», raconte Jean-François Brassard.

Mais le gros du boulot incombe tou-

jours aux femmes. Travail dans les champs, éducation des enfants, tenue de la maison sans compter l'approvisionnement en eau et en denrées sont leur lot quotidien, souligne Paule Desrochers qui elle a travaillé avec les mères. L'école des femmes, c'était un peu l'équivalent d'une école d'arts ménagers. Sans subvention de l'État, elles devaient compter sur leurs propres moyens.

Le fait d'avoir vécu dans un autre pays, d'avoir acquis une autre langue en l'occurrence l'espagnol et d'avoir participé activement aux activités de la communauté a remis en question la carrière de certains d'entre eux.


Ainsi, Jean-François Brassard veut donner une dimension de coopération internationale à sa profession. D'autres comme Paule ou Chantale songent aux valeurs humaines à développer dans leur spécialité. Le graphisme, c'est très intéressant, dira Paule, mais j'aimerais pouvoir l'exercer avec les enfants. Chantale, quant à elle, est à la recherche d'un boulot. «S'il y a d'autres projets de coopération, comptez sur moi», lance-t-elle avec un brin d'espoir.

Il est maintenant assuré que le programme Québec sans frontières sera de retour; nous confirme le Secrétaire à la Jeunesse. Aussi pour ceux et celles qui souhaiteraient obtenir plus d'information, il suffit de surveiller les babillards des collèges et universités ou de communiquer avec le Plan Nagua.

FAITES RÉEMAILLER VOTRE BAIGNOIRE
Prix courant 250 \$
150 \$
Blanc seulement, taxes en sus.
Demandez des précisions sur les éviers, comptoirs, carreaux et couleurs.
Rabais de 100 \$ avec ce coupon
Partout au pays.
Cette offre est valide jusqu'au 1^{er} juin 1996.
IMPERIAL REFINISHING
1 800 807-7901 Depuis 1970

Rêvez-vous de vacances originales qui vous redonnent grande forme et énergie pour de longs mois?
La
THALASSOTHÉRAPIE
à PASPÉBIAC
C'est profiter d'un climat marin régénérateur, de bains (chauds) d'eau de mer, d'une heure de massages thérapeutiques quotidiens, d'une compétence et d'un professionnalisme notoires.
C'est aussi profiter de liberté, de temps... d'une table raffinée, d'un doux farniente dans un somptueux manoir victorien en bordure de la mer...
"Là où tout dépasse l'ordinaire"
AUBERGE DU PARC
Informations et brochures:
1-800-463-0890

Régie des rentes du Québec
Nouvelles heures d'ouverture
La Régie des rentes du Québec vous prie de prendre note que le personnel de ses centres de service à la clientèle peut maintenant vous accueillir de 8 h 30 à 17 h, sans interruption.
À compter de septembre 1996, les centres de service seront ouverts jusqu'à 17 h 30.
Vous pouvez cependant obtenir des renseignements par téléphone, dès 8 h, douze mois par année.

RETRAITÉ

Joseph-Édouard Richard
MD, CSPQ, FRCS.
Par cette occasion, je remercie très sincèrement et très chaleureusement:
1) Les dirigeants et le personnel médical de l'Hôpital du St-Sacrement (1964-1980), de l'Hôtel-Dieu de Montmagny (1967-1995) et du CHUL (1980-1996) pour leur franchise et dévouée collaboration.
2) Tous les médecins qui m'ont référé leurs patients pendant toutes ces années.
3) Les milliers de patient(e)s de plusieurs générations qui ont sollicité mes conseils et m'ont confié leur santé et celle de leurs enfants.
N.B.: Mes dossiers du CHUL restent au CHUL et mes confrères du département d'O.R.L. de ce Centre hospitalier y ont accès.
Mes dossiers de la Clinique du Jeffery Hale sont au bureau du docteur A. Zacharia.

1 1/2 %
ALLOUÉ

APPLICABLE AUX EMPRUNTS HYPOTHÉCAIRES POUR RÉNOVATION

Remise en argent pour les nouveaux prêts hypothécaires



Vos meilleurs alliés!

Jusqu'au 30 juin 1996, si vous achetez une propriété ou si vous changez de propriété et que vous obtenez un nouveau prêt hypothécaire dans une caisse Desjardins participante, vous recevrez une remise en argent pouvant atteindre ou même dépasser 1 1/2% de la valeur de votre hypothèque (maximum 3 000 \$). Vous pourriez également recevoir une carte VISA Distinction (limite de crédit préautorisée: 2 500 \$). Certaines conditions s'appliquent. Renseignez-vous dès aujourd'hui à votre caisse Desjardins.

Cette promotion est offerte par les caisses Desjardins participantes en collaboration avec l'Assurance vie Desjardins-Laurentienne, les Assurances générales des caisses Desjardins et VISA Desjardins.



La Caisse populaire Desjardins

Renseignez-vous sur l'option MULTIPROJETS!
Le capital remboursé sur votre hypothèque pourrait vous aider à réaliser vos futurs projets.

Promotion en vigueur dans les caisses populaires affiliées à la Fédération de Québec

Desjardins pour s'aider soi-même

Une famille sur le qui-vive à Gros-Morne

La falaise risque à tout moment d'emporter leur maison

HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

■ GROS-MORNE — Une jeune famille de Gros-Morne vit des heures d'angoisse. Des centaines de mètres cubes de terre et de pierres risquent d'emporter, à tout moment, leur résidence du Chemin du Portage. Les occupants ont même dû évacuer les lieux hier.

« Nous avons peur, affirme Chantale Blanchette, une jeune maman dans la vingtaine. Nous vérifions l'état de la falaise plusieurs fois par jour et nous ne dormons presque plus. Occasionnellement, nous entendons des pierres débouler : ce qui n'a rien pour nous rassurer. » Le sol risque de glisser à tout moment et une pluie abondante pourrait précipiter les choses.

Son conjoint, Patrick Henley, corrobore les propos de sa compagne. « Il y a un mois, j'ai construit un mur de soutènement pour protéger la maison. Mais une partie du mur s'est déjà déplacée et des fissures nouvelles apparaissent chaque jour dans la falaise. Je ne sais plus quoi faire. Et nous n'avons pas l'argent nécessaire pour nous relocaliser. » La famille vit de prestations d'aide sociale et la résidence n'est même pas assurée.

Un simple coup d'oeil permet d'évaluer l'urgence de la situation. La terre et les pierres reposent sur une surfa-

ce argileuse et friable. Ça et là, des fissures, dont certaines ont un mètre de dénivellé, témoignent de l'instabilité du sol. Qui plus est, il suffit de mettre un pied à proximité de la crevasse pour sentir le sol vibrer.

BESOIN D'AIDE

La Sécurité civile et la municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis doivent intervenir dès la semaine prochaine. « Un ingénieur du ministère des Transports doit effectuer une expertise géotechnique », indique Hilaire Lemieux, secrétaire municipal.

Déjà hier, un représentant du ministère s'est rendu sur place, accompagné de l'inspecteur municipal. Du coup, le fonctionnaire provincial a recommandé l'évacuation. La famille s'est donc installée chez des proches, pour quelques jours.

Le jeune couple pourrait recevoir une modeste aide financière pour assurer sa survie. « Il faut faire quelque

chose pour les aider, clame Cécile Lavoie. Il s'agit d'une belle petite famille qui ne mérite pas ce qui lui arrive. J'invite les gens à faire parvenir leurs dons à l'adresse suivante : Aide Patrick Henley, C.P. 189, Gros-Morne, G0E 1C0. »

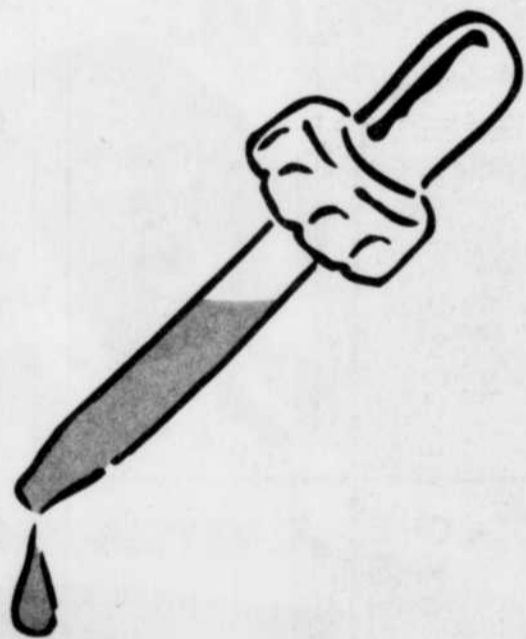
« NOUS PERDRONS TOUT »

Mais le temps presse pour le jeune couple et leurs trois filles, Lincey (5 ans), Marie-Danielle (3 ans) et Anabelle (15 mois). « La pression est telle que le solage, érigé l'an dernier, est fissuré. Si la falaise glisse, nous perdrons tous nos biens. » Deux autres résidences, situées en contrebas, sont aussi menacées.

Au printemps 1995, Patrick Henley et Chantal Blanchette avaient été forcés de quitter le terrain qu'ils occupaient. Ce dernier était trop petit de quelques mètres carrés pour répondre aux normes gouvernementales. La municipalité de Mont-Louis avait alors émis une autorisation permettant à la petite famille de s'installer sur le terrain actuel. L'aventure leur a coûté 10 000 \$.

Situé à 80 kilomètres de Sainte-Anne-des-Monts, Gros-Morne fait partie de la municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis. Le petit village compte quelque 170 familles, principalement des jeunes.

« Le plein s'il vous plaît. »



GEO METRO 1996

La championne de l'économie d'essence

9 996 \$*

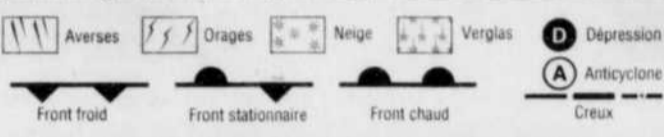
- Consommation d'essence : 4,3 L/100 km sur route, 5,4 L/100 km en ville
- Garantie GM TOTAL[™] 3 ans ou 60 000 km
- Assistance routière 24 h
- Deux sacs gonflables
- Programme pour diplômés, réduction de 750 \$†

GEO
JE VEUX MA LIBERTÉ!

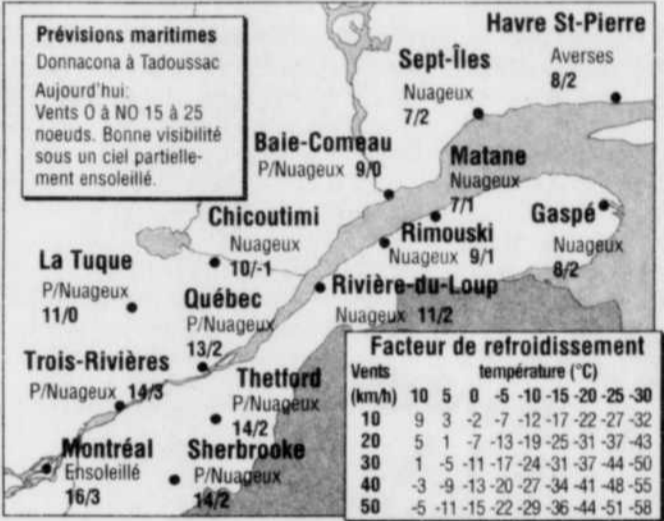
* Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules de base neufs 1996 en stock. Préparation incluse. † Transport (500 \$) et taxes en sus. Photo à titre indicatif seulement. ‡ Programme pour diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

MÉTÉO

QUÉBEC	AUJOURD'HUI	DEMAIN	LUNDI
	Maximum aujourd'hui: 13 Minimum cette nuit: 2	Maximum le jour: 17 Minimum la nuit: 4	Ensoleillé avec quelques nuages. Max.: 17 Min.: 5
	Partiellement ensoleillé, frais et venteux par moments. Dégage ce soir et cette nuit. Vents NO 25-40 km/h.	Ensoleillé, quelques nuages en après-midi. Vents devenant OSO 20-30 km/h.	
			MARDI Ensoleillé. Max.: 18 Min.: 6



PRÉVISIONS RÉGIONALES



ALMANACH QUOTIDIEN

Maximum hier: 13	4h59	Durée du jour: 20h25
Minimum hier: 2	15h26	
Normale le jour: 19		
Normale la nuit: 7		
Record max. pour auj.: 32 1950		
Record min. pour auj.: -1 1956		
Indice UVB: 6.6 Modéré		
Coup de soleil (en minutes): 60 30 15 10		
Pluie (jusqu'à 20h00 hier)		
Mai, 1996: 67 mm		
Mai, l'an dernier: 113 mm		
Cet été: 67 mm		
Été dernier: 113 mm		
	25 mai	1 jun.
	8 jun.	15 jun.
	Lune: lever: 12h30	coucher: 1h10

AU SOLEIL

Atlantic City	P/Ng	19/11
Boston	Soleil	18/8
Cape Cod	P/Ng	15/5
Daytona Beach	P/Ng	31/22
Hampton Beach	P/Ng	17/7
Miami	P/Ng	32/24
Myrtle Beach	Averse	29/19
Ocean City	Nua	20/12
Old Orchard	Soleil	18/3
Orlando	P/Ng	33/22
Plattsburg	P/Ng	16/2
Virginia Beach	P/Ng	21/13
Wells	P/Ng	18/5
Wildwood	P/Ng	18/10

AU CANADA

Iqaluit	Nua	-2/3
Yellowknife	P/Ng	1/5
Whitehorse	Nua	1/2
Vancouver	P/Ng	19/10
Edmonton	Soleil	22/7
Calgary	Soleil	21/5
Saskatoon	Soleil	20/5
Regina	Soleil	19/6
Winnipeg	Soleil	19/4
Thunder Bay	Soleil	18/2
Toronto	Soleil	18/6
Frédéricton	P/Ng	13/4
Charlottetown	Nua	9/4
Saint-Jean	Nua	9/3

DANS LE MONDE

Amsterdam	Averse	12/8
Beijing	Soleil	32/19
Berlin	Nua	19/11
Buenos Aires	P/Ng	14/3
Los Angeles	P/Ng	21/4
Madrid	Soleil	25/8
Mexico	Soleil	28/14
Moscou	Soleil	19/6
New Delhi	P/Ng	38/25
New York	Soleil	21/12
Paris	Nua	18/11
Rome	Soleil	24/12
Washington	P/Ng	21/12

LES MARÉES (h.a.s.)

Sept-Îles	Rimouski
01h30 B 0.9m	02h05 B 1.0m
07h50 H 2.3m	08h20 H 3.3m
14h20 B 0.9m	14h55 B 1.4m
20h35 H 2.0m	21h10 H 3.0m
Demain	
02h35 B 1.0m	03h10 B 1.0m
08h50 H 2.1m	09h20 H 3.3m
15h15 B 0.9m	15h50 B 1.4m
Québec	
00h25 H 4.1m	02h55 H 2.8m
07h15 B 1.0m	10h50 B 1.2m
12h35 H 4.4m	15h00 H 3.0m
20h05 B 0.8m	23h40 B 1.1m
Demain	
01h25 H 4.1m	03h50 H 2.7m
08h20 B 1.0m	11h55 B 1.1m
13h40 H 4.2m	16h05 H 2.8m

La couleur reflète votre personnalité.
 Votre clôture rose ? Vos meubles de jardin vert irlandais ?
 Votre balcon orange feu ?
 Bien sûr. Il y a l'antirouille **CORROSTOP**.

100% NATURE

Rien à payer avant **1 an**

Prenez possession de votre loft ce printemps et nous effectuerons, pour vous, le paiement de l'hypothèque, des frais communs et des taxes municipales pour un an.

- À partir de 61 000 \$
- Lofts de 700 à 1100 p.c. sur 2 niveaux
- Lofts penthouse avec toit cathédrale
- Taux de 5,5 % garanti pour 2 ans
- Vue imprenable sur les montagnes et le golf
- Projet gagnant Maître Émérite par l'ACQ

Les Lofts-sur-le-Golf
 1360, avenue du Golf
 Val-Belair
Tél.: 845-5638



Samuel de Champlain fait son théâtre

Le sieur revit le temps d'une Quinzaine culturelle

■ BEAUPORT (LE SOLEIL) — Le sieur Samuel de Champlain lui-même fait, ces jours-ci, la promotion de la Quinzaine culturelle de l'école secondaire Samuel-de-Champlain de Beauport qui aura lieu du 27 mai au 7 juin.

L'événement, qui se tient pour la première fois, s'articule principalement autour du théâtre.

Quatre pièces seront jouées dont des extraits des *Belles-soeurs* de Michel Tremblay (représentation mercredi 29 mai à 19h15 à l'auditorium de l'école) et une oeuvre toute en magie et en effets spéciaux qui réserve des surprises.

Intitulée *Sous l'emprise de Shakespeare*, cette deuxième pièce, écrite par Sylvie Auger, professeur à l'école La Courvilloise, met en vedette quelques héros du grand auteur, Roméo, Juliette, Macbeth, Hamlet, Prospéro qui reviennent hanter la scène. Le

grand public peut assister à une représentation le mardi 28 mai, à 19h30, à l'auditorium de l'école.

La Quinzaine offre aussi aux musiciens et aux membres de l'harmonie de cette école secondaire l'occasion de se produire devant leurs confrères. Une exposition de photos et une autre de peintures sont encore au menu.

200 PARTICIPANTS

Ce sont 200 des 1150 élèves de Samuel-de-Champlain qui, au total, participent, sur scène ou en coulisses, aux diverses activités de la Quinzaine.

Les spectacles du midi sont gratuits et réservés aux élèves tandis que ceux au programme en soirée coûtent 4\$.

Samuel de Champlain, personnifié par Myriam Giroux, une élève de secondaire 5 qui se dirige vers le génie civil, fera des apparitions à chacune des manifestations de la Quinzaine.

L'idée de regrouper toutes les activités culturelles de fin d'année en un seul événement est attribuable à Mme Paula Lacasse, professeur à l'option théâtre, et à Mme Josée Pilote, responsable de l'activité parascolaire de théâtre.

Pour renseignement ou réservation: Mme Ginette Dallaire au 666-4510.

Samuel de Champlain lui-même convie les intéressés aux activités de la Quinzaine des arts qui aura lieu à l'école secondaire qui porte son nom, à Beauport, du 27 mai au 7 juin.

Vente circulaire d'été

AUCUNS FRAIS, COMMENCEZ À PAYER LE 12 MARS 1997*

RCA (157828) **CAMÉSCOPE** 8mm Colorview

VISEUR COULEUR

- Objectif à zoom motorisé 12:1
- Viseur couleur Colorview™
- Système d'autofocalisation à gamme étendue
- Enregistrement sous 1 lux
- Tête d'effacement mobile
- Nettoyeur de têtes automatique
- Cadran d'enregistrement AE à sélection de scène avec 6 modes d'enregistrement
- Télécommande sans fil toutes fonctions
- Insertion d'heure et de date
- Fonctionnement à autoverrouillage

599⁹⁵ GARANTIE: 12 mois, 100% pièces et main-d'oeuvre

RCA (166642) **CAMÉSCOPE** VHS

Mainette incluse

- Colorview
- Objectif à zoom motorisé 12:1
- Viseur couleur Colorview
- Dispositif d'autofocalisation à gamme étendue
- Lampe d'accentuation des couleurs de 4 watts intégrée
- Sélecteur des scènes AE à neuf modes d'enregistrement
- Tête d'effacement mobile
- 8 titres préprogrammés
- Titreur 1 page
- Autonettoyage de têtes

699⁹⁵ GARANTIE: 12 mois, 100% pièces et main-d'oeuvre

JVC (167273) **NÉCESSAIRE D'AUTO** Lecteur CD portatif

- Lecture programmée (20 pistes) répétée/aléatoire
- Écran LCD rétro-éclairé
- Touches illuminées
- Adaptateur secteur
- Prises de casques, de sortie ligne et d'entrée CC

249⁹⁵ GARANTIE: 12 mois, 100% pièces et main-d'oeuvre

KENWOOD (170747) **LECTEUR CD PORTATIF**

- Lecture aléatoire
- Programmation en mémoire de 20 pages
- Adaptateur secteur
- Casque d'écoute

149⁹⁵

MITSUBISHI (160561) **MAGNÉTOSCOPE** VHS

269⁹⁵ Rabais de 30\$ inclus

GARANTIE: 12 mois, 100% pièces et main-d'oeuvre

- Télécommande multimarque
- Programmation par une touche
- 181 canaux avec autoprogrammation
- Programmation de 4 émissions sur un mois
- Indicateur de temps à écouler
- Recherche par indexage
- Grand panneau d'affichage avant
- Centrage automatique
- Twin Digital Menu multilingue à l'écran
- Nettoyeur de tête automatique
- Châssis mi-grandeur avec mécanisme de chargement central

MITSUBISHI (159457) **MAGNÉTOSCOPE** VHS

349⁹⁵ Rabais de 50\$ inclus

GARANTIE: 12 mois, 100% pièces et main-d'oeuvre

- Télécommande multimarque
- Programmation par une touche
- 181 canaux avec autoprogrammation
- Programmation de 4 émissions sur un mois
- Avance rapide et rebobinage à 200X
- Indicateur de temps à écouler
- Grand panneau d'affichage avant
- Centrage automatique
- Twin Digital Menu multilingue à l'écran
- Nettoyeur de tête automatique
- Châssis mi-grandeur avec mécanisme de chargement central

SAMSUNG (173215) **MAGNÉTOSCOPE** VHS

249⁹⁵ GARANTIE: 12 mois, 100% pièces et main-d'oeuvre

- Télécommande à compatibilité multiple et pour convertisseur
- Prise d'entrée audio-vidéo à l'avant
- Commande d'alignement numérique
- Affichage trilingue
- Commande d'accélération à 2 touches

KENWOOD (901436) **CHAÎNE STÉRÉO**

200 watts total

- Sortie nominale: 100 W x 2
- Lecteur CD à changeur rotatif 5 disques
- Lecture aléatoire
- Mémorisation de 32 pages pour la lecture
- Double magnétocassette
- Réducteur de bruits Dolby B
- Syntonisateur avec mémoire aléatoire pour 30 fréquences FM-AM et touche de rappel
- Enceintes acoustiques 3 voies
- Télécommande infrarouge

849⁹⁵ Lecteur CD 5 disques

Meuble inclus

* Sous réserve de l'approbation du service de crédit, ne payez que les taxes de vente. Certains frais administratifs peuvent être crédités au moment d'un paiement comptant. Cartes de crédit acceptées.

A M E U B L E M E N T S

TANGUAY

ÉLECTRONIQUE

OUVERT LE DIMANCHE DE MIDI À 17h

Électroniciens professionnels à votre service!

LÉVIS: 5720, boul. Étienne-Dallaire (418) 833-4511	BEAUPORT: 535, boul. Ste-Anne (418) 667-6282	LES SAULES: Carrefour Les Saules 5150, boul. de l'Ornière (418) 871-4411	TROIS-RIVIÈRES: 2200, boul. des Récollets (819) 373-1111	POINTE-AU-PÈRE: 822, boul. Sainte-Anne CtÉ de Rimouski (418) 725-4411	CHICOUTIMI: 1990, boul. Talbot (418) 698-4411	RIVIÈRE-DU-LOUP: 245, Hôtel-de-Ville (418) 867-4711
---	---	--	---	---	--	--

LE QUÉBEC LE CANADA

COMMISSION SUR LA FISCALITÉ

Séguin prêt à décliner l'invitation

Il ne veut pas d'une empoigne entre patrons et syndicats

GILBERT LEDUC
Le Soleil

QUÉBEC — L'un des plus sérieux aspirants à la présidence de la Commission itinérante sur la fiscalité et le financement des services publics, Yves Séguin, déclinera l'invitation si ce chantier mis de l'avant par le gouvernement de Lucien Bouchard pour accroître l'efficacité du régime fiscal s'oriente vers une réflexion tous azimuts sur « l'idéal fiscal » ou une foire d'empoigne entre syndicats et gens d'affaires.

Au cours de la semaine prochaine, le gouvernement devrait faire connaître les noms des personnalités qui composeront la Commission itinérante sur la fiscalité et le financement des services publics, une idée issue de la Conférence sur le devenir social et économique du Québec qui s'est tenue à Québec en mars.

La composition devrait compter un président et environ six membres provenant des secteurs économique et social et concernés par la question des services publics et de la fiscalité.

Au cabinet du ministre d'État de l'Économie et des Finances, Bernard Landry, une porte-parole affirmait, hier, que les consultations devant mener à la formation de la commission allaient bon train. Elle refusait de confirmer les rumeurs à l'effet que la présidence serait bicéphale et que le nombre de commissaires allait augmenter pour satisfaire les demandes de différents groupes d'intérêts qui réclament un siège à la commission.

Yves Séguin attend toujours des nouvelles du gouvernement. Personne ne lui a parlé depuis qu'on lui a demandé de se porter volontaire pour occuper le poste de commissaire et de président de la commission.

Si l'ex-ministre libéral du Revenu et fiscaliste de profession n'attend qu'un signal pour entrer dans la danse, il signale qu'il pourrait tout simplement refuser l'invitation de l'État si la commission semble s'aligner sur une voie autre que celle d'apporter des solutions réalistes et rapidement applicables aux faiblesses du régime fiscal québécois.

« Compte tenu que la commission n'aura à peine que trois mois pour faire des recommandations, il ne faut surtout pas tomber dans les grands débats de la philosophie sociale de la fiscalité. Il faut plutôt regarder le régime fiscal, identifier ses faiblesses et proposer des correctifs », déclare M. Séguin.

L'autre inquiétude de l'ex-député-ministre de Montmorency est que les discours à savoir sociale et capitaliste au sein des membres de la commission volent la vedette à la réflexion sur les questions à l'étude (loi antidéficit, création d'un fonds pour le remboursement de la dette, financement des services publics).

« Il ne faut pas que ça devienne un forum où les membres ne vont chercher qu'à défendre leurs propres intérêts ».

Outre Yves Séguin, les noms d'Alban D'Amour, du Mouvement Desjardins, du fiscaliste Yvon Cyrenne et de l'économiste Pierre Fortin figurent parmi la liste des candidats à la présidence de la commission.

AFFAIRE DES AIRBUS

Ottawa admet ne pas avoir de preuve contre Mulroney

MICHEL VASTEL
Le Soleil

■ Débouté en appel dans une autre tentative de retarder le procès en diffamation que lui intente l'ancien premier ministre conservateur, le gouvernement fédéral admet qu'il n'a pas de preuve contre lui et que son enquête piétine.

Les avocats de la GRC et du ministère de la Justice avaient demandé à la cour d'appel de les autoriser à retarder la présentation de leur défense dans la poursuite en diffamation de 50 millions \$ que leur intente Brian Mulroney. Ils affirmaient que cela nuirait à l'enquête qu'ils poursuivent dans cette prétendue affaire de pots-de-vin qui auraient été versés par Airbus à l'intermédiaire allemand, Karl Schreiber, et dont une partie aurait été versée dans un compte en Suisse au profit de l'ancien premier ministre. Ils ont perdu et ont immédiatement déposé au greffe de la cour supérieure de Montréal deux documents d'une quarantaine de pages qui confirment au moins trois choses :

— contrairement à ce qu'ils ont toujours prétendu dans les documents présentés au gouvernement suisse, les policiers fédéraux n'ont aucune « preuve » des accusations de trafic d'influence qu'ils ont portées contre M. Mulroney, mais seulement des « soupçons ». Ce seraient les banquiers suisses et les journalistes canadiens qui n'auraient rien compris!

— L'enquête, dont on disait aux au-



L'avocat Gérard Tremblay (à droite), qui représente Brian Mulroney, et le porte-parole de ce dernier, Luc Lavoie, à leur arrivée en cour, hier.

torités suisses qu'elle était assez avancée pour affirmer que « le premier ministre a sans cesse comploté pour détourner des millions de dollars

aux dépens du gouvernement pendant tout le temps où il a été à la tête du gouvernement du Canada », se poursuit toujours. À trois reprises, l'avocat du gouvernement a refusé hier de dire qu'elle progresse, admettant ainsi qu'en fait, la GRC piétine.

— Les avocats du gouvernement admettent enfin que la requête aux autorités suisses a pu raisonnablement être comprise par certains comme visant « autre chose que des soupçons » et qu'elle aurait pu être rédigée en des termes « plus appropriés ». Le document original, rédigé en anglais et traduit en allemand, même si le français est la deuxième langue officielle de la Suisse, utilisait pourtant le mot « proof » que le gouvernement fédéral traduit maintenant en français, pour les besoins de la cour supérieure du Québec, par « allégation ».

Peu surpris d'avoir perdu en appel, l'avocat vedette du gouvernement fédéral, Claude Armand Sheppard a quitté la cour sans s'adresser aux journalistes. Les 39 pages de documents déposés hier prouvent à quel point le gouvernement libéral cherche à se tirer du mauvais pas où l'ont mis un simple sergent de la GRC et une fonctionnaire subalterne du ministre de la Justice en jouant sur les mots.

Non seulement reconnaît-il en effet ne pas encore avoir réuni de preuve, mais il nie avoir accusé Brian Mulroney de s'être livré à un trafic d'influence. Il appartient maintenant aux avocats de l'ancien premier ministre de faire comparaître les « sources fiables » de la police fédérale qui seraient en fait de simples journalistes du Canada anglais, amis personnels du ministre libéral de la Justice, Alan Rock.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

La semaine de travail réduite est populaire

12,6% du personnel profite du programme

GILBERT LEDUC
Le Soleil

■ QUÉBEC — Au ministère de l'Environnement et de la Faune, un peu plus d'un employé sur dix profite actuellement du programme de réduction de la semaine de travail.

L'adhésion de 363 salariés à ce programme d'aménagement du temps de travail, soit 12,6% du personnel régulier, va permettre au ministère de réaliser des économies de 1,3 million \$ sur sa masse salariale.

Négociée au comité ministériel sur l'organisation du travail, l'entente patronale-syndicale du ministère de l'Environnement et de la Faune a fait des petits. L'un après l'autre, les deux plus importants syndicats de la fonction publique, ceux des fonctionnaires et professionnels, ont signé une entente bonifiée avec le Conseil du trésor afin de permettre à leurs membres de réduire leur semaine de travail.

Alors que les ministères et organismes sont à évaluer avec les syndicats les modalités d'application de l'entente, le programme d'aménagement du

temps de travail au ministère de l'Environnement et de la Faune est en marche depuis le 1er avril dernier.

À supposer que la popularité du programme atteigne, dans l'ensemble de la fonction publique, un taux aussi intéressant que celui rencontré à l'Environnement et de la Faune, le gouvernement pourrait économiser une dizaine de millions \$ dans ses coûts de main-d'œuvre.

Une économie de 1,3 million \$ sur les salaires

Selon le Conseil du trésor, si 10% des employés de l'État adoptaient la semaine de travail réduite, le gouvernement épargnerait 13 millions \$. Si l'engagement était tel que 15% des sala-

riés optaient pour un aménagement de leur semaine de travail, les économies sur les coûts de main-d'œuvre passerient alors à 20 millions \$.

Québec compte beaucoup sur cette mesure, ainsi que sur le programme de départs assistés annoncé jeudi, pour en arriver à couper 100 millions \$ dans sa masse salariale d'ici mars 1997.

Pour le président du Conseil du trésor, Jacques Léonard, l'entente sur l'aménagement du temps permet de

faire d'une pierre deux coups. « Ça permet au gouvernement d'effectuer des économies considérables et de répondre aux besoins de ses employés intéressés à réduire leur temps travaillé et, conséquemment, leur rémunération. »

Au ministère de l'Environnement et de la Faune, on s'attend à ce que le nombre d'adhérents augmente à la suite de l'entente signée avec les syndicats de la fonction publique.

En effet, souligne Michel Julien, de la direction des ressources humaines du

ministère, l'entente bonifiée fait en sorte que le gouvernement va maintenir au même niveau sa contribution au régime de retraite de l'employé adhérent au programme. Ce qui n'est pas le cas actuellement pour les employés de l'Environnement et de la Faune.

Il est intéressant de noter que, sur les 363 personnes qui bénéficient de la semaine comprimée à temps réduit, 58% sont des hommes et que la moitié des adhérents proviennent des rangs

Dans 87% des cas, les employés ont opté pour la semaine de 32 heures

des professionnels. Dans 87% des cas, les employés participants ont opté pour la semaine réduite à 32 heures, les autres ayant

choisi la semaine de 28 heures. Pour offrir encore plus de souplesse à ses salariés, le ministère a convenu pas moins de 17 ententes particulières dans lesquelles les modalités de prise de congé ou d'horaire de travail diffèrent du programme original. Par exemple, des employés font 64 heures en neuf jours et bénéficient d'une journée de congé par deux semaines.

LE SEUL VRAI SPÉCIALISTE



549\$

Ketchikator CUISINIÈRE
Modèle # 016015

- Four à nettoyage facile de 30 po
- Table de cuisson relevable
- 2 éléments de 6 po et 2 de 8 po



799

Ketchikator RÉFRIGÉRATEUR
Modèle # 008162

- Capacité de 18 pi³
- 3 clayettes oculissantes, en fil époxy, pleine largeur
- Garde-viande
- Portes réversibles



FRIGIDAIRE LAVE-VAISSELLE*

- Ultrasilencieux
- Broyeur d'aliments
- Paniers extra profonds
- Cuve Dura garantie à vie

*Achetez ce lave-vaisselle Frigidair entre le 1er avril et le 31 mai 1996 et recevez en prime un ensemble "Cuisinière Wave Control Elegance" de 6 pcs (valeur approximative au détail de 400\$)



réfrigération
R. LÉVESQUE

Le centre de l'appareil électroménager

3000, chemin Royal, Giffard, Beauport 663-4605



FRIGIDAIRE CUISINIÈRE*
modèle # 012471

- Autonettoyant
- Cuisson par convection
- Surface vitrocéramique
- Sur roulettes



FRIGIDAIRE RÉFRIGÉRATEUR
012472

- 3 clayettes en verre
- 2 très grands balconnets
- Un garde-viande
- 2 bacs à légumes

899\$

Le seul vrai spécialiste!

- Pour sa vaste gamme de produits en inventaire!
- Pour son excellent service après-vente!
- Pour ses vendeurs qualifiés!
- Location disponible

CONSTRUCTION

Rioux presse l'APCHQ de négocier

GUY BENJAMIN
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le ministre du Travail, Matthias Rioux, invite fortement l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec à reprendre la négociation avec les syndicats pour conclure une convention collective dans le secteur résidentiel de la construction.

« Les syndicats sont prêts à se rassembler à une table de négociations, l'APCHQ à tout à apprendre et tout à gagner à en faire autant », a dit le ministre du Travail, lors d'une conversation téléphonique. Matthias Rioux a en quelque sorte fait la leçon à la partie patronale.

« L'APCHQ n'a pas de pratique, pas de culture de négociations. Ces gens font l'apprentissage de la négociation face à des syndicats aguerris », a-t-il mentionné. Il ajoute même, à mots à peine couverts, que l'inexpérience fait que les patrons ne voient pas les ouvertures faites par les syndicats.

Le ministre du Travail trouve importante l'ouverture syndicale de séparer le secteur de la construction résiden-

tielle en deux, une section pour les cinq logements et moins et une autre pour les habitations multiples plus grosses. « C'est une reconnaissance par les syndicats que des conditions spécifiques peuvent s'appliquer à la construction de logements vraiment destinés aux consommateurs », analyse-t-il. À son point de vue, l'APCHQ n'a pas assez exploré cette avenue, et pense trop à une flexibilité du salaire uniquement.

L'APCHQ voudrait pouvoir fixer un salaire minimum et un maximum, avec la possibilité de négocier avec chaque travailleur en fonction de sa compétence et de son rendement. Les syndicats veulent le même salaire pour le même métier, que le travailleur

oeuvre dans un bungalow ou à la construction d'un centre commercial. Sur ce point, le ministre du Travail penche du côté syndical. « Pour obtenir du travail de qualité, il faut de la main-d'oeuvre de qualité », lance-t-il à l'intention des membres de l'APCHQ. Les dirigeants syndicaux ont déjà dit que si le salaire n'est pas le même dans le secteur résidentiel que dans les autres domaines de la construction, la main-d'oeuvre de qualité fuira le résidentiel.

Le ministre Rioux avertit les deux parties de ne pas étirer les négociations dans le but d'obliger le gouvernement à intervenir par une loi spéciale, comme ce fut le cas depuis 25 ans. « Je conseille aux deux parties de régler ça eux-mêmes. Si j'interviens ce ne sera dans l'intérêt d'aucune des parties », a-t-il lancé. Le ministre a aussi averti les syndicats qu'il existe un seul moyen de pression dans ce dossier, et c'est la grève. « Les tentatives de bloquer les routes ou les ponts ne seront pas tolérées. Ça ne durera pas longtemps. Pas question de perturber la paix sociale. »

Quel est l'élément essentiel pour reprendre la négociation et conclure une première convention ?

« Une super bonne foi », répond le ministre Rioux.

Pas de grève à l'horizon

...mais les moyens de pression pourraient reprendre lundi

MONTRÉAL (PC) — Les moyens de pression, excluant pour le moment la grève générale, pourraient reprendre dès la semaine prochaine sur les chantiers de construction résidentielle du Québec.

La CSN-Construction, qui représente environ 20% des ouvriers dans ce secteur, a clairement lancé un mot d'ordre à cet effet pour lundi. Ce sera « lundi et mardi, une coche de plus », résumait hier M. Olivier Lemieux, président de la CSN-Construction.

À la FTQ-Construction et au Conseil provincial du Québec des métiers de la construction — la coalition qui représente la majorité des ouvriers — le comité de stratégie se réunira mardi pour décider des actions à prendre, précisait au cours d'un entretien M. Yves Paré, de la FTQ-Construction.

En entrevue, le président-directeur général du Conseil provincial, M. Maurice Pouliot, disait s'attendre, lui, à ce que les ouvriers adoptent des moyens de pression « au cours des prochains jours ». Mais « est-ce une urgence que ça se fasse lundi ? » questionnait-il.

Les négociations sont au point mort avec l'association patronale de ce secteur: l'APCHQ. Le dépôt du rapport du conseil de médiation et les appels du ministre du Travail Matthias Rioux n'ont pas donné de résultats.



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Selon le ministre, « l'inexpérience fait que les patrons ne voient pas les ouvertures faites par les syndicats ».

LE GRAND PRIX MOLSON DU CANADA ON Y VA EN GOODYEAR

CHAMPIONS DE LA HAUTE TECHNOLOGIE SUR PAVÉ MOUILLÉ

Jusqu'à 100\$ DE RABAIS
du manufacturier à l'achat de 4 pneus* de pluie **GOODYEAR**

- 20\$ à l'achat de 4 INTREPID**
Le toutes saisons économique doté d'un Aquacanal
- 40\$ à l'achat de 4 AQUATRED II**
Notre meilleur toutes saisons doté d'un Aquacanal
- 60\$ à l'achat de 4 EAGLE AQUATRED**
Pneu haute performance doté d'Aquacanal jumelés
- 60\$ à l'achat de 4 WRANGLER AQUATRED**
La technologie Aquacanal pour camionnettes
- 100\$ à l'achat de 4 EAGLE GS-C**
Ultra haute performance sur pavé mouillé

Courez aussi la CHANCE DE GAGNER*

• Un voyage pour deux au Grand Prix Molson du Canada, (14, 15, 16 juin 1996), avec billets "Argent", incluant transport, hébergement standard pour 3 nuits et 500\$ d'argent de poche. (Un prix d'une valeur approximative de 1680\$.)

• L'une des 5 paires de billets "Bronze" pour la journée du Grand Prix Molson du Canada (du 16 juin 1996), 200\$ pour frais de transport, plus 200\$ d'argent de poche. (Chaque prix d'une valeur approximative de 570\$.)

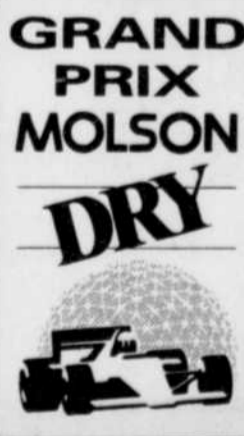
* Détails chez les détaillants participants.

GOODYEAR

LE PNEU OFFICIEL DU GRAND PRIX MOLSON

SENTI COMME PNEU!

SENTI COMME PRIX!



Desharnais Service de pneus 710, boul. Charest O. Québec 681-6041	Desharnais Service de pneus 1766, boul. Saint-Joseph Québec 628-0203	Centre Goodyear 5701, boul. des Galeries Québec 622-4191	Centre Goodyear 2600, boul. Montmorency Québec 666-8900
Centre Goodyear 1220, boul. Charest O. Québec 681-4646	Autopneu Auclair 639, Clémenceau Beauport 661-1212	Centre Goodyear 3115, boul. Hochelaga Sainte-Foy 653-0841	Centre de pneus et mécanique Inter-Rives 1550, boul. du Président-Kennedy Lévis 833-3282
Autopneu Auclair 385, rue Lavoie Ville de Vanier 683-1010	Autopneu Auclair 3755, boul. Wilfrid-Hamel Les Saules 871-6740	Centre Goodyear 1900, Léon-Harmel Duberger 683-2521	

AVENTURE

MEILLEURS PRIX GARANTIS

ELECTRONIQUE

0\$ SUR TOUT

NE PAYEZ RIEN AVANT 6 MOIS EN MAGASIN

AUCUN PAIEMENT • AUCUN INTÉRÊT • AUCUN FRAIS D'ADMINISTRATION
AUCUN ACHAT MINIMUM REQUIS

Sur tous les produits à prix régulier. S.A.C. Ne payez que les taxes.
Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Détails en magasin.

PROFITEZ DE L'ÉTÉ POUR SI PEU...

JVC VISEUR GOULEUR
749⁰⁰

CAMÉSCOPE VHS-C
• Hyper zoom 12x à vitesse variable
• Programme AE avec effets spéciaux
• Montage par assemblage aléatoire

JVC 3CD
RADIO PORTATIF avec CHANGEUR DE 3 CD
• Simple cassette
• Syntonisateur digital
• Système «multi-bass Horn»
• Télécommande
269⁰⁰

HITACHI TÉLÉVISEUR COULEUR STÉRÉO
UN 27" STÉRÉO AU PRIX D'UN 25"
Ultra NOIR™
699⁰⁰

KENWOOD 3CD
MINI SYSTÈME avec LECTEUR 3 DISQUES
• 53 Watts x 2
• 3 disques CD changeur
• Double cassette avec inversion automatique
547⁰⁰

AFFICHEUR D'APPELS
donnant nom & numéro
GRATUIT
La carte d'appels BELL de 20\$*
*avec téléphones sans fil sélectionnés de SANYO
139⁹⁹

PIONEER KEH-1100 NOUVEAU MODÈLE
AUTORADIO CASSETTE
• Puissance de sortie, 4 voies
• 4 X 22 watts
• Inversion automatique
199⁰⁰

Sunbeam
BRÛLEUR PRINCIPAL 35,000 BTU
• Brûleur latéral 12,000 BTU
• Avec fenêtre
139⁹⁹

EPSON Ensemble couleur gratuit Valeur 249\$!
Logiciels couleur d'addition graphique sur CD pour Windows: Print Artist™, Polices & photos additionnelles (détails en magasin)
STYLUS COLOR II
• Résolution: 720 ppp
• Option couleur incluse
• Qualité photographique
• Supporte papier régulier
• 2,5 pages/minute
259⁰⁰*

Les photos peuvent différer des modèles en vente. Certains articles sont des démonstrateurs ou fin de ligne et ne sont pas disponibles dans tous nos magasins. *Durant 30 jours suivant l'achat aux mêmes conditions dans la même région, chez un marchand autorisé qui a la marchandise en stock.

QUÉBEC Place Lebourgneuf 5500 boul. Des Gradins (418) 628-5500	LÉVIS Galeries Chagnon 300 Côte du Passage (418) 835-5500	CHICOUTIMI 394 boul. Des Saguenéens (418) 698-3940
--	---	---

NOUVEAU • Ouverture CARREFOUR RIMOUSKI
BOUTIQUES ▶ Galeries de la Capitale • Place Fleur de lys • Place Laurier • Place du Royaume (Chicoutimi) • Place de la Paix (Saguené) • Centre Rivière-de-la-Paix • Carrefour St-Germain-de-Breux • La Grande Place (Rimouski) et Carrefour Rimouski • Carrefour Alma (Alma)

TAXE SUR LE GAZ ET L'ÉLECTRICITÉ

Victoire du monde municipal sur le gouvernement

■ **POINTE DU LAC (PC)** — Comme il l'a déjà fait pour une somme de 46,7 millions \$, le gouvernement du Québec ne pourra plus s'approprier, en tout ou en partie de la taxe exclusivement municipale sur les communications, le gaz et l'électricité sans l'accord préalable des deux unions des municipalités.

Cette victoire du monde municipal sur le gouvernement de Lucien Bouchard a été confirmée hier par le ministre des Affaires municipales Rémy Trudel en compagnie des deux présidents des unions Mme Jacinthe Simard (UMRCQ) et Gilles Vaillancourt (UMQ) à la sortie du sommet Québec-Municipalités qui se tenait à Pointe du Lac, non loin de Trois-Rivières.

Les municipalités touchent cette taxe qui accumule des revenus d'au moins 350 millions \$ annuellement. Le budget présenté récemment par le ministre des Finances Bernard Landry a effectué une ponction de 46 millions \$ dans ce fonds. Dans sa forme actuelle, le projet de loi 135 permettrait justement à Québec d'agir ainsi sans avoir obtenu l'aval du monde municipal.

« J'ai convenu, a expliqué M. Trudel, avec les unions municipales de modifier le texte du projet de loi de façon à refléter que c'est par entente que nous interviendrons dorénavant. »

DÉCENTRALISATION

Au chapitre de la décentralisation, le ministre a annoncé que cette opération souhaitée par le gouvernement ne pourra se faire qu'à partir des préoccupations de la base, c'est-à-dire du monde municipal. « Cela signifie, a-t-il dit, qu'il appartiendra aux municipa-

lités de déterminer quel pouvoir elles souhaitent obtenir. »

Les municipalités régionales recevront, avec l'accord des deux unions, une somme de 3 millions \$ à même la TGE pour assurer leur fonctionnement.

L'autre dossier où les municipalités ont remporté une manche, est celui des fusions qui devront demeurer volontaires même si le gouvernement souhaite voir se concrétiser pas moins de 416 regroupements d'ici le 1er janvier 1999.

Le ministre a présenté aux élus les éléments d'une politique incitative ainsi qu'une carte des fusions qui seront, d'un commun accord, dévoilés publiquement la semaine prochaine.

Toute la question des régimes de relations de travail a été renvoyée au premier ministre Lucien Bouchard qui rencontrera les dirigeants des deux unions pour dégager des éléments de solutions qui permettront aux municipalités de fonctionner plus librement dans les négociations de leurs conventions.

À la sortie d'une rencontre à huis clos de deux jours, le ministre Trudel a simplement annoncé que les discussions ont été fermes, souvent « viriles, fortes » et qu'elles avaient permis « de franchir de nouvelles étapes qui ne sont pas terminales ».

Québec ne pourra plus piger à sa guise dans l'enveloppe de 350 M\$



Le premier ministre Chrétien a été chaleureusement accueilli hier lors de son passage dans une école secondaire de l'Île-du-Prince-Édouard.

Chrétien fait fi des sondages

CHARLOTTETOWN (PC) — Le premier ministre Jean Chrétien a minimisé hier les mauvais résultats d'un sondage effectué dernièrement par Gallup Canada.

« Je ne me base pas sur les sondages pour accomplir mon devoir », a lancé M. Chrétien à l'issue d'un entretien avec le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, Catherine Callbeck.

« Je fais mon travail. Notre situation est encore assez bonne. » Le sondage effectué par Gallup a révélé que, pour la première fois depuis que M. Chrétien est devenu premier

ministre en 1993, moins de la moitié des Canadiens interrogés approuvaient sa façon de gouverner, soit 47 %. Par contre, 36 % de la population juge qu'il ne s'acquitte pas bien de sa tâche.

En tout, 1003 personnes ont été consultées dans le cadre de ce sondage dont la marge d'erreur est de 3,1% 19 fois sur 20. Il a été effectué du 6 au 13 mai, au moment où le gouvernement faisait face à la controverse au sujet des droits des gays, des changements à l'assurance-chômage et de la taxe sur les produits et services.

ÉLECTIONS EN C.-B.

Gillanders se retire de la course

Il ne voulait pas diviser le vote de la droite face au NPD

VANCOUVER (PC) — Le chef du Crédit social de Colombie-Britannique, Larry Gillanders, a présenté sa démission hier et annoncé son retrait de la course électorale dans cette province.

M. Gillanders a posé ce geste spectaculaire à quatre jours seulement du scrutin prévu pour mardi prochain.

Il a expliqué qu'il craignait de diviser le vote parmi les partis de centre-droite comprenant, outre les créditistes, les libéraux de Gordon Campbell et les réformistes de Colombie-Britannique dirigés par Jack Weisgerber.

« À quatre jours du scrutin, nous sommes au bord du précipice de la réélection du NPD », a lancé M. Gillanders en conférence de presse.

Le Crédit social a dirigé la Colombie-Britannique pendant la majeure partie des 45 dernières années, mais a été évincé du pouvoir par les néo-démocrates en 1991. Les créditistes ne détenaient qu'un seul siège à la législature lors de la dissolution du parlement.

Mercredi, M. Gillanders avait proposé de retirer 20 de ses candidats au profit des libéraux si ceux-ci acceptaient de retirer le candidat qui lui faisait face dans sa circonscription de Vancouver-Capilano Ouest.

Mais il a retiré sa proposition le lendemain en expliquant qu'elle venait plutôt des libéraux.

Les sondages donnaient ces derniers jours les libéraux et le NPD au pouvoir nez à nez. Les réformistes jouissent de l'appui d'environ 8 % des électeurs.

Âgé de 43 ans, M. Gillanders, a pris la direction du Crédit social lors d'un scrutin postal tenu en 1994.

EN BREF

Romanow contre le plan B

Il est contreproductif de parler, dès maintenant, de la négociation des règles de sécession, estime le premier ministre de la Saskatchewan Roy Romanow. « Ce ne doit pas être au cœur de nos discussions. En parler laisse l'impression que ces prédictions peuvent se réaliser », a-t-il dit hier. M. Romanow réagissait aux propos récents du premier ministre Jean Chrétien et de son ministre Stéphane Dion. M. Romanow veut bien qu'on explique aux Québécois les conséquences d'une sécession mais il n'est pas sûr que le moment soit bien choisi. « Ce serait imprudent de ne pas réfléchir à ce qui pourrait arriver dans le cas (d'une sécession). Je ne pense pas, par contre, que l'articulation du plan B, à l'avance, aide l'atteinte de notre principal objectif », a-t-il ajouté. (PC)

ÉQUITÉ SALARIALE Ottawa doit donner l'exemple

La Commission canadienne des droits de la personne estime que le refus du gouvernement fédéral de conclure une entente avec ses employés dans le dossier de l'équité salariale ouvre la porte à des problèmes de même nature dans le secteur privé. « Le fait que le gouvernement fédéral s'oppose à l'équité salariale depuis si longtemps constitue un exemple pour les autres employeurs, donnant le message que c'est correct d'agir de la même façon et de recourir aux tribunaux. Nous déplorons ce genre de conflit et de climat de confrontation », a déclaré un membre de la commission Paul Durber. Bell Canada est l'exemple le plus récent d'une entreprise régie par le fédéral qui n'hésite pas à se rendre en cour pour contester la loi canadienne en matière d'équité salariale. (PC)

ONTARIO

Victoire libérale

Le Parti libéral a remporté jeudi en Ontario la première élection complémentaire depuis l'accession au pouvoir des conservateurs de Mike Harris, voilà 11 mois, lorsque Gerard Kennedy a été élu député dans York South, une circonscription de la région métropolitaine de Toronto représentée par les néo-démocrates depuis 41 ans. M. Kennedy a reçu 7778 votes contre 6652 pour David Miller, du NPD, et 5125 pour le conservateur Rob Davis. L'élection avait été rendue nécessaire par la démission de l'ancien premier ministre néo-démocrate Bob Rae, en janvier. (PC)

Rien à payer avant 1997

AQUAPLAN^{mc}

Garantie 30 ans à 100%

Exclusif!
La structure en résine de synthèse renforcée de béton!

JEAN DESJOYAN

à partir de **4299\$**

Insuit:
• 1 table 48 po
• 4 chaises spring
• 4 coussins
• 1 parasol polyester 7' po

Ensemble fer forgé Spring Garden

à partir de **88\$**

Chaise longue

59\$

699\$

Nettoyeur automatique

199\$

329\$

Filtre au sable S.T. 1600 Turbo

29\$

Trousse d'ouverture

10\$ de rabais

Maitre piscinier^{mc}

L'Aquaplan, c'est la nouvelle façon intelligente de s'acheter une piscine...
 • Une garantie exclusive
 • L'entretien gratuit
 • La Carte de rabais Aquaplan et beaucoup plus encore!
 « Le plus important réseau de pisciniers propriétaires au Québec! »

LES PISCINES ET PATIOS DU QUÉBEC INC.
 355, MARAIS, VANIER
 683-7777

HEURES D'OUVERTURE
 Du lundi au vendredi, 9 h à 21 h
 Le samedi, de 9 h à 17 h
 Le dimanche, de 11 h à 17 h

CONFLIT AU MÉRIDIDIEN

Larose passe aux actes

Il invite 480 syndicats à transférer leurs fonds placés dans les caisses populaires montréalaises

■ MONTRÉAL (PC) — Le congrès de la CSN a pris fin hier à Montréal avec, en arrière-plan, l'article 45 du Code du travail et ses effets sur le conflit à l'hôtel Méridien.

C'est lundi qu'officiallement, le contrat de gestionnaire de cet hôtel du centre-ville de Montréal prend fin. Les syndicats, affiliés à la CSN, craignent de perdre leur emploi dans le cadre de ce transfert de gestion.

Ils font pression sur Placé Desjardins et la Fédération des caisses populaires de Montréal et de l'Ouest pour obtenir des garanties de maintien de leur accréditation syndicale, des emplois et des conditions de travail.

Bien que des discussions aient eu lieu au cours des dernières 48 heures, il n'y a pas eu de règlement, indiquait hier au cours d'une rencontre avec la presse le président de la CSN, M. Gérald Larose.

Celui-ci met donc à exécution sa menace: il demande à ses 480 syndicats de la région de Montréal, ainsi que ceux de l'ouest, de transférer les fonds qu'ils ont placés dans les caisses populaires affiliées à la Fédération de Montréal et de l'Ouest pour les placer dans des caisses d'économie, affiliées à une autre fédération du Mouvement Desjardins.

« Notre problème, ce n'est pas Desjardins, c'est la Fédération des caisses de Montréal et de l'Ouest », justifiait le président de la CSN.

M. Larose fait le pari que la concurrence entre les fédérations du Mouvement Desjardins fera en sorte que la fédération concernée par l'hôtel Méridien n'appréciera pas de voir ainsi des fonds transférés dans une autre fédération.

DES MILLIONS \$ EN JEU

Le président de la CSN ne peut évaluer précisément combien d'argent est mis en cause, se limitant à évoquer « des millions » de dollars, si tous les syndicats visés suivent la recommandation.

Il souhaiterait d'ailleurs que le président du Mouvement Desjardins, M.

Claude Béland, intervienne dans le dossier du Méridien.

Cet hôtel fait oeuvre de symbole pour la CSN dans le domaine de l'hôtellerie, où les changements de bannière sont fréquents. C'est donc un secteur d'activités où l'article 45 du Code du travail risque d'être mis à rude épreuve.

L'article 45 prévoit ce qu'il advient de l'accréditation syndicale et des droits des travailleurs en cas de vente ou cession d'une entreprise.

À la suite de jugements antérieurs des tribunaux, les organisations syndicales, dont la CSN, jugent que cet article 45 a été dépouillé de son mordant.

La CSN a déjà demandé au ministre du Travail, à Québec, de légiférer pour renforcer cet article du code. Comme un comité étudie déjà la question, elle propose d'ici là un moratoire d'un an.



Le président de la CSN souhaite l'intervention personnelle de Claude Béland dans le dossier du Méridien.



La ministre a reconnu hier qu'aucune des trois voies envisagées ne sera facile.

COMMISSIONS SCOLAIRES LINGUISTIQUES

Marois dévoilera son plan d'ici un mois

QUÉBEC (PC) — Le gouvernement québécois fera connaître d'ici un mois la façon dont il tentera d'implanter des commissions scolaires linguistiques au Québec, en remplacement des commissions scolaires confessionnelles qui existent depuis 1867.

C'est ce qu'a indiqué hier la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, alors qu'elle était interpellée à l'Assemblée nationale par le député libéral de Marquette, François Ouimet.

La ministre Marois a reconnu toutefois qu'aucune des trois voies d'action envisagées ne sera facile. La confessionnalité des commissions scolaires de Québec et de Montréal est en effet inscrite dans la constitution canadienne, et les changements constitutionnels sont difficiles à faire depuis 1982.

Ces trois voies de solution sont:

■ l'abrogation de l'article 93 de la Constitution canadienne qui officialise la présence de commissions scolaires confessionnelles, c'est-à-dire catholiques et protestantes, dans les villes de Québec et de Montréal;

■ une modification constitutionnelle à l'article 93, mise de l'avant par les ju-

ristes Jean-Pierre Proulx et José Woehrling;

■ la mise en place d'un régime mitoyen tel que proposé par un comité qu'a présidé par l'ex-recteur de l'université Concordia Patrick Kenniff. Dans ce régime, les commissions scolaires ne seraient plus confessionnelles mais des services seraient assurés aux parents de foi catholique ou protestante.

Il y a un large consensus en faveur du remplacement des commissions scolaires confessionnelles par des linguistiques. Mais la Commission des écoles catholiques de Montréal s'oppose à la disparition de son caractère confessionnel et a promis de saisir les tribunaux de toute tentative du gouvernement.

Selon le libéral François Ouimet, « le gouvernement hésite d'aller dans la voie d'une modification constitutionnelle parce que cela viendrait démontrer que son option de souveraineté n'est pas fondée et que le fédéralisme canadien peut être renouvelé ». À Ottawa, un porte-parole du ministre Stéphane Dion a soutenu que le fédéral serait prêt à agir rapidement dans ce dossier advenant une demande du Québec.

CBC

L'entente n'empêchera pas 3 000 mises à pied

OTTAWA (PC) — L'entente de dernière heure intervenue jeudi soir entre le réseau anglais de la Société Radio-Canada et trois de ses syndicats n'empêchera pas la société d'État de mettre à pied des milliers d'employés cette année.

« Nous nous attendons à ce qu'il y ait 3000 pertes d'emploi au cours des neuf prochains mois aux services anglais et français de la SRC », a prévenu hier Gordon Hunter, vice-président du Syndicat des communications, de l'énergie et des travailleurs du papier.

Arnold Amber, de la Guilde canadienne des médias, a lui aussi dit que des mises à pied massives seront faites à compter du mois de septembre.

« Fondamentalement, nous avons négocié pour ceux qui vont survivre (à ces mises à pied) », a ajouté M. Amber.

Les porte-parole de ces deux syndicats affirment que les mises à pied auraient eu lieu même sans les ententes survenues jeudi soir et dans le nuit d'hier et qui ont permis à la CBC de rester en ondes. La réduction de personnel se fera par voie de retraites volontaires, en ne comblant pas les postes vacants et en ne recourant plus aux employés occasionnels.

Cette vague de licenciements réduira le nombre d'employés permanents à moins de 8000.

Les porte-parole syndicaux ont reconnu hier que la situation budgétaire de la CBC les avait forcés à faire des concessions pendant les négociations.

Pour le président de la SRC, Perrin Beatty, il s'agissait avant tout de faire des gains aux dépens des syndiqués des quatre unités de négociation représentant les employés à l'extérieur du Québec et à Moncton, au Nouveau-Brunswick. « Nous nous réjouissons des accords intervenus », a-t-il déclaré hier.

Lise Lareau, de la Guilde canadienne des médias, qui représente 3500 employés permanents, a expliqué pour sa part que le syndicat a fait un gain énorme en obtenant que les pigistes soient dorénavant ajoutés au personnel permanent.

NE MANQUEZ PAS LA FIN DE L'ÉMISSION LE

1er JUIN

L'émission des nouvelles Obligations d'épargne du Québec tire à sa fin. Ne la ratez pas! C'est dans votre intérêt. Et dans l'intérêt de tous les Québécois!

- Placement solide;
 - Taux d'intérêt garanti pour un an, ajusté annuellement au marché jusqu'à l'échéance;
 - Encaissables en tout temps.
- Et maintenant...**
- Gérées par Placements Québec;
 - États de compte trimestriels qui remplacent les certificats;

4^{1/2}%

LA PREMIÈRE ANNÉE

- Remboursées et versées directement dans votre compte, généralement en 24 heures, sur un simple coup de téléphone;
- Transférables dans le nouveau Régime d'épargne-retraite du gouvernement du Québec (REER).

En vente **JUSQU'AU 1^{er} JUIN** dans toutes les institutions financières, chez les courtiers en valeurs mobilières, les intermédiaires en assurance et directement chez Placements Québec au **1 800 463-5229**.

Québec

LES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU QUÉBEC

PLACEMENTS QUÉBEC

Notre intérêt à tous

PATIN À ROULETTES

300% plus de blessés en 3 ans

Les adeptes sont passés de 6000 à 300 000 au Québec

MONTREAL (PC) — L'engouement pour le patin à roulettes a aussi son mauvais côté: en trois ans, le nombre de blessures a connu une hausse vertigineuse de 300% au Québec. Le nombre des amateurs de ce sport est passé de 6000 en 1991 à 300 000 en 1994.

Ces statistiques ont été compilées par le système canadien hospitalier d'information et de recherche en prévention des traumatismes dans les salles d'urgence de Sainte-Justine et de l'Hôpital de Montréal pour enfants, en comparant le nombre d'accidentés de l'été 1992 à ceux de l'été 1995.

On remarque également qu'à Québec, à l'hôpital de l'Enfant-Jésus, il y a eu dix fois plus de blessés à la suite d'accidents en patins à roulettes en 1995 qu'en 1991.

La moitié des accidentés souffrent de fractures. Viennent ensuite les coupures (30% des cas) et les entorses (15% des cas). Dans plus de 55% des cas, les blessés sont âgés entre dix et 14 ans. Afin de contrer cette tendance alarmante, l'Association d'orthopédie du Québec a décidé d'en faire le thème de sa campagne annuelle de sensibilisation.

« Même si le patin à roulettes ne fait pas autant de victimes que la bicyclette par exemple, il ne faut pas attendre que la situation empire dramatiquement pour sensibiliser la population aux règles de prudence », dit le président de l'Association d'orthopédie du Québec, Gaétan Langlois.



D'abord, bien se protéger...

Les accidents se produisent car les gens ne se protègent pas. Les statistiques révèlent que 77% des blessés ne sont pas équipés. En cas de chute, les mains, les poignets, les coudes et les genoux sont les parties du corps les plus exposées.

Les accidents se produisent car les gens ne se protègent pas. Les statistiques révèlent que 77% des blessés ne sont pas équipés. En cas de chute, les mains, les poignets, les coudes et les genoux sont les parties du corps les plus exposées.

ESPÉRANCE DE VIE

Les Québécois derrière les Québécoises et les... Canadiens

OTTAWA (PC) — Les hommes québécois traînent encore de la patte en matière d'espérance de vie par rapport à l'ensemble des Canadiens.

Selon des données rendues publiques hier par Statistique Canada, l'espérance de vie à la naissance d'un homme québécois en 1994 était de 74,5 années, ce qui est inférieur de 0,6 année à la moyenne canadienne. Les Québécoises sont en bien meilleure posture puisqu'elles avaient espéré de 81,2 années, alors que la moyenne nationale est de 81,1 années.

L'espérance de vie est l'un des principaux indicateurs de l'état de santé d'une population.

Selon Russell Wilkins, un expert chez Statistique Canada, l'écart entre les hommes québécois et la moyenne canadienne s'explique par des facteurs historiques.

« Les hommes fument plus au Québec qu'ailleurs, ce qui a une incidence sur les maladies cardio-vasculaires et le cancer du poumon », avance-t-il.

De plus, M. Wilkins note que les morts accidentelles chez les hommes demeurent plus élevées au Québec

que dans l'ensemble du Canada.

Ces facteurs n'ont rien de nouveau. Dans le passé, ils étaient même beaucoup plus marqués. « Il y a eu beaucoup de progrès chez les hommes », remarque M. Wilkins.

Ainsi en 1961, la différence entre l'espérance de vie des hommes québécois et la moyenne canadienne était d'une année. Et si on remonte d'avantage dans le temps elle atteignait pratiquement cinq années au début des années 50.

LES NAISSANCES

Les données rendues publiques hier par Statistique Canada révèlent par ailleurs que les Québécoises ont presque autant d'enfants que la moyenne des Canadiennes.

Le nombre moyen de naissances chez les Québécoises (l'indice de fécondité) a atteint 1,61 enfant par femme en 1994, tandis que l'indice canadien était de 1,66. L'indice le plus bas se retrouve à Terre-Neuve où il s'éta-

blit à 1,32 et le plus haut dans les Territoires du Nord-Ouest où il est de 2,74. L'Ontario présente un indice de 1,65 et le Nouveau-Brunswick un de 1,51.

Pour pousser plus loin la comparaison, Statistique Canada rapporte les indices suivants: l'Espagne, 1,22; la France, 1,66; et les États-Unis 2,04.

À l'autre extrémité de la vie, l'agence gouvernementale constate que les maladies cardio-vasculaires sont la cause de beaucoup moins de décès qu'auparavant. Entre 1980 et 1994, le taux de mortalité attribuable à ces maladies a diminué de 37% chez les hommes et de 36% chez les femmes.

Par contre, le taux de mortalité par cancer est demeuré inchangé au cours des dernières années.

Quant à la maladie mentale, elle commence à faire plus de ravages. Depuis 1980, le taux de mortalité qui leur est attribué a plus que doublé, passant de 7 à 15 pour 100 000 personnes. Les principales causes de mortalité sont les démences séniles (ce qui ne comprend pas la maladie d'Alzheimer), les états psychotiques et le syndrome de dépendance alcoolique.

EN BREF

Odeur de sainteté?

Un religieux montréalais devra comparaître devant un tribunal pour répondre à des accusations de cruauté envers un... putois. La SCPA a décidé de dénoncer le père Georges Martin, un membre de la Congrégation de Sainte-Croix, accusé d'avoir piégé une « mouffette » qui avait élu domicile dans le jardin de la résidence habitée par une demi-douzaine de pères, à l'ombre de l'Oratoire Saint-Joseph. Le religieux, âgé de 64 ans, est passible, s'il est reconnu

coupable, de six mois de prison et d'une amende de 2000\$. Excédé par les allées et venues de la mouffette, le père Martin avait installé un piège à proximité du terrier de l'animal. « Le 7 mai, nous avons été informés qu'une mouffette se trouvait prise au piège depuis plusieurs jours », a expliqué Jean-Claude Brousseau, de la SPA, ajoutant qu'il s'était rendu sur place, en compagnie du père Martin. Le putois se trouvait effectivement dans le piège, vivant mais sérieusement mal en point et a dû être euthanasié. (AFP)

QUÉBEC (PC) — Le gouvernement du Québec n'appuie pas le transfert à l'aéroport de Dorval de tous les vols réguliers pour ne laisser à Mirabel que des vols de cargo et les vols

C'est ce qu'a indiqué hier le ministre des Transports, Jacques Brassard, dans un communiqué.

Le projet de la Société de promotion des aéroports de Montréal (ADM), qui suggère un tel transfert, « souffre de nombreuses lacunes », explique M. Brassard.

D'une part, aucune étude d'impact environnemental n'a été faite sur les conséquences à long terme du projet.

D'autre part, le projet réduira le trafic aérien à Mirabel au point de remettre en question la rentabilité de cet aéroport.

Par ailleurs, le gouvernement québécois ne veut prendre aucun engagement en ce qui a trait à l'amélioration du réseau routier qui serait nécessaire pour desservir la nouvelle

Le projet souffre de nombreuses lacunes, dit le ministre

le vocation de l'aéroport de Dorval.

Le ministre Brassard en profite pour dénoncer le gouvernement fédéral pour son attitude « irresponsable, cavalière et inacceptable » dans ce dossier qui relève entièrement de sa compétence.

« Ottawa ne peut nier sa responsabilité envers la région des Basses-Laurentides qu'il a bousculée au début des années 1970 pour y construire l'aéroport de Mirabel. Ottawa doit garantir aux résidents de cette région qu'ils ne seront pas pénalisés une deuxième fois », a conclu le ministre des Transports.

TRANSFERT DE MIRABEL À DORVAL

Brassard refuse d'appuyer

APPRENEZ À PILOTER
Soirée d'information le mardi 28 mai à 19h.

COURS POUR LICENCE

- PERMIS-LOISIR
- PILOTE PRIVÉ
- PILOTE PROFESSIONNEL
- VOL AUX INSTRUMENTS

ANNOTATIONS

- VOL DE NUIT
- BIMOTEUR

SIMULATEUR (ATC 810)

Transport Air
(418) 872-0206

COURS DE PILOTAGE DÉBUTANT LE 4 JUIN 1996
230, 2e Avenue, Aéroport int. Jean-Lesage, Sainte-Foy (Québec) G2E 5W1

Musée Marius-Barbeau
AU COEUR DE LA BEAUCE
pays de légendes et de volonté

4 salles d'exposition:

- La Beauce, pays de légendes et de volonté;
- La Céramique de Beauce;
- L'architecture monumentale en Beauce;
- Paysages de la région en photos.

Visite du site historique incluant l'église.
Visite de la ville de Saint-Joseph et ses maisons centenaires.

Horaires d'été:

Lundi au vendredi	9h à 18h	Entrée: Adulte:	3,75\$
Samedi et dimanche	10h à 18h	Étudiant-âge d'or:	3,50\$

Prix spécial pour les groupes

139, rue Sainte-Christine, Saint-Joseph-de-Beauce
(418) 397-4039

LAUFEN INTERNATIONAL
H A M P T O N

Lavabo sur colonne en porcelaine
Toilette isolée en porcelaine,
1.6 gallon p.c.

399\$
L'ensemble
(Robinets et siège en sus)

Par son pouvoir d'achat
Par son statut d'importateur sans intermédiaire
Céramique Décor vous garantit

LE MEILLEUR PRIX
sur tout produit identique avec le même équipement
et les mêmes caractéristiques.

CÉRAMIQUE D.É.C.O.R.
Céramique d'abord!

4220, 3e Avenue ouest, Charlesbourg, Qué. • 627-0122
Depuis 25 ans à votre service

LE MONDE

L'ASSASSINAT DE SEPT MOINES EN ALGÉRIE

Le massacre choque la France

■ PARIS (AFP) — L'assassinat des sept moines français par le Groupe islamique armé (GIA) en Algérie, laisse une nouvelle fois la France impuissante face à un conflit qui ensanglante depuis plus de quatre ans son ancienne colonie.

L'annonce de l'exécution des moines, le plus important massacre de Français en Algérie depuis le début des violences, en 1992, a suscité une immense vague d'indignation. Pour la première fois depuis le début de la crise en Algérie, les principaux partis politiques ont appelé à une manifestation « de solidarité et de protestation nationale » mardi à Paris. Demain, le glas devait également sonner dans toutes les églises de France.

Selon le premier ministre français Alain Juppé, bien qu'il n'y ait « pas encore d'authentification ni de confirmation absolue, il est maintenant certain que les sept moines trappistes ont été assassinés » et a demandé à tous les

ressortissants français de quitter ce pays.

Le président Jacques Chirac a lancé hier un appel à la tolérance. « Je m'incline devant leur mémoire », a-t-il dit, exprimant dans un communiqué « la tristesse et les condoléances de la nation ».

Le ministre des Affaires étrangères Hervé de Charette a pour sa part déclaré que « jamais ces crimes ne seront effacés de nos mémoires. Et la mémoire de la France est longue ».

Pourtant, au-delà de ces menaces voilées de représailles, Paris apparaît démunie face au plus radical des mouvements armés algériens qui a fait de la France une de ses cibles privilégiées.

Le GIA accuse Paris de permettre le maintien au pouvoir de la « junte » par son aide « inconditionnelle, politique, économique et militaire » et avait ordonné le départ de tous les étrangers en 1993.

APPEL SOLENNEL À QUITTER

La première réaction du gouvernement français a ainsi été d'appeler « solennellement » tous les Français à quitter l'Algérie, une injonction rituelle faite après tous les assassinats de Français en Algérie. Un degré supplémentaire a été franchi par les autorités françaises, qui ont demandé à tous ses ressortissants de quitter le pays, y compris aux religieux et sans faire référence aux habituelles « personnes dont la présence n'est pas indispensable ».

Quelque 8300 Français se trouvent en Algérie, pour la plupart des « pieds-noirs » âgés ou des religieux, cibles fa-

ciles pour les islamistes armés. En outre, plusieurs centaines de ressortissants français sont employés par des compagnies pétrolières dans le sud algérien. Trente-neuf Français, dont 14 religieux, ont été assassinés dans des attentats attribués aux groupes islamistes armés depuis septembre 1993.

La grande majorité des Français d'Algérie sont rentrés en France après l'attentat contre la résidence d'Ain Allah, en août 1994 à Alger, dans lequel cinq gendarmes et agents consulaires avaient été tués.

Après l'enlèvement des sept religieux dans leur monastère de Tibhirine, près de Médéa (sud-ouest d'Alger), Paris avait renoncé à monter une opération de commando pour récupé-

rer les moines, une telle mission apparaissant vite impossible, politiquement et techniquement, dans cette région montagneuse, fief des islamistes, où les caches sont très nombreuses.

En dépit de nombreuses rumeurs et après un silence de plusieurs semaines, le gouvernement français avait également affirmé ne mener aucune négociation avec le GIA, qui s'était adressé directement à M. Chirac pour proposer un échange de « prisonniers » entre les moines et des membres emprisonnés de l'organisation armée.

« Il n'y a pas eu de négociations d'aucune sorte. Il n'y a pas eu de tractation », a réitéré hier un porte-parole français. Paris en a ainsi été réduit à « faire confiance » aux autorités algériennes, en insistant néanmoins sur la « responsabilité » de celles-ci pour « assurer la sécurité » des sept religieux.

Secret de confessionnal trahi dans une prison US

Le Vatican réclame la destruction de l'enregistrement

VATICAN (AFP) — Le Vatican a déploré hier le fait qu'une confession ait été enregistrée dans la prison américaine de Lane County dans l'Oregon le 22 avril et demandé que l'enregistrement soit détruit.

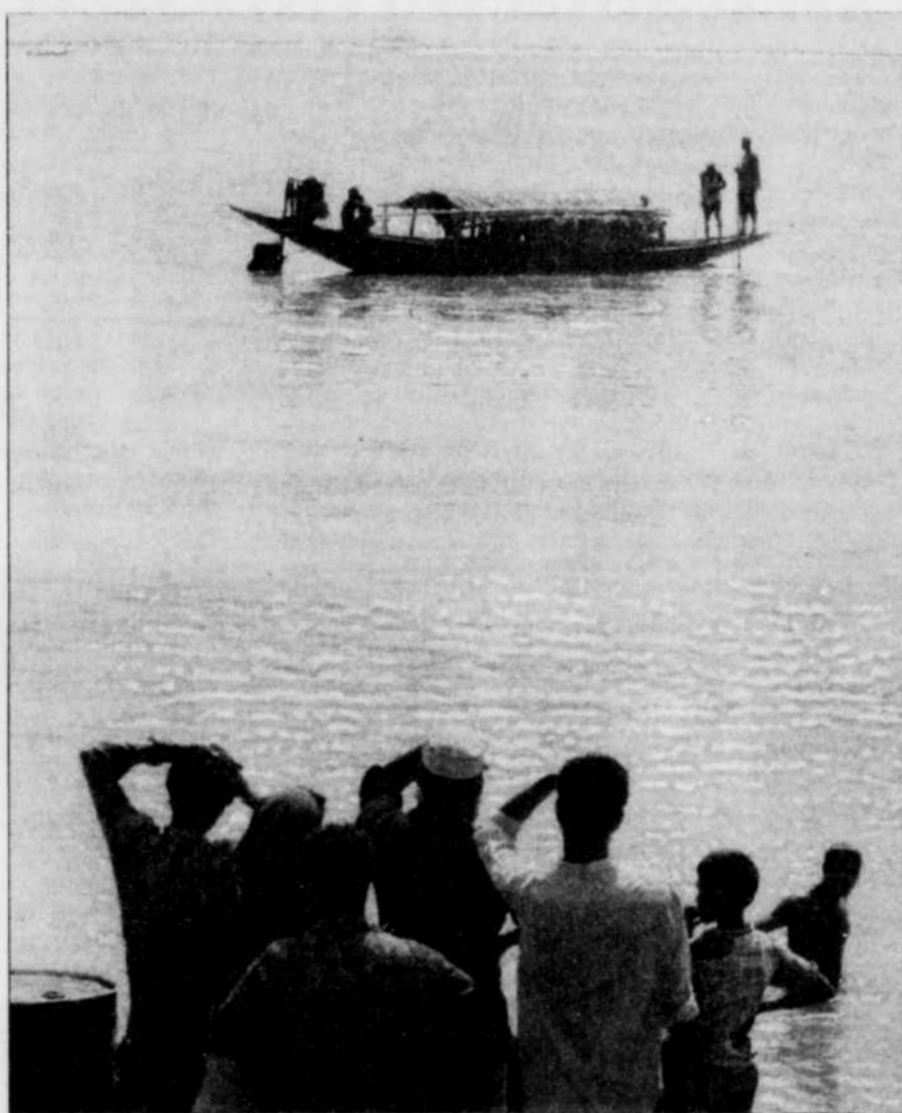
« Le Saint-Siège a appris avec profonds surprise et regret, a déclaré le porte-parole du Vatican, Joaquin Navarro-Valls, que le contenu d'une confession sacramentelle a été enregistré dans une prison de l'Oregon et qu'on a l'intention de l'utiliser comme preuve au cours d'un procès. »

Un juge avait décidé que l'on installe un magnétophone dans la cellule de Canan Wayne Hale, 20 ans purgeant une peine pour vol, responsable supposé d'un homicide, lors de sa confession.

Le Vatican a publié hier une lettre que le cardinal secrétaire d'État Angelo Sodano a remise à l'ambassadeur des États-Unis auprès du Saint-Siège, Raymond Flynn. Le prélat « déplore avec force » cette décision et considère comme « indigne et inacceptable que cet enregistrement puisse être utilisé ». Le cardinal rappelle que « l'excommunication est prévue pour les confesseurs qui trahissent le pénitent » et que tous ceux qui ont eu connaissance des péchés confessés sont « également tenus au secret ».

Il demande formellement que ce droit fondamental soit respecté, que l'enregistrement soit détruit et qu'à l'avenir, « l'intégrité du sacrement de la pénitence des prisonniers soit absolument garantie ».

Naufrage au Bengladesh



Des Bengalis scrutent anxieusement l'horizon dans l'espoir de connaître le sort des personnes disparues dans le naufrage du ferry Mobaraki, sur la rivière Jamuna, au Bengladesh, à la suite d'une collision avec un autre navire. 73 personnes ont pu être secourues pour l'instant. Plusieurs ont pu regagner le rivage à la nage. Les autorités locales affirment que quelque 160 personnes se trouvaient à bord. Aucun corps n'a pour l'instant été repêché. Par ailleurs, 158 corps avaient été retirés, hier, de l'épave du traversier Bukoba qui a coulé mardi dans le lac Victoria en Tanzanie; il pourrait rester des centaines de cadavres coincés dans le navire. « Nous pensons qu'il y a plus de 1000 corps à l'intérieur », a déclaré Salim Virani, coordonnateur des opérations de secours.

VACHE FOLLE

Londres va en appel pour faire annuler l'embargo européen

LONDRES (d'après AP et AFP) — Le gouvernement Major a avoué interjeté appel hier devant la cour européenne de justice, de Luxembourg, pour obtenir la levée de l'embargo européen sur ses produits bovins.

« Le gouvernement cherche toujours une solution négociée mais les progrès se sont révélés insuffisants. Il demande donc l'aide de la cour européenne », dit un communiqué. La décision de justice n'est pas attendue avant au moins un an.

Dans un article publié au *Figaro*, le ministre des Affaires étrangères Malcolm Rifkind avertit que Londres « ne plaisante plus » et fera tout pour faire lever l'embargo. Mais son gouvernement, a-t-il assuré, ne cherche pas à paralyser le fonctionnement de l'Union européenne même s'il montrait hier sa détermination à maintenir aussi longtemps qu'il faudra sa politique d'obstruction, tout en s'appuyant à envoyer des émissaires pour expliquer sa position à ses partenaires.

Londres va aussi se lancer dans une offensive diplomatique pour tenter de rallier ses partenaires, et sans doute aussi les rassurer devant l'avalanche de propos antieuropéens fusant actuellement en G.-B.

La semaine prochaine, de hauts responsables gouvernementaux seront dépêchés dans les capitales européennes, puis MM. Hogg et Rifkind prendront le relais après la réunion les 3 et 4 juin à Bruxelles des ministres de l'Agriculture de l'Union qui doivent se prononcer sur la levée de l'embargo concernant le suif, la gélatine et le sperme des bovins britanniques.

Les « eurosceptiques » conservateurs, poussent M. Major à durcir le ton, portés par un nationalisme entretenu par la presse populaire.

John Redwood, le plus célèbre d'entre eux pour avoir essayé de prendre la place de M. Major l'été dernier, s'en donne à cœur joie dans une tribune libre du *Times* intitulée « Comment utiliser le boeuf pour battre Kohl », le chancelier allemand.

Ces ultras « traînent le premier ministre derrière eux. Ils reniflent une vacance à la tête du parti l'an prochain (après les élections générales) et s'approprient à revendiquer la place », dénonce l'hebdomadaire du monde des affaires *The Economist*, jugeant la politique de M. Major « folle, mauvaise et dangereuse ».

« Le pari de M. Major est qu'en se battant pour la G.-B., il retrouvera sa popularité. Il pourrait même être assez fou pour convoquer des élections générales », écrit le journal.

L'opposition travailliste est bien consciente du danger et navigue avec la plus grande prudence, soucieuse de ne pas perdre la formidable avance sur les conservateurs.

Économiquement en tout cas, la crise coûtera cher à la G.-B.: 2,43 milliards de livres (3,6 milliards \$) entre 1996 et 1999, assure le gouvernement. Une somme dont l'UE devrait prendre en charge 25%.

Un fermier presque ruiné a eu une idée: les automobilistes longeant ses champs près de Birmingham pourront voir ses vaches, vêtues d'un manteau de plastique, décoré du logo d'une compagnie de marketing.

LES CLASSES VERTES
Leçon n° 35

1) Lancez la ligne.
2) Dormez.
3) Tournez la manivelle.
4) Mentez.

79\$ ch.

LEÇON N° 36: Siégez sans voter de nouveau budget. ARNT. Pateuil. Rotin naturel verni ou teinté bleu, vert ou brun doré, puis verni. 79\$ ch.

449\$
299\$ ch.

LEÇON N° 37: Protégez vos ardoises la nuit. Allumez une lampe de table. KANTILINA/SHUFFLE. Pied en osier et abat-jour en papier fait main. Prix courant 61,95\$ ch. Solde 44,95\$ ch.

479\$ **199\$ ch.**

LEÇON N° 40: Attendez que la mode revienne. Cachez vos vieux vêtements dans une commode double SYDVAST. Bois de résineux traité teinté rouge. Prix courant 479\$ ch. Solde 199\$ ch.

449\$
299\$ ch.

LEÇON N° 38: Préparez-vous pour les jours de pluie. Meuble audio-vidéo NATURA. Placage de pin teinté gris brun. 12 tablettes réglables. Portes pliantes. Pour télé de 79 cm (31"). Prix courant 449\$ ch. Solde 299\$ ch.

61,95\$
44,95\$ ch.

LEÇON N° 39: Laissez votre imagination voyager. PROPP. Avion. Bois non traité. Peut être peint ou teinté. Prix courant 61,95\$ ch. Solde 44,95\$ ch.

89\$
69\$ ch.

LEÇON N° 41: Prenez le dessus. Posez ce que vous voulez. ISKMO table à table à abat-jour. Panneau de particules revêtu décor et acier tubulaire laqué. Prix courant 89\$ ch. Solde 69\$ ch.

IKEA
Faites comme chez vous

Trêve lundi en Tchétchénie

STÉPHANE ORJOLLET
Agence France-Presse

MOSCOU — L'annonce d'une rencontre entre le président Boris Eltsine et le leader indépendantiste tchétchène Zelimkhan Iandarbiev représente un espoir pour la paix, mais constitue surtout un formidable coup d'accélérateur pour la campagne électorale du président russe.

Ces négociations constitueront le premier contact direct à ce niveau depuis le début du conflit en Tchétchénie il y a 17 mois.

Le président Eltsine et Zelimkhan Iandarbiev doivent proclamer un cessez-le-feu immédiat lors de leur rencontre à Moscou, en principe lundi, a annoncé le chef d'état-major indépendantiste Aslan Maskhadov.

Mais à moins d'un mois du premier tour de la présidentielle, de tels pourparlers permettront surtout au président-candidat de lever la principale hypothèque pesant sur sa campagne.

C'est un Boris Eltsine souriant qui annonçait jeudi soir que « la glace était rompue » avec les indépendantis-

tes. Le chef de l'État avait toujours refusé de rencontrer l'ancien leader séparatiste Djokhar Doudaïev, tué le 21 avril dans un raid aérien russe selon les indépendantistes.

Les concurrents du président Eltsine, au premier chef le communiste Guennadi Ziouganov, sont bien conscients du « coup » réussi par l'hôte du Kremlin, qui a en outre récemment pris la tête dans les sondages.

« Nous avons toujours souhaité une solution non violente au conflit tchétchène, mais je ne pense pas que la rencontre sera un succès », a relevé M. Ziouganov, estimant que les indépendantistes ne pourraient « faire confiance » à l'homme qui a déclenché la guerre.

TOURNANT POLITIQUE

En même temps qu'il marque un point sur les communistes, M. Eltsine satisfait les démocrates opposés à la guerre. Pour Sergueï Iouchenkov, député libéral, la rencontre annoncée constitue « un tournant politique à Moscou ».

« Bien sûr, c'est une décision liée à

l'élection, mais elle montre que le président écoute et veut tenir compte de la volonté de la majorité des électeurs », poursuit-il.

Restera le plus dur, les discussions elles-mêmes. S'il est peu probable que les séparatistes viennent à Moscou sans avoir reçu certaines assurances, rien n'a filtré sur la façon dont les protagonistes aborderont la cause centrale du conflit, la déclaration unilatérale d'indépendance tchétchène.

RECONNAISSANCE IMPLICITE

Mais l'invitation même du président Eltsine — qui affirmait jusqu'à présent que les indépendantistes étaient divisés et se prononçait en faveur de pourparlers avec les différents commandants militaires rebelles — vaut déjà une reconnaissance que les séparatistes ont une direction politique.

La pression électorale sur M. Eltsine sera l'arme principale des indépendantistes. « C'est le meilleur moment (pour les Tchétchènes) pour des pourparlers avec Moscou », relève l'analyste militaire de l'influent quotidien *Sevostnia*, Pavel Felgenhauer.

Le voyage de M. Iandarbiev a cependant fait l'objet d'un débat interne, ainsi que l'ont confirmé des responsables indépendantistes.

DÉBAT INTERNE

Aslambek Ismailov, désigné commandant militaire de la capitale tchétchène Grozny par le général Doudaïev, s'était prononcé contre. « Eltsine veut des pourparlers jusqu'à la présidentielle, et pas plus tard, après la guerre reprendra », a-t-il estimé.

« La visite de Iandarbiev va aider Eltsine à être réélu. J'ai essayé de dire qu'il fallait tout faire pour qu'il ne soit pas réélu, mais le commandement en a décidé autrement. »

Aslambek Abdoukhadjiev, commissaire militaire des régions de Chali et Veden (sud), reconnaissait que « cela va servir Eltsine ». « Mais c'est peut-être aussi un début de reconnaissance, qui permettra peut-être d'écarter (Dokou) Zavgaïev », le leader tchétchène pro-russe installé par Moscou.

M. Zavgaïev a reconnu pour sa part avoir été tenu à l'écart de la préparation de la rencontre.

EN BREF

AFGHANISTAN

Paix entre clans islamistes

Le président Burhanuddin Rabbani et le chef intégriste Gulbuddin Hekmatyar ont signé hier un accord de paix, a annoncé Radio Kaboul captée à Islamabad, qui prévoit la mise en place d'un « réel gouvernement islamique » en Afghanistan. L'alliance entre ces factions, en guerre depuis la chute du communisme en 1992, a été révélée le 13 mai. L'avancée des « taliban », qui ont pris presque tout le sud du pays en deux ans, contraint les deux factions à se rapprocher malgré la méfiance entre leurs dirigeants. MM. Rabbani et Hekmatyar sont nés de la même mouvance islamique qui combattait les communistes à l'université de Kaboul à la fin des années 60, avant que M. Hekmatyar se sépare de la matrice commune, le Jamiat-Islami, et fonde sa propre faction, le Hezb-i-Islami, tant pour des raisons d'ambition personnelle que par divergence tactique. (AFP)

CONCOURS

Cet été, ça va Sonner!

DU 13 MAI AU 13 JUIN, VOUS POURRIEZ RECEVOIR UN DES 1 700 APPELS GAGNANTS...

1
Voyage pour deux personnes au Grand Prix du Portugal de Formule 1

(18 au 25 septembre 1996) Valeur approx.: 6 200 \$

350
Paires de billets* pour assister à la finale du Grand Prix Molson du Canada à Montréal

(16 juin 1996) Valeur approx.: 170 \$ ch.

350
Paires de billets* pour assister aux séances de qualifications du Grand Prix Molson du Canada à Montréal

(14 et 15 juin 1996) Valeur approx.: 220 \$ ch.

1000
Prix* de 100 minutes de temps d'antenne gratuit

Valeur approx.: 95 \$ ch.

* Environ 53 prix par jour attribués au hasard parmi l'ensemble de ces prix. Le grand prix sera attribué le 18 juin parmi les gagnants des autres prix. Pour gagner, les participants devront répondre correctement à une question d'ordre mathématique.

Admissibilité: abonnés Bell Mobilité, résidents du Québec. Prix non transférables. Règlements officiels disponibles en magasin.

COMMENT PARTICIPER :
Tous les abonnés de Bell Mobilité sont admissibles. Soyez à l'écoute de votre téléphone cellulaire du 13 mai au 13 juin 1996 entre 9 h et 20 h. Vous n'êtes pas un client de Bell Mobilité? Abonnez-vous dès maintenant et vous serez automatiquement inscrit au concours.

ABONNEZ-VOUS!
Profitez de cette offre exceptionnelle



Une économie de 260 \$

En vigueur pour la 1^{re} année d'un contrat de 36 mois.

Renseignez-vous auprès de votre dépositaire Bell Mobilité.

Bell Mobilité

DÉPOSITAIRES Bell Mobilité

CENTRES DE COMMUNICATION PERSONNELLE

Québec

Centre Cellulaire Charest
Tél.: (418) 687-2121

Les Galeries de la Capitale
Tél.: (418) 627-8962

Ste-Foy

La CelluBoutique
Tél.: (418) 650-1000

Cellulaire 1

Tél.: (418) 659-3400

CENTRES CELLULAIRE PLUS

Chicoutimi

Cellulaire Chic enr.
Tél.: (418) 696-0506

Place du Royaume
Tél.: (418) 690-9766

Québec
Radio d'auto de Québec inc.
Tél.: (418) 871-7776

AGENTS AUTORISÉS

Beauport

Inter Cellulaire enr.
Tél.: (418) 660-9909

Charlesbourg

Télé-Dynamique inc.
Tél.: (418) 623-3404

Chicoutimi

Communication Proplus
Tél.: (418) 690-9300

Lévis

Cell Pro (Div. Centre Automod)
Tél.: (418) 838-2355

Le Monde sans Fil
Tél.: (418) 833-5344

Québec

Arneublements Tanguay inc.
Tél.: (418) 847-4411

C.B.C.I. Télécom inc.
Tél.: (418) 626-2773

La Clef de Sol inc.
Tél.: (418) 627-0840

Le Maître du Cellulaire
Tél.: (418) 682-5553

Rivière-du-Loup

La CelluBoutique
Tél.: (418) 808-8888

Robertsonville

Le Pro du CB inc.
Tél.: (418) 338-3440

St-Romuald

Novicom 2000
Tél.: (418) 839-6081



FUTURE SHOP

STEREO

STEREO

Trois ex-chefs communistes condamnés à mort à Tirana

L'Albanie crée un précédent à la veille des élections législatives

BRISEIDA MEMA
Agence France Presse

TIRANA — Le pouvoir albanais a mis dans l'embarras hier, à deux jours des élections législatives, ses principaux rivaux, les ex-communistes du Parti socialiste (PS), avec la condamnation à mort de trois ex-dirigeants communistes.

Zylyftar Ramizi, Aranit Cela et Rrapi Mino, respectivement vice-ministre de l'Intérieur, président de la Cour suprême et procureur général à l'époque d'Enver Hoxha et de Ramiz Alia, ont été condamnés à mort hier à Tirana.

Deux autres ex-dirigeants, Manush Myftiu et Haxhi Lleshi, ont été condamnés à la réclusion à perpétuité.

L'Albanie, gouvernée depuis 1992 par Sali Berisha, son 1er président non communiste, devient ainsi le 1er pays ex-communiste à imposer des peines de mort contre d'anciens dirigeants.

Le verdict a coïncidé avec l'ouverture à Tirana d'une exposition sur le « génocide » perpétré entre 1944 et 1992 par les régimes d'Enver Hoxha et Ramiz Alia.

Prévue d'abord pour 11h, la lecture du verdict a été repoussée d'une heure et s'est déroulée en même temps que l'inauguration de l'exposition.

Des observateurs à Tirana voient dans ces deux événements une manœuvre du président albanais pour mobiliser en sa faveur les voix des électeurs qui, à deux jours du scrutin, hésitent manifestement encore entre son Parti démocratique (PD) et le Parti socialiste (PS).

Des sondages faisaient état ces derniers jours de plus de 50% d'indécis parmi les quelque 2,2 millions d'électeurs.

« Le verdict d'aujourd'hui (vendredi) a un caractère purement politique, dont le but est d'influencer les résultats du vote de dimanche », a déclaré à la presse Me Nasip Naço, l'avocat de Zylyftar Ramizi.

Ce point de vue est partagé par l'un des intellectuels les plus connus d'Albanie, l'économiste Gramoz Pashko, en dissidence avec le PD de Sali Berisha depuis 1993.

Ces condamnations sont une façon d'« intimider une partie de l'électorat », a-t-il dit, exprimant sa conviction qu'au lendemain des élections « il y aura sûrement des mesures de grâce ».

Le président Berisha, tout au long de la campagne, a joué la carte de l'anticommunisme, agitant le spectre d'un retour en arrière avec une éventuelle victoire des ex-communistes.

Dans les milieux proches du PD, on se félicitait du verdict d'hier, qui « marque la mort définitive du communisme en Albanie », durant lequel 400 000 personnes ont été internées, certaines pendant 28 ans. 6 000 d'entre elles ont été exécutées, dont 89 femmes.

L'Albanie était à cette époque un véritable « camp de travail », selon les termes de l'écrivain Ismail Kadaré, où toute velléité de dissidence était durement réprimée par le pouvoir.

La condamnation de trois anciens responsables communistes a été accueillie avec surprise dans le camp socialiste, qui n'exclut pas qu'elle ait des effets contraires à ceux escomptés par le pouvoir.

Ces condamnations interviennent alors que Tirana s'était engagée à abolir la peine de mort lors de son admission au Conseil de l'Europe l'an dernier.

La Turquie en crise

La coalition de droite éclate

HERVÉ COUTURIER
Agence France-Presse

ANKARA — La Turquie est replongée hier soir dans la crise gouvernementale après le retrait, annoncé hier par Mme Tansu Ciller, de son parti de la coalition formée avec le premier ministre Mesut Yilmaz.

Cette décision, annoncée à l'issue d'une réunion du comité directeur du parti de la Juste Voie (DYP) de Mme Ciller, signifie que M. Yilmaz devra démissionner s'il ne veut pas s'exposer à une motion de censure au parlement.

Cette coalition entre le DYP et le parti de la Mère Patrie (ANAP) de M. Yilmaz était minoritaire et en proie à de profondes dissensions entre les deux partenaires, rivaux traditionnels pour le leadership de la droite turque.

Elle avait été mise sur pied à grand peine, il y a moins de trois mois, à l'issue d'une crise qui durait depuis le 20 septembre dernier et provoqué des élections législatives le 24 décembre, remportées d'une courte tête par le parti islamiste de la Prospérité (Refah) mais produit un parlement morcelé, aucun parti ne s'approchant de la majorité absolue de 276 sièges sur 550.

Le Refah est le premier parti du pays avec 158 députés, devant le DYP (134), l'ANAP (126), le parti de la Gauche démocratique (DSP) de M. Bulent Ecevit (75) et le parti Républicain du Peuple (CHP, social-démocrate) de M. Deniz Baykal (49). Une petit parti islamiste-nationaliste compte 7 sièges et il y a un non-inscrit.

TRACTATIONS BYZANTINES

Au bout de 70 jours de tractations, la coalition a été mise sur pied entre l'ANAP et le DYP, avec le soutien conditionnel au parlement du DSP. Une telle formule, encouragée en sous-main par

les militaires, gardiens traditionnels de la laïcité, avait pour but principal d'éviter l'accession des islamistes au pouvoir.

Mais dès sa mise en place, l'inimitié profonde entre Mme Ciller et M. Yilmaz a refait surface. Ce dernier ayant soutenu les attaques incessantes du Refah contre Mme Ciller, accusée de corruption lorsqu'elle était au pouvoir et menacée de la Haute cour, est soupçonné par le DYP de vouloir empêcher sa partenaire de redevenir premier ministre le 1er janvier prochain comme prévu.

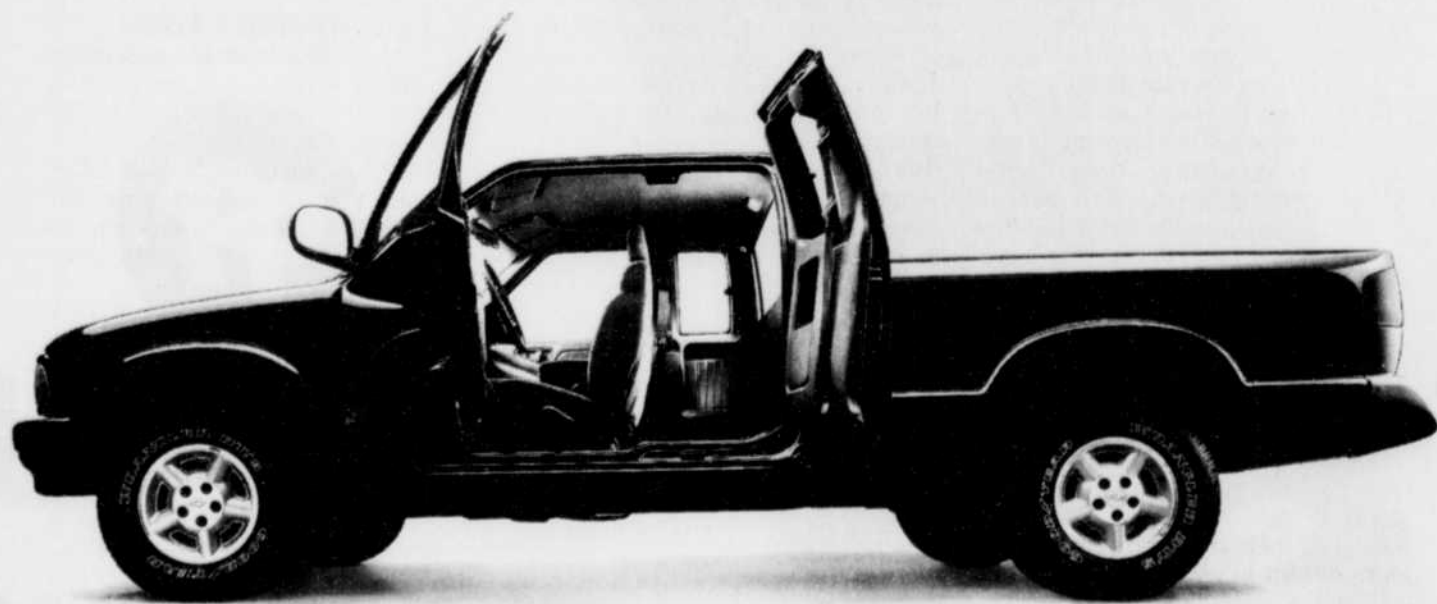
Mme Ciller a souligné plusieurs fois hier son désir d'œuvrer à « la constitution d'un gouvernement majoritaire dans les plus brefs délais ». On lui prête l'intention d'obtenir une modification de la coalition en y faisant entrer son ancien partenaire quand elle était premier ministre, le CHP de M. Baykal. Ce serait aussi le souhait de M. Baykal. Reste à voir si M. Yilmaz est d'accord.

S'il l'est, il peut remettre son mandat au président Suleyman Demirel et lui indiquer qu'il est prêt à former une nouvelle coalition, cette fois à trois (ANAP-DYP-CHP), sûre d'obtenir la confiance de l'assemblée, avec plus de 300 voix. Ceci incitera sans doute M. Demirel à lui confier de nouveau la tâche de former une coalition.

Mais si M. Yilmaz refuse l'entrée du CHP, il n'aura guère d'autre choix que de remettre son mandat à M. Demirel, sans en attendre un nouveau. À moins qu'il ne propose de nouveau de s'allier avec le Refah, ce qu'il avait déjà fait en février. Mais que diront les militaires ?

M. Demirel peut aussi reprendre le mandat de M. Yilmaz et le donner à quelqu'un d'autre. Il serait ainsi tenu de se tourner vers M. Necmettin Erbakan, le chef du Refah, premier parti au parlement. C'est ce qu'il avait fait en janvier, juste après les élections mais M. Erbakan n'avait pu trouver de partenaire.

SI VOUS
VOULEZ PLUS
D'ACCESSIBILITÉ,
D'ESPACE ET
DE CONFORT,
ON VOUS
MONTRE RA
LA PORTE.



LE S10 DE CHEVROLET EST LE SEUL PICK-UP ÉQUIPÉ D'UNE TROISIÈME PORTE CÔTÉ CONDUCTEUR.

L'ajout d'une troisième porte à la cabine de nos pick-up, les rend plus accessibles, plus pratiques et plus confortables que jamais. Fini les contorsions pour accéder à l'arrière de la cabine. Fini les tours de

reins pour sortir le matériel. Et quand vous saurez qu'en plus les camions Chevrolet sont les plus robustes et fiables qui soient, vous prendrez la porte sans aucune hésitation.

LE S10 DE CHEVROLET



CONNU POUR EN PRENDRE. RECONNU POUR EN DONNER.

Pour plus d'information, composez sans frais le 1 800 463-7483.

VOLONTÉ ET DESTIN

Chaque situation actuelle est souvent le résultat des années antérieures. Changeons nos habitudes et demain sera meilleur qu'aujourd'hui. Développer avec notre aide votre propre entreprise... Sans investissement majeur.

GÉANT JAPONAIS
s'implante au Québec
Produits de haute technologie
Message 24 heures 418-839-1626



Association des intervenants en programmes d'aide aux employés du Québec inc.

Association des intervenants en programme d'aide aux employés du Québec inc.

COLLOQUE
« La dimension humaine dans l'évolution actuelle du monde du travail »
et
Assemblée générale annuelle

Date: Le vendredi 31 mai 1996
Heure: 9h pour les membres participants à l'assemblée générale
10h pour les non-membres
Lieu: Le Montmartre canadien
Salle Alizon
1669, chemin Saint-Louis, Sillery (Québec)
Coût: 65\$ pour les membres
125\$ pour les non-membres
Demi-tarif pour les étudiants
Les frais incluent le repas du midi
Pour réservation: (418) 849-9419
...Pour y voir plus clair

APGP
Association des professionnels en gestion philanthropique

RENCONTRE-INTERNET
Organisée par l'APGP (Québec)
Sujet: La technophilanthropie: l'Internet, un nouvel outil à votre service

Conférencier:
Monsieur Guy Berthiaume
Vice-président
et directeur général
Fondation de l'UQAM

Date: Le mercredi 5 juin 1996
Heure: 17 h à 19 h
Lieu: Théâtre Périscope
939, av. De Salaberry
Québec

Coût: 20\$ (membre)
30\$ (non-membre)
Un léger goûter sera servi.
Information et réservation:
secrétariat de l'APGP
Tél.: 651-9684 ou téléc.: 651-9684

Ordre des ingénieurs du Québec
Régionale de Québec et Chaudière-Appalaches

MIDI CONFÉRENCE
LE RÔLE
DES DIRECTIONS RÉGIONALES
DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA FAUNE

Conférenciers:
M. JEAN-MARIE BOUCHER
Directeur régional
Chaudière-Appalaches
M. JACQUES RIVARD
Directeur régional
Québec

Date: Jeudi 30 mai 1996
Heure: 11h45 à 13h15
Lieu: Restaurant Le Galopin
3135, chemin Saint-Louis
(près des ponts)

Coût: 21\$
Réservation: Tél.: 650-6610
Télécopieur: 650-4498
Chèque à l'ordre: O.I.Q. Régionale de Québec et Chaudière-Appalaches

DOSSIERS

L'affaire Bertrand

Une onde sur l'étang constitutionnel

■ QUÉBEC— Comme un gamin qui lance un caillou dans l'eau, l'avocat Guy Bertrand a déclenché une onde sur l'étang constitutionnel, une onde amplifiée par la présence à ses côtés du gouvernement fédéral.



Donald Charette

O n mesure mal pour l'instant toute la portée politique et juridique de cette cause qui va reprendre en juin sur, rien de moins, que la validité de la constitution canadienne. Ce qui ressemblait à la croisade solitaire d'un avocat un peu excentrique contre ce qu'il a vénéré jadis est devenu un événement majeur qui bouscule les agendas politiques.

L'appui d'Ottawa à Guy Bertrand a tout précipité. À qui profite l'affaire Guy Bertrand?

□ D'abord aux avocats versés dans le domaine constitutionnel qui viennent de reprendre du service

□ Au Parti libéral de Jean Chrétien qui peut s'en servir pour remonter sa cote au Canada anglais amochée par l'affaire de la TPS en laissant croire que, la prochaine fois, il sera maître du jeu

□ Au Bloc québécois qui peut se scandaliser quotidiennement à la Chambre des communes

□ Sans doute au premier ministre Lucien Bouchard et à son gouvernement qui peut élargir davantage sa base politique. Par contre le premier ministre indiquait lui-même cette semaine qu'il aurait préféré se consacrer à un « espace de sérénité » et se consacrer aux problèmes du Québec avant de relancer la guérilla constitutionnelle

□ À Guy Bertrand qui jouit d'une couverture médiatique d'un océan à l'autre.

Dans plusieurs cas il s'agit de gains politiques à court terme qui peuvent s'évanouir dans quelques mois, dépendant des décisions du juge Robert Pidgeon ou d'autres niveaux de cour.

Il est clair par contre que le Parti libéral de Daniel Johnson est défavorisé par ce conflit, coincé entre les tenants du Plan B fédéral et les souverainistes québécois. Il n'y a pas beaucoup de place pour le fédéralisme renouvelé dans le paysage politique.

Les libéraux du Québec ont fait éclater cette semaine un des rares consensus québécois en votant en bloc contre la motion du gouvernement sur le droit à l'autodétermination du Québec. On peut comprendre la réticence de l'opposition à jouer le jeu des souverainistes

Les libéraux du Québec ont fait éclater un des rares consensus québécois en votant contre la motion du gouvernement sur le droit à l'autodétermination

mais, comme le rappelle le sénateur Jean-Claude Rivest, « il y a des principes de base » en politique. Quand on demande au député libéral de Châteauguay, Jean-Marc Fournier, qui profite de l'affaire Bertrand, il affirme clairement « ça perpétue les chicanes Chrétien-Bouchard devant la cour. Pour Lucien Bouchard c'est du bonbon, c'est une manœuvre de diversion. Quant au premier ministre Chrétien il doit considérer que le Plan B, car malheureusement nous sommes dans le Plan B, c'est-à-dire le durcissement, ça peut l'aider ».

M. Fournier déplore vivement que personne ne tente de redéfinir ce que serait un nouveau partage des pouvoirs pour donner suite au référendum du 30 octobre. « Moi j'ai tendance à croire que le référendum a eu lieu et on a gagné. Cette querelle nous fait faire des pas en arrière. Il faudrait que les deux gouvernements se ressaisissent ». Mais il donne l'impression de crier dans le désert.

UNE LIGNE MAGINOT

Jean-Claude Rivest, qui a longtemps conseillé Robert Bourassa, et qui siège au Sénat à Ottawa trouve que l'intrusion fédérale dans l'affaire Bertrand est « totalement irresponsable ».

« L'accession à la souveraineté n'est pas une question juridique. Ce ne sont pas des arguties d'avocats qui vont décider de l'avenir du Québec. Depuis le référendum, Ottawa s'obstine à maintenir le Plan B au lieu de s'occuper des gens qui ont voté NON. L'appui à la cause Bertrand a la même efficacité que la ligne Maginot (une ligne de défense bâ-

tie par les Français lors de la dernière guerre pour stopper l'invasion allemande) ça fait illusion ».

M. Rivest en impute la faute au premier ministre Chrétien qui « tient les mêmes discours que dans les années 70 » face au Québec mais « qui risque de frapper un mur la prochaine fois ».

« Ottawa n'aurait jamais dû cautionner Guy Bertrand. Chrétien continue de créer l'illusion au Canada que l'affaire est réglée. Chrétien a fait sa campagne au leadership, puis lancé son livre rouge, en affirmant qu'il ne parlerait pas de constitution. Le 30 octobre, le Canada s'est senti trompé. Ottawa aurait dû laisser aller Bertrand, c'est un manque de perspective ».

L'ex-conseiller politique note néanmoins que le gouvernement canadien améliore sa position de négociation face au Québec sur deux aspects précis dans cette cause. Outre les conséquences économiques (partage de la dette, union monétaire...) il démontre l'existence de difficultés sociales provenant de 25 à 30% de citoyens qui vont vouloir demeurer Canadiens si une majorité de Québécois choisissent l'indépendance et « qui vont se défendre ».

À ce chapitre, il améliore sa base juridique d'intervention, dit-il.

Par ailleurs, sur le plan du droit international, Ottawa est en train de démontrer que l'ordre juridique ne sera pas établi immédiatement ce qui pourrait retarder la reconnaissance rapide du Québec par certains pays. Jean-Marc Fournier parle d'un « passage obligé dans l'illégalité » pour devenir souverain.

M. Rivest comprend bien que ce faisant Ottawa renforce sa position de négociation mais le seul hic, souligne-t-il, c'est qu'il fonctionne dans la logique d'une victoire des souverainistes.

OTTAWA SE CACHE DERRIÈRE BERTRAND

Dans l'entourage du premier ministre Bouchard on hésite à commenter l'affaire Bertrand préférant laisser les avocats faire les analyses. Il faut rappeler qu'elle doit reprendre en juin et qu'on évite de spéculer sur le sort réservé à la requête en irrecevabilité du Québec.

Réal Forest, l'un des avocats du Québec, ne se gêne pas pour dire que le gouvernement canadien « se cache derrière Guy Bertrand parce qu'il ne veut pas prendre la responsabilité politique d'intervenir directement ».

En fait le Procureur du Canada aurait très bien pu s'adresser directement à la Cour suprême par un renvoi pour obtenir réponse à ses questions plutôt que soutenir l'avocat de Québec.

Il rappelle incidemment que l'implication fédérale dans le processus référendaire québécois a débuté en septembre alors que le gouvernement canadien est intervenu dans une autre cause, toujours devant la cour supérieure, soit celle initiée par Stephen Scott et d'autres partitionnistes, cause recoupant nombre d'arguments de M. Bertrand.



Pour M. Forest toute cette affaire est nettement politique et c'est dans cette arène qu'elle devrait se régler.

C'est le résultat du référendum, il en est convaincu, qui a poussé le gouvernement central à prendre parti cette fois-ci alors qu'il avait laissé passer la cause devant le juge Lesage l'été dernier.

Quant à la suite des choses, il doute que le juge Pidgeon accorde une injonction interdisant un référendum car « ce serait un précédent dans toute l'histoire de l'Empire britannique car une Assemblée législative a les privilèges nécessaires pour exercer ses fonctions, c'est un principe de niveau constitutionnel... si un juge en venait à une telle conclusion il provoquerait un « clash » entre le judiciaire et le législatif ».

UNE BOMBE À RETARDEMENT

Une petite bombe a éclaté la semaine dernière au palais de justice quand Québec a plaidé que la constitution de 1982 était inopérante car sa version

française n'a jamais été adoptée plus de 15 ans après lui avoir été imposée.

Québec est convaincu d'avoir déterré un argument juridique de taille. Au ministère fédéral de la Justice, on a immédiatement rétorqué que les versions françaises existent et qu'il sera aisé de les faire approuver.

Réal Forest, un expert en la matière puisqu'il défendait les intérêts du Québec quand le Manitoba été contraint, en 1985 à, traduire toutes ses lois, diverge radicalement d'opinion.

Selon lui la constitution de 1982 obligeait (article 55) la Chambre des communes le Sénat ainsi que les provinces à adopter la version française, et ce, de façon urgente.

« La constitution de 1982 était fondée sur la dualité linguistique. Elle a imposé au Québec des dispositions sur la langue d'enseignement et elle contrait la loi 101. La version française doit être non seulement déposée mais adoptée par les deux Chambres et toutes les législatures des provinces. Ce serait un peu fort le café que ça marche juste dans un sens, qu'on puisse imposer des obligations au Québec seulement ».

De plus, ce processus devrait, dit-il, se plier aux 5 vetos régionaux institués par Ottawa dans la foulée référendaire.

Des textes d'agences, datant de 1990, mentionnent incidemment que la version française de la constitution est presque complétée et que la ministre fédérale de la Justice Kim Campbell veut les faire ratifier le plus tôt possible. Il y a six ans de cela.

Selon M. Forest, il est évident que le ministre de la Justice de 1982, Jean Chrétien, n'a pas voulu lancer cette opération. « Il aurait peut-être été embarrassant politiquement que des provinces refusent de passer la version française », plaide-t-il, ajoutant « Vous vous souvenez de Meech ? »

Un Meech multiplié par 10. Le petit caillou de Guy Bertrand continue de faire des ronds dans l'eau.

À qui profite l'affaire Guy Bertrand? Aux avocats du domaine constitutionnel, au Parti libéral du Canada, au Bloc québécois, sans doute à Lucien Bouchard et à son gouvernement, ainsi qu'à Guy Bertrand lui-même.



« Cette querelle nous fait faire des pas en arrière. Il faudrait que les deux gouvernements se ressaisissent », dit Jean-Marc Fournier du PLQ.



Le gouvernement canadien « se cache derrière Guy Bertrand parce qu'il ne veut pas prendre la responsabilité politique d'intervenir directement », affirme Réal Forest, avocat du Québec.



Johnson est défavorisé par l'affaire Bertrand, coincé entre les tenants du Plan B fédéral et les souverainistes québécois.



On peut comprendre la réticence de l'opposition à jouer le jeu des souverainistes mais, comme le rappelle le sénateur Jean-Claude Rivest, « il y a des principes de base » en politique.



Dans l'affaire Bertrand, Lucien Bouchard et Jean Chrétien trouvent tous les deux profit à s'affronter.

DOSSIERS

SONDAGE SOM-LE SOLEIL

Tout baigne dans l'huile pour le PQ



Vincent Marissal

■ QUÉBEC — Près de quatre mois après son arrivée au pouvoir, l'effet Lucien Bouchard se poursuit: le Parti québécois recueille 55% des intentions de vote et son option l'emporterait haut la main dans un référendum sur la souveraineté.

Après répartition proportionnelle des 16% d'indécis, le Parti québécois aurait été reporté au pouvoir la semaine dernière par une forte majorité de 55% contre 32% pour les libéraux de Daniel Johnson, révèle un sondage SOM-LE SOLEIL.

Tout baigne dans l'huile pour le gouvernement Bouchard, qui n'a pas été affecté par les réactions suivant le dépôt de son premier budget. Sur le front constitutionnel, la chicane juridique Québec-Ottawa dans l'affaire Bertrand semble avoir servi la cause souverainiste.

À la question: « Accordez-vous au gouvernement du Québec le mandat de faire la souveraineté du Québec et de proposer en même temps au reste du Canada de conclure une entente de partenariat économique et politique? », 52% des Québécois répondent OUI, 36% NON et 12% se disent indécis ou ne veulent répondre.

En accordant les trois quarts des indécis au NON, comme ce fut effectivement le cas le 30 octobre, le résultat serait de 55% en faveur de la souveraineté. L'appui à l'option souverainiste atteint également un plateau inégalé chez les francophones, dont 69% voteraient OUI.

Considérant les scores obtenus dans les intentions de vote à une élection générale, le Parti libéral du Québec peut se compter chanceux que Lucien Bouchard n'ait pas donné suite à sa menace d'appeler les Québécois aux urnes.

Avec un appui total de 55%, le gouvernement Bouchard conserverait le pouvoir en recueillant 11% de plus que ne l'avait fait le Parti québécois de Jacques Parizeau en septembre 1994.

Chez les francophones, l'appui au PQ est de 64%, contre 23% pour le PLQ et de 10% pour l'ADQ. Dans l'ensemble de la population, le parti de Mario Dumont stagne autour de 8%, un résultat qui se situe même en-deçà du pourcentage obtenu par son candidat dans la partielle de La Prairie.

L'ADQ représente toujours un intérêt non négligeable pour le PQ, puisque le sondage indique aussi que 60% de ses électeurs sont en faveur de la souveraineté du Québec.

S'il est populaire, Lucien Bouchard demeure certainement ambigu pour bien des Québécois quant à ses objectifs politiques.

En effet, 46% des Québécois croient que le premier ministre pourrait accepter de conclure une entente avec le reste du Canada sur le renouvellement du fédéralisme. Au contraire, 37% estiment impossible cette hypothèse.

Curieusement, 54% des électeurs du PQ et 53% de ceux du Bloc québécois pensent que M. Bouchard accepterait un pacte avec le reste du Canada.

Quant aux souverainistes convaincus, Lucien Bouchard ne semble pas représenter à leurs yeux le pur et dur de l'option. Plus de la moitié des Québécois qui se prononcent pour le OUI estiment que M. Bouchard accepterait un nouvel accord avec le reste du Canada dans le but de renouveler le fédéralisme.

L'OPINION DES FÉDÉRALISTES

LES PORTE-PAROLE LES PLUS CRÉDIBLES ?
Globalement, selon vous, dans un référendum entre les partisans du OUI à la souveraineté du Québec et les partisans du NON, lequel des deux groupes dispose des porte-parole les plus crédibles ?

Ensemble des fédéralistes				
oui	non	Les deux	Aucun des deux	NSP*
23	37	9	17	14

Fédéralistes Francophones				
oui	non	Les deux	Aucun des deux	NSP*
27	29	11	17	16

Non francophones				
oui	non	Les deux	Aucun des deux	NSP*
16	49	6	18	11

LA MEILLEURE PERSONNE ?
Selon vous, parmi les personnes suivantes, quelle est la meilleure pour réussir à convaincre les Québécois de demeurer au sein du Canada et de ne pas choisir la souveraineté ?

Jean Charest	36
Jean Chrétien	13
Pierre Trudeau	10
Aucune d'elles	9
Daniel Johnson	9
Robert Bourassa	6
Paul Martin	5
Sheila Copps	4
Autre	1
NSP/NRP*	7

*Ne sait pas / ne répond pas

LA MEILLEURE PERSONNE POUR DÉFENDRE LE FÉDÉRALISME ?

Sur une échelle de 0 à 10 où 0 représente une efficacité nulle et 10 le maximum d'efficacité, quelle note accordez-vous à chacune des personnes suivantes pour défendre le fédéralisme canadien ?

Jean Charest	Ensemble des fédéralistes	6,56
	Francophones	6,31
	Non-francophones	6,97

Jean Chrétien	Ensemble des fédéralistes	5,64
	Francophones	5,15
	Non-francophones	6,43

Daniel Johnson	Ensemble des fédéralistes	5,40
	Francophones	5,25
	Non-francophones	5,65

Paul Martin	Ensemble des fédéralistes	5,18
	Francophones	5,09
	Non-francophones	5,33

Robert Bourassa	Ensemble des fédéralistes	5,10
	Francophones	5,17
	Non-francophones	5,00

Pierre Trudeau	Ensemble des fédéralistes	5,01
	Francophones	4,13
	Non-francophones	6,45

Sheila Copps	Ensemble des fédéralistes	4,69
	Francophones	4,59
	Non-francophones	4,84

*Ne sait pas / ne répond pas

L'INTENTION DE VOTE A UN REFERENDUM

Accorderiez-vous au gouvernement du Québec le mandat de faire la souveraineté du Québec et de proposer en même temps au reste du Canada de conclure une entente de partenariat économique et politique ?

OUI 52 % NON 36 % NSP* 12 %

RÉPARTITION SELON LA LANGUE MATERNELLE

	OUI	NON	NSP*
Francophones	61	27	12
Anglophones / autres	17	71	12

RÉPARTITION SELON LES INTENTIONS DE VOTE PROVINCIAL

	OUI	NON	NSP*
PQ	88	9	3
PLQ	17	79	4
ADQ	60	39	1
Parti Égalité	34	66	0
Autre	30	51	19
Ne voterait pas	25	36	39
NSP/ NRP*	23	32	45

RÉPARTITION SELON LES INTENTIONS DE VOTE AU FÉDÉRAL

	OUI	NON	NSP*
Bloc Qué.	89	8	3
PL	23	73	4
PC	41	54	5
P. réformiste	29	67	4
NPD	40	59	1
Autre	43	34	23
Ne voterait pas	50	24	26
NSP/ NRP	26	29	45

*Ne sait pas / ne répond pas

INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

AVENIR PRÉVISIBLE DU QUÉBEC

LE QUÉBEC SOUVERAIN DANS LES 5 PROCHAINES ANNÉES ?

Sans tenir compte de votre préférence personnelle sur cette question, croyez-vous que les Québécois vont voter majoritairement pour faire la souveraineté du Québec d'ici les cinq prochaines années ?

	Oui	Non	NSP*	Refus
Ensemble	45	41	13	1

Selon l'intention de vote au référendum

	Oui	Non	NSP*	Refus
Oui	64	27	9	—
Non	24	67	9	—
NSP/NRP*	23	26	44	7

UNE ENTENTE SUR LE RENOUVELLEMENT ?

Toujours sans tenir compte de votre préférence personnelle sur cette question, croyez-vous qu'une entente sur le renouvellement du régime fédéral canadien pourra être conclue à la satisfaction du Québec et du reste du Canada d'ici les cinq prochaines années ?

	Oui	Non	NSP*	Refus
Ensemble	35	48	16	1

Selon l'intention de vote au référendum

	Oui	Non	NSP*	Refus
Oui	33	56	11	—
Non	42	45	13	—
NSP/NRP*	25	20	49	6

ENTENTE ACCEPTÉE PAR BOUCHARD POUR RENOUVELER LE CANADA ?

Personnellement, croyez-vous que Lucien Bouchard pourrait accepter de conclure une entente avec le reste du Canada sur le renouvellement du régime fédéral canadien ?

	Oui	Non	NSP
Ensemble	46	37	17

Intention de vote provincial			
	Oui	Non	NSP
PQ	54	34	12
PLQ	42	48	10
ADQ	54	37	9

Selon l'intention de vote au référendum			
	Oui	Non	NSP
Oui	53	35	12
Non	44	44	12

*Ne sait pas / ne répond pas

INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

Le PLC s'essouffle

■ QUÉBEC — Le Parti libéral de Jean Chrétien s'essouffle au Québec, où il n'aurait obtenu que 30% des votes s'il y avait eu des élections fédérales la semaine dernière.

Le sondage SOM-LE SOLEIL démontre par ailleurs que le Bloc québécois, s'il reste le parti préféré des Québécois, a perdu des plumes après le départ de Lucien Bouchard.

Après répartition des 15% d'indécis, le parti dirigé par Michel Gauthier récolte 46% des intentions de vote, ce qui le place loin devant le PLC, mais qui représen-

te tout de même une baisse de 3,5% par rapport à l'élection de septembre 93.

À 30%, le Parti libéral et aussi en déficit de 3,5% au Québec. La différence de pourcentage profite très modestement au Parti conservateur, qui atteint un maigre 15% malgré la grande popularité de son chef Jean Charest.

À quelques mois des élections fédérales, que plusieurs observateurs voient pour l'automne, le dossier de la TPS et le débat constitutionnel n'ont certes pas aidé le gouvernement Chrétien, et ce, malgré la nomination de trois nouveaux ministres québécois.

Le Bloc peut compter sur une très solide base électorale parmi les francophones où il obtient 56% des intentions

de vote. Le constat contraire s'applique pour les libéraux de Jean Chrétien qui, avec 22% des votes francophones, se trouve marginalisé dans la majorité des comtés situés hors de la région métropolitaine.

Par contre, le PLC est bien ancré chez les anglophones et les allophones qui l'appuient à 66%.

La répartition des votes des Québécois au fédéral en fonction de leur préférence sur la scène provinciale renferme un peu d'espoir pour le Parti conservateur, complètement décimé aux dernières élections.

En effet, on apprend que 20% des électeurs du Parti libéral du Québec et 25% de l'ADQ accorderont leur voix aux conservateurs.

Les Québécois ne croient pas à une entente sur le fédéralisme

QUÉBEC — Six mois après avoir rejeté de peu l'option souverainiste du gouvernement péquiste, les Québécois croient aujourd'hui qu'une entente satisfaisante avec le reste du Canada est impossible. Par une faible majorité, ils sont plutôt persuadés que le Québec sera souverain d'ici cinq ans.

Une entente sur le renouvellement du régime fédéral satisfaisant aussi le Québec ne peut être conclue dans un

délai de cinq ans, soutiennent près de la moitié des Québécois (48%) dans un sondage SOM-LE SOLEIL. À l'opposé, 35% y croient (16% ne savent pas).

La lassitude ou le défaitisme face aux pourparlers constitutionnels semblent généralisés puisque même les anglophones et les allophones, qui ont voté massivement NON au dernier référendum, ne sont que 37% à croire à une entente satisfaisant à la fois le Québec et le reste du Canada.

Et si les fédéralistes votent NON, ce n'est pas nécessairement parce qu'ils attendent un renouvellement du fédéralisme qui réponde aux exigences du Québec. En effet, 45% des Québécois qui ont décidé de dire NON au prochain référendum estiment qu'une telle entente ne pourra être conclue d'ici cinq ans.

Les Québécois voteront majoritairement pour la souveraineté d'ici cinq ans, soutiennent par ailleurs une faible majorité des 2007 personnes qui ont répondu au sondage.

Sans répartir le taux de 13% d'indécis, 45% des Québécois pensent qu'un OUI majoritaire arrivera d'ici cinq ans au plus, alors que 41% ne retiennent pas cette hypothèse.

On peut toutefois voter OUI sans croire que l'objectif de la souveraineté sera atteint à court terme. Ainsi, près d'un souverainiste sur trois (27%) ne s'attend pas à un OUI majoritaire dans les cinq prochaines années.

Les fédéralistes ne sont pas, eux non plus, tous convaincus de voir triompher leur option: un tenant du NON sur quatre est résigné à ce que le Québec devienne souverain d'ici cinq ans.

ÉLECTIONS PROVINCIALES

POUR LE CANDIDAT DE QUEL PARTI VOTERIEZ-VOUS ?

Si des élections provinciales avaient lieu aujourd'hui au Québec, pour le candidat de quel Parti voteriez-vous ?

Avec répartition des indécis et des dissuets

Parti Québécois	55%
LIBÉRAL	32%
ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC	8%
parti égalité equality party	1%
Autres	4%

INTENTIONS DE VOTE AUX ÉLECTIONS FÉDÉRALES

POUR LE CANDIDAT DE QUEL PARTI VOTERIEZ-VOUS ?

Si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui au Canada, pour le candidat de quel parti voteriez-vous ?

Avec répartition des indécis et des dissuets

BLOC QUÉBÉCOIS	46%
PARTI LIBÉRAL DU CANADA	30%
PARTI CONSERVATEUR	15%
PARTI RÉFORMISTE	2%
NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE	3%
Autres	4%

INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président du conseil d'administration PIERRE DES MARAIS II
 Président et Éditeur GILBERT LACASSE
 Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE
 Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON
 Directeur de l'information ANDRÉ FORGUES

ÉDITORIAL

Un boulet nommé Chrétien

Le fédéralisme est en panne de locomotive : une majorité de Québécois fédéralistes pensent qu'il vaudrait mieux pour l'unité canadienne que le premier ministre du pays, Jean Chrétien et que le chef du Parti libéral du Québec, Daniel Johnson, aient cédé leurs places avant la tenue d'un autre référendum.

Même les personnes qui indiquent en réponse au sondage publié aujourd'hui avoir voté pour le PLQ lors des dernières élections, préféreraient voir M. Chrétien quitter et elles sont partagées moitié-moitié sur la confiance à conserver en M. Johnson qui, volontairement ou non, n'est pas sorti de la zone d'ombre jetée par le fils politique de Pierre Trudeau. Daniel Johnson a été reconnu coupable par association et est condamné pour complicité.



J.-Jacques Samson

Il devient de plus en plus évident, de semaine en semaine, que la personne de M. Chrétien constitue un lourd handicap pour les fédéralistes québécois. 54% des Québécois qui ont voté NON en octobre dernier espèrent l'entrée en scène d'un nouveau premier ministre à Ottawa contre 37% seulement

qui croient que M. Chrétien peut encore arracher une victoire du NON. Les sages provenant de toutes les régions du pays qui multiplient les efforts sous le parapluie de l'organisation Canada 2000 en vue d'un renouvellement du fédéralisme, avaient d'ailleurs bien détecté ce courant de l'opinion publique. Leur dernière rencontre a baigné dans des commentaires désapprobateurs sur la stratégie que suit M. Chrétien depuis, le 30 octobre vis-à-vis du Québec.

Le remplacement de ce dernier à la tête du Parti libéral du Canada se révèle non plus seulement une intuition mais une attente pressante.

M. Chrétien n'a aucunement tiré profit de la désorganisation du Bloc québécois à Ottawa depuis que le chef fondateur Lucien Bouchard a pris la tête du gouvernement du Québec et qu'il a été remplacé comme chef de l'opposition à la Chambre des communes par M. Michel Gauthier, tribun mordant mais dont le plus haut grade sous le gouvernement de René Lévesque a été celui d'adjoint parlementaire. Le Bloc québécois s'apprête donc à rassembler à nouveau le Québec aux prochaines élections fédérales, d'où le premier ministre du Canada est pourtant député. Cette dernière considération n'est même plus un atout déterminant aux yeux de ses concitoyens. C'est-à-dire la déconnection du PLC de l'électorat québécois francophone. 22% seulement des Québécois francophones accordaient d'ailleurs leur vote au PLC et seules une sous-région de Montréal et l'Outaouais le protègent de l'extermination.

L'appui que conserve le Bloc québécois se conjugue aux gains enregistrés par le OUI à la question référendaire depuis six mois (4% des personnes qui ont voté NON, le 30 octobre, ne répèteraient pas leurs votes) et au peu de confiance placée en M. Chrétien pour défendre le fédéralisme canadien. Il en découle l'installation d'une sorte de fatalisme chez une majorité dans la population à l'effet qu'il est impossible d'en venir à une entente satisfaisante et que l'accession à la souveraineté est un mouvement irréversible.

De telles perceptions, sournoises pour les non-avertis, expliquent très souvent la montée d'une idée dans l'opinion publique et les vagues électorales. Une portion déterminante de fédéralistes qui ne croient plus en la possibilité d'une entente entre le Québec et un gouvernement central dirigé par Jean Chrétien basculera dans le camp souverainiste.

Ce n'est pas un « plan B » ou l'adoption d'une ligne dure envers les Québécois qui freinera ce mouvement. Au contraire. Pour les libéraux militants de l'unité canadienne, le remplacement du chef du Parti libéral du Canada et d'un premier ministre rejeté par ses compatriotes devient donc une décision pénible mais nécessaire à considérer.



CHRONIQUE POLITIQUE

La fin des haricots

On parle de phrases assassines, mais il y a aussi des phrases suicidaires. Par exemple, celle de Jacques Parizeau à propos du « vote ethnique », le soir du référendum. Au moins, dans son cas, c'était prémédité, il avait déjà décidé de partir en cas de victoire du NON. Et puis, il était en fin de carrière. Même si le OUI l'avait emporté, il ne serait sans doute pas resté plus de deux ou trois ans.

Daniel Johnson, lui, s'est involontairement passé la corde au cou, le jour même où il a annoncé officiellement sa candidature à la direction du Parti libéral, quand il a déclaré — en anglais — qu'il était *Canadian first and foremost*. Depuis ce jour, il n'a jamais réussi à établir une relation de confiance avec la majorité francophone.

Il est vrai que la nécessité de plaire à la clientèle anglophone et allophone traditionnelle du PLQ limite sensiblement sa marge de manoeuvre. Infiniment plus habile, plus sensible aussi à la complexité de l'âme québécoise, Robert Bourassa était parvenu à concilier cette obligation et les clin d'oeil aux nationalistes modérés, mais les divisions au sein du PQ lui avaient longtemps facilité la tâche.

Il faut dire aussi que M. Bourassa pouvait compter sur la complicité de son ami Brian Mulroney, tandis que Jean Chrétien semble déterminé à ne pas lever le petit doigt pour aider M. Johnson.

N'empêche qu'en refusant de s'associer à la motion du premier ministre Bouchard, qui réaffirmait le droit à l'autodétermination des Québécois, M. Johnson a donné une nouvelle démonstration de son incapacité de placer la patrie au-dessus du parti, ne serait-ce que temporairement.

Le sondage SOM, dont LE SOLEIL publie aujourd'hui les résultats, confirme le caractère apparemment définitif du divorce entre M. Johnson et l'électorat francophone.

D'accord, le PQ bénéficie présentement de l'extraordinaire popularité de M. Bouchard, mais à partir du moment où même

les fédéralistes souhaitent majoritairement son départ, y compris la moitié des anglophones, ce n'est plus qu'une question de temps.

JOHNSON PARTIRAIT SOUS PEU

On chuchote que M. Johnson a déjà pris la décision de partir à l'automne. Certains évoquent même la fin de juin. À moins d'élections générales à très brève échéance, les libéraux devraient donc se trouver un nouveau chef, aussi bien pour les prochaines élections que pour le référendum à venir.

Même si ces rumeurs sont exactes, M. Johnson niera certainement tout jusqu'à la dernière minute. D'autant plus qu'aucune menace ne semble venir du caucus des députés.

Il y a cependant une limite à aller joyeusement à l'abattoir. Au train où vont les choses, il aura beaucoup de mal à traverser l'épreuve du prochain congrès, qu'il ne sera plus possible de retarder.

Le sondage SOM identifie très clairement Jean Charest comme le successeur idéal de M. Johnson. La question est plutôt de savoir si ça l'intéresse.

Le chef conservateur répète à qui veut l'entendre qu'il n'a aucune envie de venir à Québec. Peut-être pense-t-il vraiment être en mesure de ressusciter le PC, mais autant M. Johnson ne peut que nier son intention de partir, autant M. Charest ne pourrait admettre être intéressé à lui succéder sans être accusé de putsch.

D'ailleurs, si son rêve est de devenir premier ministre du Canada, encore faudrait-



Michel David

il que le Québec en fasse encore partie. Or, il apparaît, et de loin, comme le meilleur défenseur du fédéralisme au Québec.

C'était déjà le cas l'automne dernier, alors qu'il était le chef d'un parti moribond, qui compte seulement deux députés aux Communes. On peut penser qu'un statut de leader de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale le rendrait encore plus efficace.

Remarque, les Québécois pourraient bien déchanter à l'usage. M. Charest est peut-être un bon orateur, mais plus souvent qu'autrement, le contenu est dangereusement mince.

De toute façon, si M. Johnson part, les libéraux n'auront pas l'embarras du choix. Depuis le début, il est chef par défaut. Certains, au PLQ, soutiennent que Gérald Tremblay aurait pu le coiffer au fil d'arrivée, s'il s'était accroché. Son désistement de dernière minute l'a toutefois disqualifié.

Le sondage SOM identifie Charest à la tête des libéraux

Pierre Paradis est trop intelligent pour se faire des illusions. En revanche, je l'imagine très bien en *king maker*. Et puis, Charest et lui sont deux gars des Cantons de l'Est! Même chose pour Paul Gobeil, qui trouverait peut-être le métier de chef un peu fatigant, mais qui serait sûrement très heureux d'être ministre des Finances dans un gouvernement

Charest. À voir Liza Frulla ménager Serge Ménard, on a l'impression qu'elle n'a pas renoncé à la mairie de Montréal. Elle aurait pu l'expédier au plancher, quand il s'est mis les pieds dans les plats en s'attaquant stupidement au maire d'Outremont, mais elle s'est contentée d'un petit coup de griffe.

La liste n'est finalement pas très longue. Pour ne pas lui donner d'idée saugrenue, je ne nommerai pas qui-vous-savez, mais j'ose espérer qu'il ne vont pas aller le chercher encore une fois!

La meilleure est venue simultanément de deux collègues. Je vous le donne en mille: Brian Mulroney! Là, ce serait vraiment la fin des haricots!

CARREFOUR DES LECTEURS

Démocratie en danger

Ce qui m'a surtout surpris dans le récent rapport du « chien de garde des règles électorales du Québec », M. Pierre-F. Côté, ce sont les conclusions au sujet des scrutateurs qui auraient rejeté des bulletins de vote « de façon manifestement déraisonnable » dans l'ouest de Montréal. Selon M. Côté, « l'intégrité de la démocratie n'a jamais été mise en danger en raison des bulletins abusivement rejetés ». Pourtant, selon des chiffres fournis par le bureau de M. Côté, la marge de victoire du NON, le 30 octobre dernier, n'était que de 54 288 voix. (On ne saura jamais quelle était la véritable marge de victoire, car il y avait 86 501 bulletins rejetés, et on peut facilement supposer que la vaste majorité de ces bulletins étaient favorables au NON).

Or, toujours selon les chiffres de M. Côté, il y avait 20 352 sections de vote au Québec. Donc, il aurait suffi que les scrutateurs « enthousiastes » du OUI rejettent en moyenne 2,67 bulletins du NON de plus par section de vote pour contourner la décision démocratique de la population et pour faussement donner la victoire au OUI! Et pourtant, M. Côté n'y voit aucun danger pour la démocratie! Des dizaines de milliers de citoyens ont effectivement perdu leur droit de vote le soir du 30 octobre dernier car, grâce aux procédures de M. Côté, leurs voix ne seront jamais ajoutées au total officiel. Par contre, peut-on démontrer un seul cas où un citoyen a perdu son droit de vote à cause de la fameuse marche pour l'unité à Montréal? M. Côté a une façon bien bizarre d'éva-

luer les risques. Espérons qu'il ne se lancera jamais en assurances!
 Michel Cléroux
 Hull

Travaillez en équipe

(À Mme Jennie Skene, présidente de la Fédération des infirmières, et à Mme Ghislaine Desrosiers, présidente de l'Ordre des infirmières) Votre prise de position au sujet de la formation requise pour l'accès à la profession d'infirmière suscite chez nous une certaine inquiétude. Que l'on préconise une formation collégiale ou universitaire, nous croyons sincèrement que les déclarations en faveur de l'une ou l'autre des options devraient être plus respectueuses

tant de l'expérience acquise que d'une formation supplémentaire. Croyez-vous vraiment que le moment soit bien choisi et que les tribunes utilisées servent bien les intérêts des infirmières? Ne serait-il pas souhaitable que l'Ordre et la Fédération unissent leurs efforts pour l'obtention d'un même but: « La reconnaissance du rôle élargi de l'infirmière dans le redéploiement des ressources en collégialité avec les autres professionnels de la santé, et ce, dans le respect de chacune? » L'organisme dont vous êtes la présidente existe par et pour nous; que ce soit au moyen du maintien de notre compétence professionnelle pour la protection du public (l'Ordre) ou pour la défense de nos droits (la Fédération). Dans cette période d'incertitude et de mouvance nous aime-

rons beaucoup que les deux organismes essentiels au bon équilibre de la profession réalisent que leurs prises de position concernent les mêmes personnes: syndiquées professionnelles de la santé. L'avenir de notre profession nous tient à coeur. Alors, s'il vous plaît, pouvez-vous, pour un moment, oublier vos différends et travailler en collaboration afin que nous puissions prendre notre place et bien remplir notre rôle avec nos connaissances, notre expertise et notre expérience. Comme membres à la fois de l'Ordre et de la Fédération, nous sommes fatiguées des confrontations stériles, négatives et nuisibles par médias interposés.
 Rochelle Gagnon, Pauline Maheu,
 Lucie Maranda et Louise Lajeunesse

Vie de reptile



Antoine LeBlanc, l'un des 18 alligators blancs connus dans le monde, a-t-il pendu la crémaillère cette semaine? Chose sûre, il a plongé dans sa nouvelle résidence, un grand bassin qu'on vient de lui aménager au zoo de San Francisco. Long de six pieds et pesant 50 livres, Antoine est de couleur blanche en raison d'une mutation génétique. Le reptile vient de fêter ses 18 ans.

Christina,
première
femme torero
d'Europe

■ NÎMES, France (AFP) — Christina Sanchez, de Madrid, 24 ans, deviendra aujourd'hui aux arènes de Nîmes (sud) la première femme matador de toros de toute l'histoire de la tauromachie en Europe.

Depuis un siècle, seules Conchita Cintron, d'origine péruvienne, et la Française Marie Sara, toutes deux toréant à cheval, sont parvenues à vaincre les préjugés et à remplir les arènes sur leurs seuls noms. Et ce ne sont pas les cinq femmes dans le siècle à avoir pris l'alternative au Mexique et au Pérou qui vont changer quelque chose: qui se souvient aujourd'hui de Juanita Cruz ou de Lola de Espana?

Le quotidien britannique *The Guardian* a publié la photographie de Sanchez en première page. En France, l'hebdomadaire *Elle* consacre cette semaine quatre pages à la « Diva des arènes », dont le père, ancien banderillero, vient du monde de la tauromachie.

Jusqu'à présent, elle affrontait des novillos (taureaux de combat de moins de quatre ans) et, désormais, elle fait face à des monstres d'au moins quatre ans, pouvant peser jusqu'à 600 kg et plus, donc plus dangereux.

J'aime
vivre
aux
limites
de la vie

Aujourd'hui, « l'alternative » en habit de lumière de la Madrillène, ancienne apprentie coiffeuse, ancienne secrétaire dans une entreprise d'extincteurs, issue de de l'École de tauromachie de Madrid, constituera le vrai coup d'envoi de sa vie de torero.

Elle sera portée sur les fonts baptismaux par deux matadors de légende: le vétéran sévillan Curro Romero, 63 ans, surnommé « Le Pharaon », et Jose Mari Manzanares, qui, à 43 ans, fête cette année ses 25 ans d'alternative.

Sanchez a été près de 130 fois à l'affiche face aux toros entre 1989 et 1996, en Espagne, en France et en Amérique latine. Elle a obtenu les trophées suprêmes, elle en a fait des tours de piste sous les applaudissements et est même sortie en triomphe par la grande porte de Las Ventas de Madrid, « La Mecque » de la corrida, et portée sur les épaules à la Maestranza de Séville. Jamais une femme n'avait réussi une telle prouesse. Elle est classée première à l'Escalafon (nombre de corridas torées) des quelque 180 novilleros répertoriés. Et la seule femme.

« J'aime côtoyer le risque, dit-elle, j'aime vivre aux limites de la vie, c'est comme ça, mais même si je n'aime pas faire comme tout le monde, je suis une femme parfaitement normale. » Elle ajoute: « L'art n'a pas de sexe, comme la peur, et un homme peut toréer de manière féminine. Je veux qu'on me respecte et que les autres toreros me considèrent vraiment comme un des leurs, comme un de leurs collègues, tout simplement », dit-elle.

Pour l'heure, deux hommes s'occupent d'elle: son père, Antonio, et Simon Casas, son manager français, qui avait déjà lancé celle qui fut aussi sa compagne, Marie Sara, aujourd'hui une des vedettes du toreo à cheval.

EN BREF

Taureau affamé

Le taureau ayant avalé les billets, les paysans nigériens décidèrent de se payer sur la bête en l'abattant, mais dans l'estomac l'argent avait l'odeur mais plus la consistance, tant la machine animale avait fait son ouvrage. Allau, le propriétaire du taureau, qui avait perdu 103 400 nairas (1216\$) dans l'affaire, s'est à peine consolé avec 20 nairas (23\$) fruit de la vente de l'animal à ses cupides congénères. Il rumine depuis son amertume. (Reuter)

LIBAN

Découverte archéologique à la suite d'un bombardement

QLAYLÉ, Liban (AFP) — Un site archéologique a été mis au jour dans un village du Liban sud, à la suite des bombardements de la région en avril par l'armée israélienne.

L'aviation israélienne a bombardé le village de Qlaylé, à une quinzaine de km au sud de

Tyr, notamment la colline où, selon la légende, serait enterré Nabi Omran (le prophète Omran), le père de la Vierge Marie. Une des bombes a creusé un trou de cinq mètres de profondeur, révélant des mosaïques couvrant le sol et les pans d'une citerne d'eau de deux

mètres de hauteur, datant de l'ère byzantine, selon ces experts.

Une quinzaine d'ouvriers du Département libanais des Antiquités ont entamé lundi des fouilles sur le site, espérant retrouver les vestiges d'une ancienne église.

**C'EST
LE TEMPS
DE FAIRE
PLAISIR
À PAPA!**

**25 %
DE RABAIS***

**TOUS LES SOUS-VÊTEMENTS,
TOUTES LES CHAUSSETTES
ET TOUS LES PYJAMAS**

**JOCKEY®
POUR HOMME**

**VENEZ FAIRE VOTRE CHOIX PARMIS LA PLUS
BELLE SÉLECTION JOCKEY® AU PAYS
*SUR NOS PRIX ORDINAIRES.**

EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 16 JUIN
VOUS-VÊTEMENTS, RAYONS 360 ET 363.

VOUS AVEZ LE ME

Avec des patates de
l'île d'Orléans
coupées à la main!

**La vraie
poutine**

À l'achat
d'un
sandwich **1.29\$**
Format BÉBÉ

AshTon

JUSTE DU
FRAS!
JUSTE DU
VRAI!

Pour un temps limité